
LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Sa mémoire et ses paradoxes

UNITÉ COMMUNISTE

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE DE 2023	p. 5
PRÉFACE DE 2021.....	p. 9
I. 23 AOÛT 1939, LA DÉCISION TERRIBLE	p. 13
1. Qu'est-ce que le III ^E Reich en 1939?	p. 17
2. Les jeux diplomatiques des années 1930.....	p. 20
3. Le chemin du pacte	p. 22
4. Un monde de dangers.....	p. 26
5. L'URSS et les voies alternatives	p. 28
6. Le bout de la piste	p. 31
7. Staline et Hitler	p. 34
8. Après le traité	p. 36
9. Conclusion	p. 38
II. L'OPÉRATION <i>BARBAROSSA</i>	p. 39
1. « Le monde entier retiendra son souffle »	p. 41
2. Une guerre différente.....	p. 46
III. STALINGRAD	p. 49
1. La guerre	p. 51
2. Stalingrad	p. 54
3. La contre-offensive	p. 58
4. Stalingrad incarne tout ce que nous défendons et tout ce que nos ennemis haïssent	p. 61
IV. LA LIBÉRATION DES CAMPS	p. 65
V. ADOLF HITLER.....	p. 73
VI. LA FIN DE LA GUERRE EN EUROPE	p. 79
1. 75 ans auparavant, la Seconde Guerre mondiale prenait fin en Europe.....	p. 81
2. Le nazisme : la mobilisation par la peur et la conspiration.....	p. 87

3.	Alliances et compromis.....	p. 93
4.	Les nazis après 1945	p. 98
5.	Le grand bluff: l'équivalence nazisme-communisme	p. 103
6.	Comparer l'incomparable?	p. 108
7.	Un génocide venu du ciel?.....	p. 114
8.	Rendre hommage	p. 119
VII. LES BOMBARDEMENTS ATOMIQUES		p. 121
1.	Les 6 et 9 août 1945, les USA ont fait usage de l'arme atomique	p. 123
2.	Les raisons du feu nucléaire.....	p. 124
3.	Les bombardements aériens sur les populations civiles ont été un crime contre l'humanité.....	p. 125
4.	Le chemin de croix des <i>hibakushas</i>	p. 127
5.	Les scientifiques ont-ils sauvé le monde?	p. 128
6.	La géopolitique actuelle: l'impossible désarmement nucléaire	p. 129
VIII. LA GUERRE NE S'EST PAS ARRÊTÉE EN 1945.....		p. 131
1.	Les bastions de l'anticommunisme réinstallés.....	p. 134
2.	Une après guerre conflictuelle.....	p. 136
3.	Le 1945 des colonisés	p. 139
4.	L'«Oradour malgache»	p. 143
CONCLUSION: VIVE LE 8 MAI!.....		p. 147

PRÉFACE DE 2023

Octobre 2023

Les communistes entretiennent un rapport tout particulier à l'Histoire. D'abord, en général, car c'est la théorie matérialiste dialectique de l'Histoire qui donne un sens (tant personnel, scientifique, que stratégique) à notre engagement. Ensuite, à la nôtre, celle qui est l'objet de controverse souvent intense. Notre histoire est une « bataille », car elle est faite de toutes les expériences du mouvement ouvrier révolutionnaire mondial. Or, faire le bilan de ces expériences est tant un impératif brûlant qu'une tâche qui n'a rien d'évident.

Dans cette entreprise, les communistes se heurtent tant à l'anticommunisme de droite et de gauche qu'aux difficultés de la recherche scientifique. L'anticommunisme est un double obstacle. Premièrement, comme entrave extérieure à la progression de notre mouvement. Mais aussi, deuxièmement, en ce qu'il est une construction anti-historique qui nous habite, œuvrant à rendre impossible toute analyse scientifique de notre passé. C'est moins comme instrument de la bourgeoisie, qu'en ce qu'il nous rend amnésiques ou aveugles, qu'il est le plus dangereux. Ainsi, la « bataille pour l'Histoire » que nous prônons est autant celle contre les narrations anticommunistes que pour la science historique, à mener à l'extérieur mais aussi à l'intérieur du camp communiste !

Être communiste en France aujourd'hui, c'est devoir faire face à une multitude d'attaques sur son histoire. Dans l'industrie du divertissement, celles-ci sont omniprésentes — la Seconde Guerre mondiale est très vendeuse. Dans les institutions de l'Éducation nationale, dès le secondaire, elles sont enseignées et défendues comme des vérités scientifiques et adjointes d'une injonction au « devoir de mémoire ». Dans l'engagement militant, elles persistent et s'intensifient : ces polémiques, généralement stériles et parfois antagoniques, sont un passage obligé. Face à cet ensemble de problèmes, il peut paraître séduisant de se réfugier dans des mythes confortables, ou à l'inverse, de rejeter notre passé en bloc pour se convertir à divers anticommunismes de gauche. Pour le meilleur et pour le pire, notre histoire est un fait structurant dans le mouvement communiste présent.

Cependant, il serait réducteur de penser que notre histoire n'est qu'un objet de division identitaire et d'invective anachroniques. Certes, ces déviations sont constatables par quiconque se familiarise avec le « milieu » de la gauche radicale. La lutte pour des idées plus justes est souvent substituée par la lutte de différents récits entre eux, et les expériences du mouvement communiste ne sont alors traitées plus que comme des moyens d'entre-excommunication. Or, au-delà des querelles de chapelle, c'est bien notre histoire qui contient en elle le moyen d'atteindre une connaissance supérieure de la théorie révolutionnaire — tirer les conclusions de notre bilan. Aborder frontalement ces questions, ce

n'est pas — que — ressusciter des controverses désuètes ou faire le procès de fantômes. S'il faut comprendre nos prédécesseurs et d'où nous venons, ce n'est pas pour le plaisir de la querelle vaine ou de l'ascendant rhétorique, mais pour mieux lutter, maintenant et à l'avenir.

La 2^{de} Guerre mondiale est un point nodal de la propagande réactionnaire. Les travaux que nous présentons ici constituent une première réponse à celle-ci. S'ils n'offrent pas le si attendu « bilan exhaustif et définitif des expériences socialistes du XX^e siècle », ils cherchent à défricher ce moment clé — la 2^{de} Guerre mondiale — de l'accumulation de mystifications et de calomnies qui l'obscurcissent. En tant que tels, il faut les considérer comme préparatoires.

PRÉFACE DE 2021

Octobre 2021

Cette série de texte a été rédigée sur plusieurs années. Ils sont donc d'une qualité inégale et parfois avec des informations internes qui peuvent paraître contradictoires. Elles sont le reflet d'une progression constante, construite au fur et à mesure des années. Dans l'ensemble, nous avons essayé d'intégrer des changements et des annotations supplémentaires, tout en conservant certains éléments qui illustrent cette progression.

Dernièrement, après plusieurs hésitations, nous avons commencé la lecture du livre *Les maréchaux de Staline* (2021). Nous redoutions de trouver au sein de ce livre des biographies de tabloïds anglais. Si l'ouvrage conserve un caractère sensationnaliste qui est là pour faire vendre, il n'en est pas moins solidement charpenté. Il permet aussi de réviser le jugement sur les rôles de deux personnages clés de la défense soviétique : Klement Voroshilov et Semion Boudienny. L'un comme l'autre, dans l'historiographie occidentale, apparaissaient comme des individus sans talent, responsables du caractère périmé de l'Armée rouge en 1941, le premier pour son incompétence stratégique, le second pour son attachement à la cavalerie. Leur médiocrité supposée servait également à faire valoir, en creux, le génie de ceux qui n'étaient plus tels que le maréchal Toukhatchevski, éliminés dans une série de purges frappant l'armée. Pourtant, non seulement il faut relativiser la portée de ces purges, mais il faut également restituer un semblant d'honneur aux personnages qui ont commandé l'Armée rouge dans cette période.

Klement Voroshilov avait été un combattant de terrain dans la guerre civile. Cependant, il n'était pas, loin s'en faut, un militaire de carrière. Cette fonction lui avait été attribuée au sein de la *kommanda* qui dirigeait le pays. Conscient de ses lacunes, il n'a eu de cesse d'essayer de s'en défaire, chose qu'on retrouve dans plusieurs échanges de courriers avec Staline, et ce dès les années 20. Le domaine dans lequel s'épanouissait Klement était celui de grand mécène et de protecteur des arts. C'est d'ailleurs ce qui fait sa popularité dans les années 1930, tant auprès de la population soviétique que des artistes philo-soviétiques. Contrairement à ce qui a été raconté dans le passé, il a aussi, avec son confrère, tenté de moderniser l'armée en prenant en compte son manque d'entraînement et la difficulté de faire fonctionner une armée mécanisée avec une population qui possédait encore un niveau d'instruction faible. S'il n'a pas été à la hauteur en 1941, cela ne peut être imputé qu'à sa personne. L'outil dont il disposait était simplement imparfait, jeune, et fragile.

Semion Boudienny est inextricablement lié à l'histoire de la Konarmia, l'armée de cavalerie rouge durant la guerre civile. Présenté comme un ignare et un inculte, notamment par Trotsky, il n'en a pas moins fait preuve d'un sens

tactique et opérationnel de premier plan dans la guerre contre les blancs. Son mode de commandement, toujours sur le front, chevauchant avec ses hommes, lui permettait de prendre en compte des facteurs qui échappaient à ceux qui menaient le conflit en train blindé. Il était également capable de prendre en compte les forces morales de ses troupes, et de savoir précisément quoi exiger de leur part. À plusieurs reprises, il eut raison opérationnellement contre l'avis de spécialistes militaires, spécialistes envers lesquels il ne cachait pas son mépris. C'est d'ailleurs cette opinion qui le rapproche du groupe de Staline lors des affrontements des années 20-30. Dans les années 1930, au lieu d'être une vieille baderne ignare, il joue un rôle dans l'adaptation de son arme, la cavalerie, aux contraintes de la guerre moderne, notamment en créant des divisions mixtes cavalerie-tanks. Si l'image paraît vieillotte, ces groupes, agissant dans les percées, vont jouer un rôle important, trop souvent négligé, dans les grandes victoires des années 1943-1944.

Deux personnages dont il faut donc briser, aujourd'hui, la légende noire.

I. 23 AOÛT 1939, LA DÉCISION TERRIBLE

*Publié le 23 août 2019, à l'occasion
du 80^e anniversaire du pacte de non-agression
germano-soviétique*

L'un des fers de lance de la campagne de calomnie contre l'URSS sous la direction de Staline se situe sur la question du traité de non-agression conclu avec le régime hitlérien. Ce traité est employé sans la moindre vergogne par ceux qui veulent condamner l'URSS et sa direction, dans le but de la disqualifier complètement, de la rendre indéfendable. Plusieurs apprentis-sorciers de la déformation de l'Histoire ont voulu surfer sur ce choix ô combien difficile, pour faire la démonstration de la trahison du socialisme, pour faire l'illustration de la symétrie Staline/Hitler ou d'une similitude de fond entre communisme et nazisme.

Aujourd'hui, il est de coutume de charger Staline et l'URSS. Cependant, même chez les contemporains, le regard est nettement plus lucide. Churchill, grand commentateur de l'actualité, bien que féroce anticommuniste, a considéré que le pacte était la réponse logique à l'inconséquence de la diplomatie anglaise et à la politique de Chamberlain. 80 ans après, il demeure encore un événement historique brûlant, dévorant, repoussoir terrible. Modestement, nous essayons d'en apporter une compréhension qui, d'une part, replace le traité de non-agression germano-soviétique dans le contexte extraordinairement particulier des années 1930, mais également permet de comprendre comment, au moment de sa signature, la direction soviétique percevait l'attitude des démocraties libérales et de son antagoniste direct : l'Allemagne nazie.

Avant toute chose, il est important de couper court à un jeu basé sur la sémantique. Le traité de non-agression entre l'Allemagne et l'URSS était ce qu'il était. Son but était de déclarer une absence d'hostilité entre deux États. Il n'était pas une alliance. Une alliance consiste en un nombre de dispositions d'assistance militaire réciproques en cas de conflit, déclenché ou subi. Rien de tel dans le cas du traité signé le 23 août 1939.

Jusqu'à la fin de la Guerre froide, la thèse de la similitude entre les régimes n'était que l'apanage d'une minorité, qui, souvent, l'utilise pour défendre le nazisme. L'histoire officielle française, sanctionnée par l'Éducation nationale, n'instille ce genre de sottises qu'à partir des années 1990. À ce moment-là, il n'y a plus grand monde pour défendre l'Union soviétique, y compris le *Parti communiste français* (PCF), donc tout peut être dit sur son compte, tant qu'il s'agit de quelque chose de négatif. Les théories d'équivalence et de guerre préventive de la part de l'Allemagne nazie ont désormais pignon sur rue.

De même, la sémantique des termes n'est pas neutre. Les Occidentaux signent des accords, les Soviétiques, des pactes. Le terme renvoie à une idée très faustienne de la diplomatie, des pactes avec le Diable. Ainsi, l'OTAN est

«l'Organisation du traité de l'atlantique nord», tandis que le vrai nom du Pacte de Varsovie est «Traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle», signé à Varsovie, le 14 mai 1955. Nombre d'imprécisions sont faites pour accroître l'idée d'une collusion entre les deux entités juridiques et leurs dirigeants. Mais les formes ne doivent pas influencer outre mesure le contenu.

Il est en effet aisé de séparer cet événement de son contexte, et d'en faire, même, un aboutissement. Ce n'est pas une démarche d'historien. Ce procédé est une démarche de rhéteur, qui cherche uniquement à illustrer une notion préétablie en sélectionnant les événements historiques qui servent sa chapelle. C'est d'ailleurs ce que fait l'Éducation nationale, qui en fait, depuis 1995, un des éléments fondamentaux de la dimension comparative des régimes totalitaires.

Il ne s'agit pas de dire que l'événement, le pacte, était un choix parfait. Il ne s'agit pas de le défendre comme étant un événement positif. Il est une souillure amère sur l'histoire soviétique. Cependant, nous refusons de le voir comme quelque chose qui soit une infamie étant donné les éléments d'enquête que possédait l'URSS, le Komintern et leur direction à l'époque ; tout comme nous pensons qu'il est possible d'affirmer que si l'URSS, le Komintern et sa direction avaient été omniscients sur la nature et les projets du régime nazi, probablement l'attitude de la diplomatie soviétique aurait été différente. Cette affirmation n'est pas qu'un acte de foi gratuit de la part de nostalgiques aveuglés par le folklore, elle est un fait qui peut s'établir sur la base d'un travail d'enquête, même *a minima*, sur les conditions dans lesquelles le choix soviétique s'est effectué.

1. QU'EST-CE QUE LE III^E REICH EN 1939 ?

Ce qui donne son caractère particulier au pacte est l'idée qu'il soit possible de signer le moindre traité avec ce qui apparaît comme le distillat le plus pur de la brutalité sauvage et génocidaire. Hitler et ses séides sont le diable et ses démons, et il n'est pas possible d'imaginer le moindre terrain d'entente avec eux. Sans rentrer dans le champ lexical du christianisme, cette analyse est véridique, à un détail près.

Premièrement, l'Occident, et même la Pologne, ont signé, eux aussi, des pactes avec ce Diable, sur lesquels nous reviendrons. Ces pactes avaient également leur protocole secret, à ceci près que le contenu l'est resté. Ce qui le différencie donc des autres n'est qu'uniquement le fait que le traité signé le 23 août a été le prélude à la guerre. Ces signatures de pactes sont, en revanche, passées sous silence, alors qu'ils ont contribué, bien plus que l'Union soviétique, à la reconstitution d'une Allemagne en pleine possession de ses moyens militaires, capable de pouvoir tenir la dragée haute à pratiquement toutes les armées du continent.

Deuxièmement, nous pouvons regarder l'activité du régime nazi sur l'ensemble de la période, avec un recul qui nous permet de juger de sa nature profonde. Indépendamment des débats sur l'intentionnalité des génocides perpétrés par le Reich ou sur leur caractère « fonctionnel », il n'était pas possible de préjuger de ce que celui-ci commettrait. Avant la Shoah, il n'y avait pas eu cet événement qui a marqué ce régime du sceau indépassable, ou du moins in-dépassé, de l'infamie. *Aktion T4*, Shoah par balle ou dans les camps, massacres systématiques des élites des régions à aryaniser, politique délibérée de réquisition de l'intégralité des ressources : ces politiques cependant sont postérieures au déclenchement de la guerre, voire postérieures même, pour la Solution finale, à l'invasion de l'URSS. Même la Nuit de Cristal suscite les réprobations de la part de certains dirigeants nazis, Himmler, Göring, Funk, qu'on ne saurait taxer de pusillanimité à l'égard des Juifs. Au sein même des populations juives de l'époque, l'idée qui domine est que le nazisme surfe sur l'antisémitisme comme réclame publicitaire pour s'assurer des voix, que le régime enchaînera brimades et vexations, mais que celles-ci s'intègrent dans une longue série d'actes et de déchaînement antisémites traditionnels. Le consensus, au sein de l'intelligentsia, est que les massacres sont bons pour les barbares de l'est, les Cosaques et les Huns, mais que le peuple de Goethe, de l'*Aufklärung* ne peut se lancer dans ce genre d'abominations. D'ailleurs, avant le 22 juin 1941, le régime nazi, qui cherche une paix de compromis avec l'Occident, temporise son projet d'élimination complète des populations juives, tziganes, ou même, à terme, slaves.

Avant le génocide, qu'est-ce qui démarque le régime nazi de l'époque d'autres régimes ? Difficile à dire. Il est fasciste et extrêmement anticommuniste, mais d'autres le sont tout autant, comme la Hongrie, la Pologne, l'Espagne, la Roumanie, etc. Même chez les pays « démocratiques » comme la France ou l'Angleterre, lorsque vus dans leur ensemble, avec leur système colonial et leur réseau de dominion, il est possible de se rendre compte que leur contenu démocratique se limite à une « démocratie d'impérialistes ». La France, par exemple, a ses lois de Nuremberg, qui instaurent une inégalité juridique entre différentes personnes vivant sur un même territoire : le code de l'Indigénat en Algérie. Elle a ses camps de concentration, comme le bagne de Poulo-Condor en Indochine, ses lieux de relégation, comme la Nouvelle-Calédonie... Elle possède ses charniers, comme nous l'avons évoqué plus en amont. De ce point de vue, il n'est pas si évident de déterminer quelle limite est faite entre les régimes fascistes et les autres. C'est pour cela que la diplomatie soviétique, tout comme le Komintern, s'est fondamentalement intéressée à séparer les régimes entre régimes agressifs et pacifiques. Ce point de vue n'était pas unique à l'Union soviétique. Un grand nombre d'acteurs, y compris de l'opposition antisoviétique, se sont aussi liés à la Gestapo, au Kenpeitai et à d'autres services secrets, considérant dans leur rhétorique que cela n'était pas différent de l'aide qu'avait pu recevoir Lénine pour passer de la Suisse à la Russie en 1917.

C'est précisément cette attitude qu'a dénoncée le grand poète chinois Lou Sin en 1936, soulignant :

« [...] le côté pitoyable de l'exil, des pérégrinations et de l'échec de M. Trotsky, qui "forcèrent" celui-ci à accepter, dans sa vieillesse, l'argent de l'ennemi. »¹

Mais, également le fait que leur « théorie » est certainement plus sublime que celle de M. Mao Zedong et d'autres :

« [L]a vôtre plane haut dans le ciel, la leur est terre à terre. [...] Partant, je crains que lorsqu'elle tombera du haut du ciel, elle n'atterrisse à l'endroit le plus répugnant du globe. Les Japonais saluant vos théories sublimes. Je ne puis m'empêcher de me faire du souci pour vous à la vue de vos publications si bien imprimées. Comment vous disculpez-vous si quelqu'un venait à répandre délibérément des rumeurs malveillantes vous accusant d'accepter

1. Lou S., *Réponse du 9 juin 1936 aux organisations trotskistes*.

de l'argent des Japonais pour sortir ces publications ? »²

C'est également celle que pouvait directement avoir Trotsky, lequel, sur la guerre à venir, écrivait :

« Contre l'ennemi impérialiste, nous défendrons l'URSS de toutes nos forces. Mais les conquêtes de la révolution d'Octobre ne serviront le peuple que si celui-ci se montre capable de traiter la bourgeoisie stalinienne comme autrefois il traita la bureaucratie tsariste et bourgeoise. »³

C'est-à-dire de saboter l'effort de guerre et de pratiquer le défaitisme révolutionnaire. Si Trotsky lisait avec ardeur la *Pravda*, la direction soviétique lisait aussi avidement, parfois en avant-première, les écrits trotskistes. Dès lors, comment ne pas, *a minima*, soupçonner d'une collusion, confirmée par les archives et les acteurs (notamment Soudoplatov, qui s'occupait de cet aspect-là au NKVD) ?

Il est de bon ton de clamer que « l'intransigeance de Staline a aidé à mettre Hitler au pouvoir ». C'est faire bon marché de l'autonomie du *Parti communiste d'Allemagne* (KPD). De plus, si Staline, comme l'affirment certains, avait jeté par-dessus bord toute idée de révolution et ne s'intéressait qu'aux affaires de l'URSS, il aurait logiquement poussé à une alliance du KPD et du *Parti social-démocrate d'Allemagne* (SPD) contre les nazis. Or, si le Komintern pratiquait effectivement la ligne du « classe contre classe », c'était avec le souvenir cuisant de la répression de mouvements révolutionnaires par les sociaux-démocrates. Comment le KPD, qui, 20 ans auparavant s'était fait massacrer par les assassins du SPD, pouvait-il envisager d'emblée une alliance avec ceux-ci, de plus, face à un inconnu complet ?

Même si la phrase est curieuse, elle mérite d'être prononcée : Hitler n'était pas Hitler avant d'être Hitler. Rien ne permettait de savoir que son régime serait si différent de celui d'une présidence militaire appuyée sur les ultra-conservateurs, ni que celui-ci pratiquerait rapidement la mise au pas du pays. C'est également faire bon marché des questions internationales qui ont facilité la mise en place du régime nazi, mais également de sa possibilité de se constituer en tant que force militaire d'ampleur.

2. *Ibid.*

3. L. Trotsky, *Lettre aux travailleurs d'URSS*, 1940.

2. LES JEUX DIPLOMATIQUES DES ANNÉES 1930

Bien souvent, l'URSS, notamment à l'école, est abordée comme un monde clos, imperméable aux influences extérieures, en somme centré sur lui-même. Or, il n'en est rien, et nous le verrons après, le monde des années 1930, qui, d'un point de vue occidental, était vu comme le calme avant la tempête, était déjà secoué par les ouragans de la guerre. Ouragans dont l'URSS n'était pas uniquement spectatrice, mais également partie prenante. Le découpage artificiel en périodes, en thèmes, en aires géographiques, typiquement scolaire, fait oublier à quel point les différents points du monde sont connectés et à quel point les événements sont l'aboutissement de processus. L'un d'entre eux est le débat sur la nature de la guerre à venir.

Il existe une tendance, bien humaine, à croire que Staline décidait d'une manière unilatérale de la politique soviétique. Admettons que ce point soit véridique, ce qui n'était pas le cas. Cela n'enlève en rien le fait que Staline prenait ses décisions sur la base de rapports et de documents qui lui étaient fournis par les échelons inférieurs du Parti. Ainsi, pour les questions d'analyse internationale, le Komintern possédait un poids extrêmement important dans le processus de prise de décision. Or, le débat sur la nature de la guerre à venir était un point fondamental. La guerre, depuis 1932, était jugée comme inévitable à terme. Les plans quinquennaux avaient pour ambition de permettre à l'URSS de se défendre, mais leur aboutissement était prévu pour 1943, avec la fin du 3^e plan.

Mais quelle nature ? Serait-elle en tout premier lieu une guerre inter-impérialiste, ou serait-elle une croisade antibolchevique des impérialistes coalisés ? Ce débat était crucial, car il devait permettre à l'URSS de se positionner et de positionner sa diplomatie.

Si la guerre était une croisade antibolchevique, il fallait intensifier la politique du « classe contre classe », compter sur l'hostilité de la classe ouvrière aux menées agressives contre la République des Soviets, et les déstabiliser. Si, toutefois, la guerre était en tout premier lieu une guerre inter-impérialiste, il fallait nouer des alliances avec les pays non-agresseurs, pour tenter de contrer ces menaces, et, surtout, protéger les petites nations de la rapacité des puissances impérialistes.

L'URSS, dès son entrée dans la SDN, en 1934, a mené une politique qui visait à lutter contre toute menace de guerre et à instituer une politique contraignante de Sécurité collective, notamment par l'entremise de Litvinov, commissaire du peuple aux affaires étrangères. Cette politique visait à définir juridiquement

les caractéristiques d'un État agresseur, et à obliger le fait de porter assistance aux petites nations. Si cette politique recevait, logiquement, les faveurs de l'opinion publique et de la direction des rares États indépendants (Albanie, Éthiopie...), les puissances impérialistes l'ont torpillée. Leur jeu géopolitique ne pouvait accepter ce type de règles. Dans le but de conserver leurs marchés et leurs sphères d'influence, les vieilles puissances (France, Angleterre), avaient pour but principal de se coaliser pour éviter l'émergence de rivaux (Japon, Allemagne). Elle a donc été liquidée au profit d'une politique d'accords bilatéraux, qui permettaient des alliances ad hoc répondant aux désirs des impérialistes.

Dans le but de maintenir une parité entre Italie fasciste et Allemagne (jusqu'en 1936, les deux sont rivales sur la question de l'Autriche, notamment, mais aussi de la Roumanie/Hongrie), la SDN a adoubé *de facto* l'invasion de l'Albanie et de l'Éthiopie, à laquelle seule l'URSS s'est opposée. Si l'URSS, en 1939, abandonne la politique de sécurité collective, ce n'est pas par un revirement idéologique, mais bien uniquement par réalisme en vue des manœuvres visant à laisser champ libre aux agresseurs vers l'est. Or, une des failles du Komintern a été de ne pas déceler la double nature de la guerre à venir, idéologique et géopolitique, même si, à sa décharge, il était extraordinairement difficile de pouvoir réussir cette analyse. Alexander Werth, alors correspondant de guerre, déclarait justement que Staline en avait conçu une certaine aigreur envers Dimitrov :

« Staline en avait un peu assez du Komintern après toute l'histoire de la "guerre impérialiste" en 1939-1940. »⁴

Mais l'URSS n'était pas seule, dans un face-à-face avec l'Allemagne, d'autres acteurs rentraient en ligne de compte.

4. A. Werth, *Leningrad, 1943*, 2010, p. 139.

3. LE CHEMIN DU PACTE

Le processus qui a mené au pacte était tout sauf un processus autonome du reste des interactions politiques et diplomatiques, non seulement des années 1930, mais remontant, pour certains, à la période tsariste. À ce titre, il mérite de se pencher sur les conceptions géopolitiques, notamment celles expliquées par Henri Kissinger dans *Diplomatie* (1994), ou, plus récemment, par Zbigniew Brzezinski dans *Le grand échiquier* (1997). Elles théorisent non seulement la politique de pactes et d'alliances à géométrie variable, la division constante de celles-ci entre elles, mais aussi la peur fondamentale que peuvent avoir les puissances maritimes de la naissance d'un invincible centre continental. À cela se surajoute une composante idéologique anticommuniste farouche, qui en complexifie davantage la lecture. Prendre un seul des aspects ne permet pas de comprendre la période, il faut l'interaction des deux.

Directement après la Révolution bolchevique, l'intégralité des puissances impérialistes (et quelques légions perdues au milieu de la Sibérie) ont cru voir dans l'effondrement du tsarisme une opportunité de se partager l'immensité russe et d'écraser les espoirs des opprimés dans un seul mouvement. Les tentatives de sujétion de la future URSS ont échoué face à la résistance opiniâtre dirigée par le *Parti bolchevique*. Elles ont cependant conduit, avec le traité de Riga (1921) à la création d'un cordon sanitaire de régime proto-fascistes (Hongrie, Pologne, Finlande...) qui devaient être le point de départ d'une nouvelle croisade anticommuniste.

Réprouvée parmi les réprouvés, l'URSS s'est donc liée avec l'autre ostracisée de la période, la République de Weimar, collaborant secrètement, économiquement comme militairement, notamment dans le but de contourner le traité de Versailles, qui l'une comme l'autre jugeaient inique et dictatorial. Il ne faut pas oublier que, dans cette période, la France s'est montrée d'une rapacité incroyable envers sa voisine d'outre-Rhin, imposant non seulement des réparations illimitées, mais allant jusqu'à envahir la Ruhr pour se servir, lorsque l'Allemagne refusait de céder à ses caprices. Cette invasion, par ailleurs, a été le point de départ de la terrible hyperinflation, mais également un point d'appui au développement du NSDAP et des fondements du Parti nazi en tant qu'acteur crédible (putsch de la Brasserie, rhétorique de la *Schwarze Schande*, la « honte noire »). Cette évocation revient constamment dans les biographies des jeunes *Akademikern* postulant pour la SS (voir l'ouvrage de Christian Ingrao, *Croire et détruire*, 2010). Le KPD, lui aussi, était un acteur de la lutte contre l'occupation militaire, notamment par les grèves importantes. Mais son renforcement

poussait la bourgeoisie à se lier chaque fois davantage à l'anticommuniste et à financer largement le NSDAP. L'afflux de capitaux américains, au travers des plans de réparation (Dowes puis Young) ont permis à l'Allemagne de Weimar de se relever économiquement. Mais sa dépendance immense face à ceux-ci a contribué à couler à nouveau l'économie du pays en 1929.

Avec l'arrivée des nazis au pouvoir, les accords de collaboration économique sont rompus, et les ingénieurs allemands présents à Kazan rentrent chez eux (l'influence de ceux de Junker s'est fait particulièrement sentir dans le domaine de l'aviation, en particulier dans le transport et dans le bombardement). L'URSS et l'Allemagne se regardent en chiens de faïence. Qu'en est-il des Occidentaux et des autres acteurs ? Ils prennent acte des discours anticommunistes virulents des nazis. Leur conclusion est qu'il est certainement possible de faire d'une pierre deux coups et de dresser l'URSS et le Reich l'un contre l'autre. Les bourgeoisies impérialistes appuient donc la reconstruction industrielle et militaire de l'Allemagne nazie par une série impressionnante de pactes passés sous silence.

- 1933 : avec l'Angleterre, la France et l'Italie, signature du traité des 4 puissances. Ce traité est non seulement conçu comme une manœuvre pour isoler l'URSS des questions européennes, mais pour régler entre grandes puissances la question des frontières.
- 1934 : Signature du traité Hitler-Pilsudski entre l'Allemagne et la Pologne, laquelle participe d'ailleurs, après Munich, au dépeçage de la Tchécoslovaquie. Ce traité a pour vocation de figer la question du couloir de Dantzig, réclamé par les Allemands, mais qui temporise sur celle-ci pendant que les revendications se portent sur l'Autriche.
- 1935 : conclusion du traité de Stresa, qui avalise *de facto* la conquête de l'Abyssinie par l'Italie, en échange d'une vague garantie contre les modifications du traité de Versailles et contre les modifications des rapports de force en Europe. Ce traité, qui doit faire front contre l'Anschluss, est le sommet de l'application d'une ligne strictement géopolitique. En effet, la France et l'Italie font face à l'Allemagne, tandis que l'Angleterre conclut un accord avec cette dernière, dans le but de restaurer sa capacité militaire.
- 1935, également : signature de l'accord de réarmement naval entre Angleterre et Allemagne. Il permet à l'Allemagne nazie de construire une flotte allant jusqu'à 35 % du tonnage de la Royal Navy pour la flotte de surface et jusqu'à 45 % pour les sous-marins. Cela représente tout de même 420 000 tonnes de navires de combat. Dans tous les cas, le total excède la capacité de pro-

duction des chantiers navals de l'époque, mais il permet de poser sur cale les croiseurs, les cuirassés et les sous-marins ultra-modernes qui sèmeront la terreur quatre ans plus tard.

- 1936 : le pacte anti-Komintern est signé entre l'Allemagne et le Japon. Il a pour but de créer une ligue anticommuniste mondiale et d'isoler l'URSS pour préparer son invasion. Ce pacte reçoit un écho particulièrement favorable dans les pays occidentaux. En dépit des souhaits de Hitler, cependant, la France et l'Angleterre n'y adhèrent pas, seule l'Italie le rejoint en 1937, avant d'être étendu à un grand nombre de pays européens.
- 1938 : en septembre, à peine avant la conférence de Munich, les Anglais signent un traité de non-agression avec l'Allemagne nazie. La conférence, qui marque le point culminant de la politique d'apaisement (en réalité d'encouragement à l'agression), voit les Occidentaux exclure de toute discussion le gouvernement tchécoslovaque, tout comme le gouvernement soviétique. L'URSS, qui avait proposé la garantie des frontières tchécoslovaques, dans la mesure où elle pouvait obtenir un droit de passage pour intervenir, tire la conclusion que la France et l'Angleterre jouent le jeu d'une expansion allemande vers ses frontières, prélude à une guerre. La France emboîte le pas en décembre dans une signature d'un traité de non-agression. Cependant, cela se fait en dépit d'une position particulièrement ambivalente sur la question. En effet, bien que les gouvernements français soient particulièrement méfiants envers l'Allemagne nazie, et préféreraient une solution qui prenne en étau leur rival, les cartels réactionnaires ont vécu le Front populaire comme un traumatisme, et voient dans l'URSS l'arrière-cour de la lutte des classes en France (ce qui n'est pas totalement usurpé), et dans le modèle hitlérien une source d'inspiration. Après Munich, la France a définitivement choisi entre URSS et Allemagne, la réaction politique l'emportant sur le réalisme géopolitique.
- 1939 : l'Allemagne multiplie la signature de pactes avec tous les pays possibles, surtout les États baltes, mais également la Roumanie et la Hongrie. Autant l'Angleterre n'a pas daigné voir en l'URSS autre chose qu'un ennemi irréductible qu'il fallait écraser, autant la France, traumatisée par la Première Guerre mondiale, s'est montrée intéressée plusieurs fois par l'idée de ressusciter l'Entente. Or, c'est précisément dans ce cadre-là que les contradictions entre la vision géopolitique et la vision idéologique se sont exprimées. D'une part, il y avait donc la peur d'une résurrection de l'appareil militaire allemand, de l'autre la réticence, en particulier d'un État-major viscéralement anticommuniste (l'armée française a participé notamment

au combat contre les bolcheviques, mais également à l'écrasement de la République des Soviets de Hongrie et à la guerre russo-polonaise).

Ainsi, en 1934, Louis Barthou parvient à rapprocher l'URSS et la France. Son assassinat, en même temps que Alexandre I^{er} de Yougoslavie, par un Oustachi, signe le glas de cette politique précaire. Un accord est trouvé en 1935, supposément accompagné de garanties militaires concrètes, mais il ne connaît pas la moindre application. Même le Front populaire ne tente pas de faire plier l'État-major, qui reste farouchement antisoviétique.

Après l'invasion de la Tchécoslovaquie par les Allemands, le 15 mars 1939, les Occidentaux se sont décidés à faire des propositions à l'Union soviétique. Mais elles sont faites d'une manière tellement insultante, avec une inégalité sur la question de l'engagement, qu'elles ne peuvent que déboucher sur un échec. Ainsi, sur le cas de la Roumanie, cliente de la France, il est demandé que l'URSS garantisse les frontières et intervienne militairement en cas de conflit. Mais cela n'est pas exigé de la France ou de l'Angleterre. De même il est demandé que l'URSS garantisse celles de la Pologne, mais elle n'a pas l'autorisation de traverser ses frontières. En somme, tout est fait pour que le gouvernement soviétique ait l'impression que les Occidentaux veulent que tout conflit implique leur pays, tandis qu'eux peuvent garder leurs options bien en main. Quant à l'Angleterre, la lecture des comptes-rendus des conversations entre Lord Halifax et Joachim Ribbentrop suffisent à illustrer le cynisme avec lequel elle concevait sa politique étrangère, tant vers l'URSS que vers la France.

C'est ce qui pousse la direction soviétique, par la bouche de Staline, à déclarer, devant le XVIII^e congrès du *Parti communiste d'Union soviétique*, que l'URSS ne cherchait la guerre vis-à-vis de personne et qu'elle ne « tirera pas les marrons du feu pour quiconque ». Cette prise de position, tout comme le remplacement de Maxime Litvinov par Viatcheslav Molotov, a été interprétée par l'Allemagne comme une possibilité d'un retournement.

Tandis que l'Occident envoyait un représentant non-plénipotentaire par le plus lent des navires disponibles, mépris ultime, l'Allemagne faisait expédier son ministre des affaires étrangères par la voie aérienne. C'est ainsi que l'URSS s'est retrouvée, tout d'abord à signer un accord économique avec l'Allemagne, puis une proclamation de neutralité et de non-agression. Entre d'une part une proposition d'entrer en guerre sans garantie aucune de soutien et une proposition de rester en dehors du futur conflit, l'URSS a choisi celle qui l'engageait le moins. Mais, si on se focalise sur la question de l'Europe, il ne faut pas oublier quelle perception avait l'URSS de l'ensemble de la situation internationale.

4. UN MONDE DE DANGERS

L'hostilité au communisme de l'Allemagne nazie était fanatique. Mais elle n'était pas unique. L'Angleterre et la Pologne, en 1927, avaient rompu leurs relations diplomatiques avec l'Union soviétique, ce que celle-ci a interprété comme un prélude à une invasion. Ce sursaut de tension est arrivé à un moment où la direction du pays était la plus divisée, et a également joué un rôle particulièrement important dans la manière dont les contradictions au sein du parti ont été réglées tout comme la manière dont la collectivisation et le passage à une économie planifiée ont été réalisés. Après les années 1920, la crise de 1929 éloigne provisoirement les menaces en Europe, mais les fait renaître à l'est.

Ainsi, alors que le monde a les yeux rivés sur la diplomatie européenne la guerre couve en Asie. Entre le 11 mai 1939 et le 16 septembre de cette même année, se déroule la bataille de Khalkhin Gol face au Japon *Shōwa*. Si cette bataille est relativement connue, sa relation avec la diplomatie sur le front ouest (du point de vue soviétique) n'est quasiment jamais mentionnée.

Pourtant, si nous la comprenons comme l'URSS la comprenait, il est clair qu'elle joue un rôle fondamental dans les choix soviétiques en termes de diplomatie. Pour la résumer de manière extrêmement concise : le Japon, engagé en Chine depuis 1931 et de manière beaucoup plus active à partir de 1937, est donc en contact direct avec l'URSS. Un groupe politique important, nommé le Hokushin-ron, ou « groupe d'attaque vers le nord », souhaite une expansion vers la Sibérie de l'empire japonais, et accroître les gains de la guerre russo-japonaise de 1904-1905. Un autre groupe, le Kodoha, est formé de fanatiques anticommunistes. Les deux groupes se sont alliés pour lancer des provocations, profitant du faible contrôle impérial. Cette situation dangereuse explique en partie la politique conciliante du gouvernement soviétique vis-à-vis des nationalistes chinois, pourtant anticommunistes, vus comme un rempart contre les menaces japonaises.

Une de ces provocations est les batailles de Khalkin-Gol. Celle-ci devait déboucher sur une guerre de grande ampleur menée contre l'URSS. Entre mai et septembre, plusieurs affrontements d'ampleurs variées ont lieu vers la frontière mongole. Ces affrontements culminent en juillet, date à laquelle, en Europe, les tensions sont également extraordinairement fortes. Si, rétrospectivement, les forces militaires dirigées par Joukov pulvérisent les Japonais, au moment où les premiers affrontements ont lieu, d'une part, l'URSS n'est pas préparée, de l'autre le Japon est à la fois allié traditionnel de l'Angleterre (la rupture sera en

1941), mais également membre du pacte anti-Komintern. L'URSS avait toutes les raisons de croire à une possibilité d'un événement impliquant l'Angleterre, ennemi n° 1 des années 20, le Japon, celui des années 1930, et l'Allemagne, danger montant. Cette conjonction des astres pèse fortement sur la direction soviétique, qui ne peut pas ne pas croire en un danger réel, concret et immédiat.

Il est notable que l'offensive de Joukov, celle qui renversa la vapeur, eût lieu le 20 août 1939, trois jours avant la signature du pacte. Cette signature est d'ailleurs un des facteurs qui poussa le Japon à abandonner l'idée de poursuivre les opérations, désormais conscient du fait qu'aucune aide ne lui viendrait de l'Allemagne. Pour l'URSS, le pacte n'était pas qu'une question de temps, mais également un bénéfice net, direct, immédiat à encaisser.

5. L'URSS ET LES VOIES ALTERNATIVES

En mi-1939, l'URSS était en face de trois choix possibles :

- Première option : rechercher à tout prix l'alliance avec l'Occident.
- Deuxième option : faire cavalier seul.
- Troisième option : opter pour un renversement de front.

Les premières et deuxièmes options, bien que séduisantes, étaient en réalité des impasses. L'Occident ne voulait pas d'une alliance contraignante envers l'URSS. De même, l'URSS ne pouvait se lancer seule contre l'Allemagne nazie.

Supposons une autre histoire. Supposons que nous nous laissons entraîner par cette mode du *what if* si courante. Disons que, par exemple en 1936, l'URSS prenne les devants et attaque l'Allemagne nazie. L'URSS possédait alors une supériorité dans tous les domaines techniques (aviation supérieure en qualité, chars très nombreux et d'un niveau nettement meilleur que les Pz I ou II, artillerie excellente...). L'Allemagne, quant à elle, était quasiment nue militairement parlant. Le rapport de force était donc nettement plus favorable qu'en 1941. Oui, mais non, pour plusieurs raisons, internes et externes. Internes, l'URSS est en pleine lutte des classes. Les tensions sont à leur comble face à plusieurs oppositions. Quoi qu'on pense de la situation interne relative à l'armée, et de la personne de Toukatchevski, il est impensable qu'il n'existe pas des tendances bonapartistes chez les militaires, tendances qui ont existé dans toutes les armées, y compris d'ailleurs chez les nazis eux-mêmes. De plus, non seulement l'URSS aurait été seule, mais elle aurait certainement été poignardée dans le dos si elle avait été en position de force.

Pourquoi donc ? Deux raisons à cela. La première est politique, la seconde est géopolitique.

- Politique : contrairement à ce que la doxa républicaine vend, la proximité idéologique était beaucoup plus forte entre le nazisme et les bourgeoisies occidentales et leurs gouvernements, y compris lorsque celles-ci étaient « de gauche ». En 1939, celui qui apparaît comme le monstre hérétique n'est pas Adolf Hitler, mais bien Joseph Staline. Les nazis ne sont pas forcément en odeur de sainteté, mais leur politique ne touche pas à la propriété privée ni aux intérêts des cartels bancaires et industriels. L'illustre philosophe

Georges Politzer en fournit une brillante explication dans *Révolution et contre-révolution au XX^e siècle* (1941), dans lequel il explique le fondement de la Révolution nationale de Vichy.

- Géopolitique : croire que l'objectif premier (principal) des démocraties était d'abattre l'Allemagne nazie, ce qui fait fi de la compréhension, en tout premier lieu, très géopolitique de la question de l'équilibre des puissances en Europe. Comme mentionné plus haut, idéologiquement parlant, ce qui est l'anomalie est l'alliance entre USA, Royaume-Uni et URSS, non une alliance entre les deux puissances impérialistes et le III^e Reich. Ces questions géopolitiques ont cependant pris le pas sur la question idéologique. Le but fondamental de l'Angleterre et de la France était surtout de maintenir un équilibre des puissances européennes, dans le but qu'aucune ne prenne l'ascendant d'une manière démesurée sur les autres. La France a été plus douce avec l'URSS et moins tolérante avec le réarmement allemand uniquement du fait de sa proximité avec l'Allemagne et de sa conscience très aiguë de sa situation de faiblesse.

Quel est le corollaire de ceci ? Cela signifiait que, dans l'esprit des Anglais, principalement, mais aussi des Américains, qui possédaient la même conception géostratégique, inspirée de Mahan et de Mackinder, il n'était pas tolérable que se forme un seul bloc sur le continent européen (d'où le *Hitler first!* de Roosevelt après Pearl Harbor).

Donc, si les Soviétiques étaient intervenus en 1936, comme certains stratèges de chambre l'annoncent, que se serait-il passé ? Deux exemples permettent de situer la réaction des « Alliés », le cas espagnol et le cas finlandais.

En Espagne, fascistes et antifascistes se sont fait face. Malgré un prétendu soutien moral à la République, les Alliés se sont abstenus complètement de venir « sauver la démocratie ». Ils se sont placés en observateurs, attendant de voir ce qui en sortirait et comment ils pourraient en tirer avantage. Sur la Finlande, en 1939-1940, alors que les Occidentaux ont laissé la Pologne se faire pulvériser sans rien faire, Français et Anglais échafaudent des plans ahurissants de complexité pour venir en aide à la Finlande fasciste de Mannerheim. Les Français envoient des armes et proposent l'expédition de bataillons de volontaires, tandis que les Anglais planifient des raids sur Bakou depuis le Levant. Les premiers envoient même certains de leurs précieux avions de guerre, qui feront cruellement défaut à partir du 10 mai 1941.

Pour intervenir contre les nazis, les Soviétiques devaient, de plus, trouver un

terrain d'opération. Il n'existait que la Pologne, du fait de sa configuration, qui puisse être employée. Or, la Pologne, que ce soit par hystérie anticommuniste ou par russophobie (justifiable au vu de son histoire cependant), s'est refusée à cela. Dès lors, la traversée de la Pologne, même encouragée par la France et l'Angleterre, aurait formé un *casus belli* qui aurait justifié : soit que les Alliés restent neutres, hypothèse espagnole, et laissent s'entre-tuer les deux armées, soit qu'elle intervienne contre l'URSS, d'emblée ou si elle était sur le point de gagner.

Dans tous les cas, les Occidentaux ne voulaient pas s'engager, mais au contraire conserver leurs options libres dans le but de pouvoir intervenir comme arbitres de l'inévitable conflit européen. C'est également pour cela que, malgré les cris d'horreur face à la déferlante contre la Pologne, ni la France ni l'Angleterre n'ont esquissé le moindre geste d'aide et se sont contentées d'un *wait & see*.

6. LE BOUT DE LA PISTE

Contrairement à ce qui a pu être raconté, les Soviétiques n'ont pas bondi de joie à l'idée de signer ce pacte. Il n'y a pas eu de toast à Hitler, ni de fioritures. Les uns et les autres avaient bien trop conscience du caractère étrange de la situation pour s'embarrasser d'un protocole. Au contraire, Staline même plaisanta, en levant un toast à « L'URSS, le nouveau membre du pacte anti-Komintern »⁵, laissant les Allemands pantois et stupéfaits. Hitler, en revanche, a bondi de joie, s'exclamant « Je les ai eus, je les ai eus ! ».⁶

Malgré le fait que le pacte ait été signé il y a 80 ans, il existe des questions. L'existence de l'appendice secret, par exemple, a été niée jusqu'à la fin de sa vie par Molotov, lequel insistait sur le fait que le document présenté était un faux, signé « W. Molotow » en alphabet latin. D'après celui-ci, les lignes de démarcations ont été négociées au rapport de force après coup, et chacun, conscient de l'hostilité à terme de l'autre, est allé le plus loin possible.

La frontière a été tracée le 28 septembre 1939, après la fin des opérations. Elle ne l'a pas été sur une ligne abstraite, mais sur le plan de la ligne Curzon. Cette ligne était celle qui avait été proposée lors de la guerre russo-polonaise de 1919-1920, au moment où les Occidentaux pensaient que la Pologne serait battue par les forces soviétiques. Les Soviétiques ont donc le sentiment de prendre ce qui leur avait été promis, avec l'ajout de Lvov et de Białystok, et de simplement mettre fin à l'occupation polonaise.

De même, contrairement à ce qui aurait pu être attendu, si le traité a été un tremblement de terre pour le mouvement communiste international, la direction du PC(b)US n'a pas poussé à un alignement complet. Le *Parti communiste de Chine* et le *Kuomintang* ont continué à lutter contre le Japon, l'agitation antifasciste n'a pas été condamnée. Les communistes français partis combattre dans l'armée française contre l'Allemagne à la déclaration de la guerre n'ont pas été non plus condamnés par l'Union soviétique. Même si, par rapport à la conception du Komintern, ils étaient en tort, l'avenir leur a donné raison, et la direction de l'URSS en a tenu compte. La résistance communiste n'a d'ailleurs absolument pas attendu le 22 juin 1941 pour s'en prendre aux nazis et à l'armée d'occupation.

5. S. Fitzpatrick, *Dans l'équipe de Staline*, 2018.

6. A. Beevor, *Stalingrad*, 2007.

Au sein de l'URSS même, les publications contre l'Allemagne hitlérienne ont été mises en pause. Certains Soviétiques ont cru que l'antisémitisme était devenu légal, et un tombereau d'injures ont été déversées par courrier contre Kaganovitch, considéré comme le juif de l'équipe. Cependant, dès 1940, les journaux soviétiques traitent le conflit sur un pied d'égalité, puis sous un angle plutôt favorable à l'Angleterre, en particulier durant la bataille aérienne qui l'oppose à la Luftwaffe. La seule chose qui était condamnée était l'idée de créer une provocation qui permette à l'Allemagne de justifier une intervention.

En dépit de la situation complexe, il n'est pas possible de considérer l'URSS comme un cobelligérant et un allié de l'Allemagne nazie. Il existe un commerce entre eux, tout comme avec les autres pays neutres de l'époque, USA compris. Mais il existe également des canaux de communication entre URSS et pays alliés, notamment par la Suède, où l'incontournable Alexandra Kollontaï est ambassadrice pour l'Union soviétique.

Cela amène à un débat important : le fallait-il ? Fallait-il boycotter le commerce avec l'Allemagne par principe ? C'est une question qui a son importance, car elle est, dans le fond, la question de « que faire dans l'exercice du pouvoir ». Cette question est souvent éludée par les individus, les groupes ou les organisations qui ne conçoivent que la lutte pour le pouvoir, ou, pudiquement, la lutte contre l'autorité, et qui réfléchissent uniquement en partant du principe qu'ils n'ont rien à perdre. Or, et comme l'a très bien expliqué Marcuse dans son livre sur le Marxisme soviétique, l'URSS est dans un entre-deux : la révolution mondiale a échoué pour des raisons que lui sont principalement propres, mais que d'autres ont voulu impérativement attribuer à Staline. Mais l'URSS existe. Soit elle s'auto-sacrifie, soit elle tente quand même d'aller aussi loin que possible. Mais entre l'inexistence et la victoire, il existe un entre-deux grisâtre qui se nomme la réalité. Et cette réalité est faite de compromis rendus obligés pour permettre, plus tard, des succès. Cette réalité porte le nom de traité de Brest-Litovsk en 1918, par exemple. Dans les rapports entre URSS et Allemagne nazie, il faut comprendre que l'URSS dépendait de la possibilité d'importer des machines-outils et d'exporter des matières premières pour ne pas rester dans un retard technologique qui la condamnerait à la défaite. Boycottée par les autres pays, elle ne pouvait que se tourner vers d'autres *outsiders*, d'autres parias comme elle pour les obtenir. En somme, fallait-il par principe, accepter de perdre et de mourir, ou fallait-il se salir les mains et obtenir les outils de la victoire ?

De même, l'Allemagne nazie a réclamé plusieurs centaines de milliers de *Volksdeutsche*, d'Allemands « de souche » présents dans les États baltes. L'URSS

s'est fait un plaisir de les lui livrer : cela éliminait le risque d'une V^e colonne ethniquement allemande.

En revanche, il est vrai que des antifascistes allemands ou *Volksdeutsche* ont été livrés. Mais il s'agissait invariablement d'antifascistes étant déjà, en URSS, condamnés à des peines de prison, et qui l'ont été sous le régime de l'extradition. Cela n'enlève rien au caractère contestable de cette mesure, mais tend à montrer qu'elle n'était pas généralisée. D'ailleurs, grand nombre d'antifascistes allemands, comme Walter Ulbricht, vont rester en URSS.

Pourquoi Hitler a-t-il proposé ce traité si contradictoire avec sa position politique de champion de l'anticommunisme ? La direction de l'Allemagne nazie n'en était pas moins dotée d'un certain réalisme, notamment en ce qui concernait les projets de l'Occident.

Hitler, en tant que dirigeant d'une puissance impérialiste, cherchait à s'imposer face à des puissances écrasantes qui ne lui laisseraient pas se faire « une place au soleil » dans le monde plein de l'ère impérialiste. Il lui fallait donc ruser pour parvenir à s'imposer. L'Angleterre, qui voyait d'un mauvais œil la France être la puissance principale du continent, a été un allié temporaire, mais précieux. Seulement, les désirs hitlériens dépassaient la simple parité. Ils visaient la suprématie.

À terme, la conflagration avec l'URSS était logiquement inévitable du fait des objectifs mêmes du nazisme. Cependant, la question des étapes était primordiale. Pour éviter une guerre sur deux fronts, un *modus vivendi* était nécessaire. Pour sécuriser l'étape de l'écrasement de la Pologne et éviter une internationalisation du conflit, le traité a été proposé. Il était facile de proposer quelque chose qui convienne à l'exigeante diplomatie soviétique, notamment parce que les plus grands compromis étaient vus comme fictifs, car temporaire. À la fin, l'Allemagne rafferait l'ensemble de la mise. Il laissait l'Allemagne régler son contentieux, mais la mettait au contact de sa Némésis.

Si la France et l'Angleterre n'étaient pas entrées en guerre, qui sait si l'URSS aurait été ciblée directement. L'étape France était peut-être nécessaire, mais pas celle de l'Angleterre, avec laquelle Hitler pensait pouvoir s'entendre.

Paradoxalement, en Occident Hitler a été plus critiqué que Staline pour le pacte. Aux yeux de la bourgeoisie, c'était le nazi qui signait un pacte avec le Diable et non l'inverse. Il était aisé d'ironiser sur Staline, mais la « trahison hitlérienne » terrifia les grands capitalistes.

7. STALINE ET HITLER

Lorsque Molotov a rencontré le gratin du nazisme en novembre 1940, les débats ne se sont absolument pas passés comme l'entendaient les Allemands. Hitler avait essayé d'orienter l'URSS vers l'Empire anglais, dans le but de prendre à revers les Britanniques. Il a fait miroiter aux Soviétiques l'idée d'un accès aux mers chaudes, au golfe Persique, à l'Inde. Il s'agissait d'un calcul logique et cohérent, celui-ci ne s'intéressait principalement qu'aux affaires européennes. Il n'a accordé, par la suite, qu'un soutien distrait et lointain aux opérations de l'Afrikakorps ou aux tentatives irakiennes de mettre en place un régime anti-anglais. Mais surtout, il a commis l'erreur de considérer l'URSS comme un rapace avide de conquêtes. En dépit des tentatives successives de susciter la convoitise des Soviétiques, l'affaire fit long feu. La rencontre a été l'occasion d'un des célèbres traits d'humour grinçant de Molotov, considéré à tort comme une personnalité fade et plate. Lorsque, après avoir interrompu deux fois la réunion sous prétexte de raids alliés sur la capitale, les Allemands revinrent à la charge sur le partage du monde, arguant que la guerre était presque gagnée, il leur rétorqua « si elle est gagnée, que faisons-nous dans un bunker anti-aérien ? ».

Ce qui intéressait les Soviétiques, en réalité, était une chose fondamentale : la présence de militaires allemands tant dans les États baltes qu'en Finlande ou en Roumanie, prélude à une invasion. Cette crispation importante est restée jusqu'au déclenchement de l'invasion.

Même l'intervention soviétique en Pologne est restée parallèle à celle des Allemands. Il n'y a pas eu de coordination militaire ou d'État-major commun. La Pologne, victime de cet accord, doit également être regardée pour ce qu'elle était à l'époque. Certes, la manière dont les événements se sont déroulés, et les conséquences dramatiques de ceux-ci, notamment la question de Katyn, qui sera abordée dans un article subséquent, ne sont pas défendables comme des événements positifs. Ils sont le fruit d'une situation dramatique, dans laquelle l'URSS a agi comme elle pouvait. De plus, il ne faut pas oublier ce qu'était la Pologne de 1939. Il ne s'agissait pas d'un régime démocratique et idyllique, mais d'une dictature d'inspiration militaro-fasciste, construite et architecturée dans le but de servir d'État tampon entre Allemagne et URSS, au mépris d'ailleurs du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. La Pologne réactionnaire née au détriment de l'Ukraine et de la Biélorussie, par le traité de Riga arraché aux Soviétiques, ne s'est d'ailleurs pas privée de participer au dépeçage de la Tchécoslovaquie. Certes, cela ne justifie pas positivement l'entrée des troupes

soviétiques. Celle-ci n'en est pas moins le fruit d'événements sur lesquels l'URSS n'avait pas de prise. En étant cynique même, il serait possible de demander si elle aurait dû laisser la Pologne tout entière être absorbée par l'Allemagne.

8. APRÈS LE TRAITÉ

En dépit du traité, l'URSS mène plusieurs opérations militaires hors Pologne. Ces opérations ont été considérées par un certain nombre d'observateurs comme une manifestation d'impérialisme. Cependant, leur fonctionnement et la manière dont ils se sont produits sont révélateurs de leur vraie nature. Ainsi, le traité d'amitié et d'assistance mutuelle soviéto-mongol ne débouche pas sur une annexion ou une intégration dans l'Union soviétique. Pourquoi ? Parce que ce n'était pas l'objectif premier. La plus grande inquiétude de l'URSS était la protection de ses frontières et de sa partie la plus occidentale, concentrant les bassins industriels et les terres agricoles.

D'une part, en prélude au conflit, les plans quinquennaux ont initié un déplacement des industries et des centres de production de matières premières vers l'Oural, comme Magnitogorsk, mais, surtout comme la ville de Tcheliabinsk, immense ville usine, surnommée Tankograd.

De l'autre, il fallait repousser le plus loin possible les frontières pour pouvoir, selon le principe clausewitzien, échanger de l'espace contre du temps. L'une d'entre elle, celle qui courait à proximité de Leningrad, était particulièrement vulnérable. En effet, elle s'arrêtait à 10 km à peine du grand centre politique et économique. L'URSS a alors tenté de négocier avec le gouvernement finlandais, dirigé par le maréchal Mannerheim, un des champions de l'anticommunisme, pour obtenir une rectification de frontière et un bail sur la base navale de Vyborg, en échange d'une partie de la Carélie. Soutenu à la fois par les Occidentaux et par les Allemands, le régime finlandais refusa. Il s'en est suivi une guerre hivernale, durant laquelle l'Armée rouge n'a pas brillé. La victoire est obtenue chèrement, mais contribue à sauver Leningrad en 1941-1944. En dépit de l'occupation soviétique, les conditions d'armistice sont extraordinairement clémentes. Elles l'ont tout autant été après la défaite de 1944, où, pourtant, l'URSS aurait pu sans problème imposer le gouvernement de son choix. Plusieurs des failles observées dans l'Armée rouge sont également corrigées, ce qui contribue à la doter d'une meilleure capacité de résistance durant l'invasion allemande.

L'occupation des États baltes et de la Bessarabie s'interprète également de cette manière. La Baltique est vue comme une zone d'influence allemande importante et comme un balcon pour une future invasion de l'URSS. Celle-ci, en contrevenant d'ailleurs aux dispositions du traité germano-soviétique, procède à un coup de force en imposant un traité à ces pays, puis en procédant à leur intégration. Cette opération est effectivement un « coup tordu », mais

correspond à une *realpolitik* féroce. Aujourd'hui, encore, la présence russe à Kaliningrad est un verrou considéré comme hautement stratégique pour la protection de la Russie. Il en est de même pour la Bessarabie, d'autant que l'occasion de récupérer cette partie d'Ukraine est tentante. Ce révisionnisme au niveau des frontières est contestable, mais il est important de comprendre que, pour l'URSS et sa direction, à l'exception de la Finlande, ces territoires étaient considérés comme des morceaux d'URSS arrachés par le traité de Riga en 1921. Leur indépendance ou dépendance nouvelle avait à peine 20 ans lorsqu'elle s'est terminée. Dans tout autre contexte, elle aurait été condamnable et condamnée par le mouvement communiste international, mais dans un prélude à la guerre, elle était une obligation vitale. Chaque pays participant a eu son lot de coups tordus organisés pour sa sécurité. L'URSS, même mue par d'autres principes, ne pouvait sacrifier sa survie ou celle de son peuple à ces principes intangibles.

Même des personnalités unanimement applaudies, tel le président de la Tchécoslovaquie Edvard Beneš, se sont mouillées dans des opérations secrètes par nécessité vitale. Il a ainsi contacté à plusieurs reprises le NKVD dans le but de pouvoir organiser un coup d'État anti-allemand en Yougoslavie. L'opération a cependant fait long feu du fait de l'absence de fiabilité des agents disponibles et des réticences de la direction soviétique. En revanche, Beneš n'a pas été abandonné par le NKVD, qui a payé son évacuation vers l'Angleterre.

En France comme dans plusieurs pays, la signature du traité est l'occasion d'une campagne anticomuniste sans précédent. Dès le 26 août, le PC français est interdit et ses militants sont pourchassés. Ceux qui distribuent des tracts sont arrêtés et expédiés en prison ou dans les camps de concentration de la III^e République, dont celui de Gurs. Ils y rejoignent les membres des Brigades internationales, les Basques et les Juifs allemands, tous livrés par Vichy aux nazis après la défaite. Après la signature, le 28 septembre, d'un traité germano-soviétique qui règle la question de la ligne de démarcation en Pologne, les dernières expressions du PC sont déclarées illégales.

Le PC, en dépit de la complexité de la situation, suivait la ligne qui considérait cette guerre comme une guerre impérialiste comme les autres. Son caractère particulier n'est pas apparu directement et ne pouvait pas être prédit. Dès la défaite de la France les communistes sont entrés en résistance. Politzer lui-même tenta d'initier une défense populaire de Paris, à l'image de la Commune. Mais la ville a été abandonnée sans combat par un État-major dont la ligne de conduite était « plutôt Hitler que le Front populaire. »

9. CONCLUSION

Pour clôturer cet aspect essentiel de cette question brûlante, il faut rappeler une chose fondamentale: la guerre qu'a menée le régime nazi contre l'URSS n'a eu de commune mesure dans l'histoire, tant par la volonté exterminatrice que par le fanatisme politique. Même l'invasion japonaise de la Chine, avec ses actes de cruauté d'une ampleur invraisemblable, a plus causé de pertes humaines par un «simple» mépris de la vie des Chinois que par une volonté affirmée de chasser intégralement la population et de la priver de tout. Les 27 millions de citoyens et de citoyennes soviétiques qui ont payé de leur vie l'écrasement du III^e Reich sont les otages involontaires d'un débat épouvantablement mené. Ceux qui sont prompts à voir dans cet océan de cadavres la marque du régime stalinien sont également les premiers à reprocher à l'URSS les mesures défensives qu'elle a prises pour éviter ce massacre. Entre les deux, un choix doit être fait. Certains, plus cyniques et vicieux encore, se sont servi de la politique extérieure soviétique pour justifier l'attitude du Reich. C'est le cas notamment des crypto-fascistes comme Ernst Nolte ou François Furet, pour qui le nazisme n'est que la réponse au bolchevisme, et le péché originel de la Shoah est imputable à Lénine.

Il n'est pas possible de dire que la politique extérieure de l'URSS, le 23 août 1939, a été un événement dont il est possible d'être particulièrement fier, tout comme la répression de Krondstadt, tout comme la paix de Brešt-Litovsk, tout comme un grand nombre de compromis, de temporisations, de coups de force, mais qui sont le reflet des enjeux immenses qui se déroulent. Les médias bourgeois et gauchistes, si prompts à condamner l'URSS pour ce traité, oublient-ils qui a encouragé Hitler, qui lui a donné les moyens de faire ce qu'il a fait, mais, également, qui l'a stoppé? La diplomatie des années 1930 était une voie étroite, sur le fil du rasoir, où le moindre faux-pas aurait pu permettre à Hitler de concrétiser sa promesse d'un Reich de 1 000 ans.

Comment ne pas penser à cet extrait de *Les mains sales* (1948) de Sartre :

«Moi j'ai les mains sales. Jusqu'aux coudes. Je les ai plongées dans la merde et dans le sang. Et puis après? Est-ce que tu t'imagines qu'on peut gouverner innocemment?»⁷

7. J.-P. Sartre, *Les mains sales*, 1948.

II. L'OPÉRATION *BARBAROSSA*

*Publié le 22 juin 2021, à l'occasion
du 80^e anniversaire de l'opération Barbarossa*

1. « LE MONDE ENTIER RETIENDRA SON SOUFFLE »

Le 22 juin 1941 commençait l'opération *Barbarossa*. L'une des plus grandes opérations militaires de l'histoire. Après avoir vaincu la Pologne, l'Europe de l'Ouest, après avoir vaincu les Balkans, la machine de guerre nazie se lance sur l'URSS. La guerre la plus meurtrière de l'histoire démarre.

Les Allemands alignent alors trois groupes d'armées, soit 153 divisions, dont 17 blindées et 13 motorisées. Ils réunissent quatre groupes de *Panzern*, soit 3 500 chars et sont appuyés par 2 800 avions divisés eux aussi en quatre flottes distinctes. Au total 5,5 millions d'hommes prennent part à l'opération. Aux côtés de l'Allemagne, des troupes de Finlande, de Hongrie, de Roumanie et d'Italie participent aussi à l'opération.

Contrairement à une idée répandue, ils possèdent une supériorité numérique écrasante. En face d'eux, l'Armée rouge aligne 3 millions de soldats, répartis dans 132 divisions, dont 34 blindés. Si elle possède un nombre d'avions équivalent, et bien plus de chars, elle manque d'expérience et de commandants aguerris.

Étant donné les liens diplomatiques qu'entretenaient URSS et Allemagne nazie, certains, non sans cynisme, voient cette opération comme l'addition finale de choix douteux. Nous ne reviendrons pas en détail ici sur cette question, à laquelle nous avons dédié une longue brochure en 2019. Pour résumer rapidement :

- Le caractère abominable du régime nazi n'était pas connu à l'époque. Il ne se démarquait pas spécifiquement des autres régimes réactionnaires, tant par l'inégalité raciale (que les USA pratiquaient), par la présence de camps de concentration (la France en avait), ou par sa politique antisémite (comme celle de la Pologne). Les spécificités du nazisme, notamment son caractère génocidaire, sont apparues après l'invasion de l'URSS.
- L'URSS (et le Komintern) comprenait la guerre à venir comme inter-impérialiste. Il fallait donc en rester à l'écart.
- La diplomatie des années 30 s'apparente à un jeu d'échecs dans laquelle les puissances capitalistes veulent à la fois éliminer l'URSS mais également protéger leurs intérêts propres.
- De ce fait, ils ont refusé toute politique de sécurité collective qui aurait pu donner un sens à la Société des Nations. Ils ont joué la carte de l'encoura-

gement des agressions allemandes, tout en essayant de se mettre l'URSS dans la poche.

- Cette politique à double face a renforcé l'Allemagne nazie tout en irritant l'URSS. L'Occident lui demandait de rentrer en guerre contre l'Allemagne sans garantie d'une assistance.
- L'Allemagne nazie lui a demandé l'inverse : ne rien faire. En échange, elle permettait à l'URSS de se doter d'un glacis défensif. (Glacis dont la méthode d'acquisition est critiquable, mais qui a contribué à la sauver).
- L'absence d'empressement à aider la Pologne au moment de l'invasion allemande et la précipitation dans le fait d'échafauder des plans invraisemblables pour attaquer l'URSS après son intervention ont montré quelles étaient les priorités des démocraties occidentales.

L'URSS et l'Allemagne nazie vivent donc dans une bien étrange paix entre 1939 et 1941. Elle est une parenthèse anxieuse. Chacun a conscience du caractère temporaire de la situation, et du fait que la guerre éclatera tôt ou tard. Mais la question qui se pose, dans le fond, est « pourquoi ? ». Plusieurs raisons à cela :

- La conquête d'un *Lebensraum* (souvent mal traduit en français par « un espace vital » alors que la connotation est plus anxieuse pour les Allemands, chez qui cela signifie plus « espace nécessaire à la vie ») aux dépens de l'est était le but géopolitique principal de l'Allemagne nazie depuis le départ. Le *Generalplan Ost* définit les limites des objectifs à atteindre à la ligne Arkhangelsk/Astrakhan. Pour les nazis, cette limite définit celle dans laquelle leur race peut vivre sans être altérée. Il s'agit de la zone de répartition de leur arbre symbole : le hêtre.
- Cette guerre possède des buts idéologiques : refoulement des Slaves, élimination des Juifs, élimination du bolchevisme... L'ensemble est là pour assurer à la fois un espace et une sécurité à la race aryenne.
- Au-delà de ces ambitions de long terme, les nazis analysaient le fait que l'Angleterre ne se rende pas comme étant une manifestation d'un soutien secret de la part de l'URSS. Paradoxalement, pour conjurer la menace d'une guerre sur deux fronts, il fallait la prévenir par l'attaque surprise. Pour les nazis, cette ruse était acceptable dans le sens où les populations de cette partie du monde étaient racialement en guerre contre leur propre race.

- De plus l'URSS avait manifesté, lors des rencontres d'octobre 1940, un désintérêt total pour un partage du monde promis par les nazis. L'attitude de V. Molotov, qui exigeait des garanties de paix et le retrait des troupes allemandes des régions proches de l'URSS (Finlande, États baltes, Roumanie...), avait exaspéré Hitler. De plus, l'opinion publique et les publications de la *Pravda* prenaient une tournure largement pro-anglaise.
- L'Allemagne nazie était largement dépendante, pour ses matières premières, de l'URSS. Cette dépendance allant croissant au fur et à mesure de la guerre, il lui fallait frapper pour éviter de devenir plus faible que son allié de circonstance, mais également pour pouvoir s'emparer de ces régions.
- La guerre se prolongeant, et les nazis étant très sensibles à l'attitude de la population allemande, il fallait organiser un pillage en règle pour pouvoir maintenir ou élever le niveau de vie de la population et ainsi conserver une adhésion aux réalisations du régime.
- Enfin, les nazis pensaient que l'URSS était beaucoup plus faible et moins cohérente que ce qu'elle n'était. Hitler pensait que « la construction pourrie » s'effondrerait. Mais elle a tenu bon !

Lorsque l'opération commence, elle est catastrophique pour l'URSS, même si, contrairement à ce qu'on a pu proférer pendant une longue période, la direction soviétique ne s'est pas laissée surprendre. D'ailleurs, la fameuse semaine d'absence de Staline, supposé terrassé par l'annonce de l'invasion, est remise en cause par l'ouverture des archives du Politburo. Aussitôt l'invasion est annoncée que les rendez-vous se multiplient. La décision est prise : il n'y aura pas de paix de compromis. Dès avant l'invasion, l'armée mobilise — ce qui demande du temps — et la défense antiaérienne est mise en alerte. Cependant, il est clair que le gouvernement soviétique, et notamment Staline, ne voulaient pas donner le moindre prétexte pour que les Allemands attaquent.

On a beaucoup écrit sur le fait que les purges avaient eu un impact considérable sur la conception de la guerre. Il faut donc dire quelque chose d'essentiel : Toukhatchevski, alors détenu par le NKVD, avait été sommé de rédiger un plan sur ce que seraient, selon lui, les opérations que feraient les Allemands en URSS. Le maréchal, qui était, il faut le dire, talentueux, n'en a pas moins précisément décrit ce qui fut le plan de défense en 1941. Cette similitude laisse même supposer que le maréchal aurait été écouté. Il se basait sur une hypothèse selon laquelle les Allemands ne cibleraient pas des objectifs profonds et ambitieux, et qu'ils essaieraient de s'emparer du butin ukrainien. C'est là qu'ont été massées les plus

grandes forces soviétiques en 1941, avec les résultats qu'on connaît.

Les Allemands avancent très vite, après avoir détruit l'aviation soviétique au sol. Ils évitent les poches de résistance et réalisent des encerclements immenses, qui privent l'Armée rouge de plus d'un million de soldats. L'immensité du pays permet au coin blindé de Guderian de se faufiler partout. L'armée soviétique est en pleine réorganisation après les leçons de la guerre contre la Finlande. La méfiance envers le risque bonapartiste avait poussé à dissoudre les corps blindés autonomes. Ils sont dispersés et ne peuvent s'opposer aux charges de *Panzern*.

Mais lorsque les Allemands tombent sur des poches de résistance, la lutte est extrêmement âpre. La forteresse de Brešt-Litovsk, encerclée le 22 juin, tombe le 29, tandis que les combats continuent sur les arrières. Les villes ne sont abandonnées qu'en ruine. La bataille de Kiev les retient de début août jusqu'au 26 septembre. Smolensk, verrou de Moscou, tient deux mois (10 juillet — 10 septembre). Odessa du 8 août au 16 octobre. Sébastopol tient du 24 septembre au 4 juillet... 1942. Leningrad, deuxième ville du pays, n'est jamais prise. Ces opérations sont horriblement coûteuses en vies humaines et en matériel, mais elles permettent de gagner du temps. Les Allemands sont aussi épouvantés par la découverte des chars T-34 et KV-1, par la qualité de l'artillerie, des Orgues de Staline, et de l'équipement du soldat de base. De plus, la combativité individuelle est importante. À plusieurs reprises, les aviateurs soviétiques percutent volontairement les avions allemands pour les détruire. Cette pratique du *taran*, le bélier, connaît ses spécialistes. Certains ont jusqu'à trois *taran* à leur actif. Surtout, les Soviétiques avaient mis en place un minutieux plan d'évacuation des usines, lesquelles sont réinstallées dans l'Oural. Si les régions agricoles sont ravagées, l'URSS n'est pas vaincue.

Plus les Allemands avancent, plus les problèmes surgissent.

1. Le plan allemand choisi par Hitler et par Hadler fonctionne en éventail. Les forces se dispersent progressivement. Hitler ne voulait pas non plus suivre la route la plus directe, utilisée par Napoléon, pour prendre Moscou. Au lieu de frapper ce centre logistique, économique et politique, il impose une série d'étapes.
2. Les pertes sont plus lourdes que prévu et l'insécurité est totale sur les arrières du front. Les soldats s'épuisent sur les distances, alors que la motorisation de l'armée est très incomplète.
3. Les réseaux routiers sont médiocres et permettent aux Soviétiques, lors

des périodes de *Raspoutista*, les pluies d'automne et de printemps, de reprendre leur souffle.

4. Le temps se dégrade rapidement, tandis que les forces manquent pour clore certaines batailles comme la prise de Leningrad et de Sébastopol.
5. L'armée allemande ne possède pas d'aviation à long rayon d'action qui lui permette de frapper les zones industrielles et hydro-électriques soviétiques.

Finalement, en dépit de succès constants, les Allemands arrivent aux portes de Moscou dispersés et épuisés. L'opération *Typhon*, qui doit permettre de prendre la capitale, échoue en vue de son objectif. Avec l'Hiver, les Soviétiques reprennent l'offensive et dégagent la capitale, qui ne sera plus menacée. La guerre-éclair vient d'arriver à ses limites. La victoire totale lui échappe désormais, tandis que l'URSS a survécu. Mais à quel prix ?

2. UNE GUERRE DIFFÉRENTE

Barbarossa est une guerre d'un nouveau genre. Contrairement à la guerre sur le front de l'ouest, qui s'est déroulée assez classiquement, la guerre à l'est est une transposition de la guerre coloniale et raciale choisie par les nazis. Sur ce front, il n'y a eu aucune convention de Genève, aucune cible taboue, aucune limite à la violence. C'est une croisade, une Sainte-Alliance internationale contre le bolchevisme.

Les ordres de l'État-major sont clairs : les soldats russes sont *keine kameraden*. Ils ne sont pas des camarades. Ils sont des ennemis. Les intellectuels, les fonctionnaires, les membres du Parti sont traqués et éliminés. Le *Kommissarbefehl*, l'ordre d'éliminer les commissaires politiques et les communistes, vise à éliminer les Juifs et les bolcheviques — ce qui, pour les nazis revient au même. Sur les arrières de la Wehrmacht, les redoutables Einsatzgruppen sont envoyés pour éliminer ceux et celles que le régime nazi considère comme indésirables. Dans les régions où les communautés juives sont importantes, ils suscitent des pogroms avec l'appui des nationalistes ukrainiens. Ces pogroms décousus se muent en extermination systématique. La Shoah par balle commence.

L'arrogance des Allemands leur joue des tours. Des collaborateurs sont recrutés sur place. Mais finalement peu, seuls les ultras rejoignent les rangs de la SS. Dans les régions agricoles au sein desquelles la collectivisation de 1929-1932 s'était mal passée, la présence des occupants est, au départ, prise pour une bonne nouvelle. Mais la population se rend compte que les nazis ne sont pas là pour privatiser les terres et restaurer les structures paysannes d'avant la révolution. Ils sont là pour exploiter à mort. Les populations slaves n'ont pas d'autre destin, au sein du *Generalplan Ost*, que d'être des esclaves voués à la misère et à la faim. Pour nourrir leur pays, les Allemands estiment que 30 ou 40 millions de Soviétiques doivent mourir de faim. Pour les gouverneurs locaux, comme Alfred Rosenberg, théoricien nazi, c'est une catastrophe. Mais rien ne peut faire reculer Hitler et la SS.

Les populations envoyées travailler en Allemagne sont traitées comme du bétail. Alors que les Polonais, pourtant ennemis génétiques des aryens, peuvent espérer « un salaire et du pain », les Soviétiques sont considérés comme des dangers bactériologiques. Ils doivent être traités avec une dureté d'un autre ordre. Quant à ceux qui restent, leur avenir est de préparer le terrain à la colonisation, puis d'être refoulé au-delà de l'Oural. Ce pillage permet à l'Allemagne nazie de maintenir l'illusion d'un niveau de vie élevé : les objectifs sociaux-impérialistes

de l'Allemagne sont là : piller pour ne pas faire payer le prix de la guerre par la population allemande. Pour l'instant !

L'Allemagne, en dépit de son accord avec le Japon, ne lance guère de pression pour que celui-ci intervienne. Les nazis sont persuadés de pouvoir en finir par eux-mêmes en peu de temps, et ne veulent pas partager le butin avec un allié qu'ils méprisent. Les Japonais, de leur côté, accaparés par la Chine, lorgnant sur le butin facile de l'Asie du Sud-est, n'insistent pas. De plus, en 1939, ils se sont frottés à l'Armée rouge avec pertes et fracas. Leur tentative d'attaque sur la Mongolie les a confrontés à un nom que les Allemands apprirent à craindre : Joukov.

D'ailleurs, la guerre ne se passe pas précisément comme prévu. Dans les opérations terrestres, l'URSS est la première résistance sérieuse que rencontre l'Allemagne. Et elle ne cesse pas. La résistance acharnée de la part de l'Armée rouge, en dépit des déroutes de la première période, se mue en guerre des partisans. Il n'existe plus alors de différence entre le front et les arrières. Les nazis considèrent désormais que tout Soviétique est un suspect. Si, en France, il existe des villages martyrs, comme Oradour, en Russie, il y en a eu plus de 5 000. Les massacres commis par les Allemands à l'Ouest sont d'ailleurs souvent une transposition de la violence exercée à l'est.

De plus, il ne faut pas l'occulter, l'URSS est de moins en moins isolée. L'Angleterre lui fournit un peu d'aide, symbolique, en 1941. Mais avec l'entrée en guerre des USA, le prêt-bail permet progressivement à l'Occident de venir en aide à son bien étrange allié. Cela serait faire preuve de mauvais goût en oubliant des efforts conjoints de la coalition antifasciste mondiale, aussi éphémère fût-elle. Mais il s'agissait aussi de ne pas laisser à l'Allemagne le loisir de devenir une puissance invulnérable, si elle s'imposait sur les steppes.

27 millions de citoyens soviétiques sont morts durant cette guerre, un nombre difficile à visualiser. Cela correspond à un gros tiers de la population française, engloutie dans la tourmente d'une guerre dont elle voulait se tenir éloignée. Une guerre qui s'est payée de sang et qui a bouleversé l'URSS. Celle-ci a dû reprendre, complètement désarticulée, son œuvre de construction du socialisme. Les concessions, les compromis, rendus nécessaires par la guerre ont pesé lourd sur ses choix politiques et stratégiques, surtout que la paix est aussi précaire que la précédente. Dès 1947, la guerre froide s'impose. Les communistes d'URSS ont payé un prix fort cette guerre. La nouvelle génération, effrayée par ce risque, se réfugie dans des positionnements toujours plus modérés et droitiers, isolant la génération précédente, celle de la Révolution. Les changements survenus dans

les années 1950 & 1960 sont directement liés aux souffrances de la guerre et à la montée des ingénieurs, des directeurs et des militaires dans l'appareil d'État.

Aujourd'hui, certains rêvent d'une guerre avec la Russie. Les rivalités géopolitiques, qui n'ont pas changé, amènent aux mêmes résultats. Nous n'avons pas de sympathie pour le gouvernement russe. Mais nous rejetons absolument toute idée d'une nouvelle guerre sur ces terres, pour des motifs de piraterie.

Les millions de morts de cette guerre nous regardent. Qu'ils ne soient pas morts en vain !

III. STALINGRAD

*Publié le 2 février 2018, à l'occasion
du 75^e anniversaire de la bataille de Stalingrad*

1. LA GUERRE

Il y a 75 ans, le 2 février 1943, le Feldmarshall Paulus capitulait à Stalingrad, se rendant à Mikhaïl Shumilov, commandant de la 7^e armée de la Garde.

Une onde de choc traversa le monde.

De New York à Tokyo, de Berlin à Sydney, les yeux et les oreilles du monde étaient tournés vers ce qui était, naguère, une belle petite ville prospère, aux immeubles blancs, dans le creux de la puissante Volga. Dans les ruines fumantes, dans les carcasses de chars, dans les épaves d'avions écrasés, dans les tranchées et les bunkers, les hommes et les femmes entendaient le silence. Pour la première fois depuis le 23 août 1942, la ville était calme.

Partout dans le monde libre, la liesse s'est déchaînée, sous les hourras de victoire. Même sous le poids de la botte nazie, les peuples gémissants découvraient l'expérience de la victoire. Pour la première fois depuis le début de la guerre, une armée nazie capitulait.

À Berlin, la stupéfaction l'emporta sur la rage. Le prince Otto von Bismarck, descendant de celui qui préconisait de ne jamais s'en prendre à la Russie, reçut un coup de fil urgent de l'ambassade d'Allemagne à Berne : « Arrêtez de danser ! Stalingrad est tombé. » ! Hitler écumait de rage devant le fait que les généraux et maréchaux préféraient la captivité à la mort pour la grandeur de l'impérialisme allemand.

Dans l'histoire de la guerre, il y avait désormais un avant et un après-Stalingrad.

Nous rendons hommage, aujourd'hui, aux femmes et aux hommes qui s'y sont battus, qui y ont vécu, qui y sont tombés.

Qui peut oublier qu'au milieu d'un été 1942 de peur, de terreur, d'un été d'horreur, Stalingrad est apparue comme un espoir ?

Le 22 juin 1941, en violation complète des traités internationaux, l'Allemagne nazie déverse sa horde de criminels sur une Union soviétique en paix. Après avoir ravagé l'Europe, les fascistes se tournent vers l'est, pour y imposer un colonialisme criminel, pour y imposer une société structurée par la race, par le sang, par l'asservissement. Hitler avait dit « le monde retiendra son souffle ». Il le retint pendant quatre ans.

Les fascistes déferlèrent et ravagèrent l'URSS, après avoir tenté en vain de la déstabiliser, d'utiliser des agents pour l'affaiblir. Contre toute attente, la *Blitzkrieg* s'enlise. Contre les prémonitions de génies du renseignement, la « structure pourrie » ne s'effondre pas. La société soviétique fait bloc autour de son gouvernement, autour de son Parti, autour d'une direction politique. Timochenko préside le comité de défense, avec Staline, Molotov, Vorochilov, Boudienny et Kouznetsov. Si les pertes sont terribles, si les encercllements sont immenses, les arrières de l'ennemi sont fragiles. L'axe ne connaît pas de répit. Les fascistes rencontrent l'hostilité de la population. Aucune nuit sur ce front n'est une nuit de répit.

Pour la première fois sur le continent européen, la machine de guerre nazie connaît des revers. Les espaces conquis sont immenses, mais vides. Les hommes, les femmes, les machines, se replient. Tout ce qui ne peut l'être est détruit. Les pillards sont amers, leur proie est coriace. Les soldats allemands sont ivres de victoires, mais les pertes s'accumulent. L'usure aussi. Au bout de cinq semaines, aucune ville d'importance n'est prise.

Le plan nazi est classique, sans grande inspiration. Alors que d'autres privilégiaient l'audace, le *Gröfaz* « *Größter Feldherr aller Zeiten* » (le plus grand chef de guerre de l'histoire, surnom ironique donné à Hitler par ses généraux), privilégie une approche en éventail, qui disperse les forces, qui affaiblit les coups. Le « génie » hitlérien joue une farce à son camp. Le mépris pour le prédécesseur napoléonien pousse à ignorer Moscou pour frapper Leningrad et le Caucase. Deux cibles que les Allemands ne prirent jamais.

Pendant ce temps, côté soviétique, la société sort de la paix en sursaut. L'industrie se met en marche, la population, résignée à livrer un combat imposé, se mobilise pour résister à l'envahisseur. Les prodigieuses avancées issues de la sueur de tout un peuple ne doivent pas être perdues. Hommes et femmes se préparent au conflit, se préparent à faire face à la plus grande épreuve de l'histoire de l'humanité. Les fascistes, méprisants, s'attendaient à trouver des bêtes sauvages, armés de lances de pierres. Ils se heurtent aux armes les plus modernes du monde — mais trop peu, et trop dispersées — les Kliment Voroshilov, les T-34, les BM-13 Katiouchas, les Yak-1, les MiG-3, les IL-2 Shturmoviks. Ils se heurtent à un peuple qui résiste, qui se bat stoïquement, qui se contente de peu, qui est dur. Un peuple appuyé par des militants et des militantes communistes qui montrent l'exemple, qui n'hésitent pas à se battre. Un Parti qui paye aussi le prix fort son engagement. Staline perd lui-même un fils, qu'il refusera d'échanger contre des généraux. Certains le lui reprochent. Ils le lui reprocheraient également s'il l'avait fait.

Leningrad est encerclée le 8 septembre, avec l'aide des Finlandais, qui, ironiquement, empêcheront en partie sa prise, en renâclant à avancer plus. Elle tint 872 jours avant d'être libérée, en faisant le second siège le plus long de l'histoire contemporaine.

Moscou est approchée en décembre, sous les neiges et les tempêtes. Heinz Guderian, l'un des concepteurs de l'armée blindée allemande, voit les tours du Kremlin dans ses jumelles. Et fait demi-tour. L'heure de la contre-offensive a sonné. Lancée par Joukov et Vassilievski, elle repousse les fascistes loin de la capitale. Ils n'approcheront plus jamais. Aidés par les excellents services de renseignement, les Soviétiques savent que le Japon ne bougera pas. Richard Sorge, l'espion le plus précieux du monde, tient cette confiance de l'ambassadeur d'Allemagne au Japon lui-même.

Rassemblant en hâte une armée fraîche, les Soviétiques stupéfient le monde entier. L'invincible armée allemande chancelle, vacille. L'Armée rouge chasse les fascistes de la région de la capitale, elle libère la Crimée, où Sébastopol était encerclée. Elle brise le mythe de l'invincibilité de la Wehrmacht. Elle ne rompt hélas pas. La contre-offensive s'essouffle, s'arrête. L'URSS vient d'empêcher une victoire totale de l'Allemagne. Elle n'est pas encore assez forte pour rendre les coups. Elle n'est pas prête encore à reprendre ce qu'elle a perdu. Mais elle a effrayé les généraux allemands, qui ont voulu reculer. Hitler non. Il ne voudra plus les écouter, et n'écouterait plus que lui-même et ses stratèges de chambre. Cela se payera très cher.

2. STALINGRAD

À l'été 1942, les fascistes tentent de reprendre l'avantage. Mais ils ont perdu une grande partie de leur allant, de leur entrain, de leur vigueur. La victoire se recherche dans le sud, dans le Caucase, dans la jonction avec la Volga, dans les champs de pétrole de Bakou. Les Allemands prennent finalement Sébastopol, après 8 mois de siège. Ils avancent et prennent Rostov-sur-le-Don en juillet. La ville, minée, explose littéralement sous leurs yeux.

Rostov-sur-le-Don est une ville discrète, mais importante. Importante car sa perte entraîne une vague de réformes en URSS. Une vague de réformes qui entame un relâchement de la bride des généraux, dont les tendances bonapartistes suscitaient une légitime méfiance. Des réformes concédées par l'urgence de la situation, donnant plus de liberté aux ingénieurs en chef, aux dirigeants d'usine, aux directeurs de camps de travail, aux officiers, aux généraux. Une concession terrible, dans un pays marqué par une lutte des classes aiguë, une concession faite au monde pour le protéger du fascisme. Surtout, le célèbre Ordre du Jour n° 227 est édité. Plus un pas en arrière ! L'Armée rouge raidit sa résistance, se prépare à l'affrontement le plus important, le plus stratégique.

Des concessions qui seront payées par le pouvoir bolchevique, bien des années plus tard, par sa propre perte.

Hitler fait une erreur monumentale, en croyant l'ennemi en déroute. Lorgnant sur deux lièvres stratégiques en même temps, il découpe ses forces entre la VI^e armée de Paulus et la IV^e armée blindée de Hoth. Le premier fonce vers Stalingrad et la Volga, le second vers Bakou et son pétrole. Les deux échouent, mais ne le savent pas encore.

Stalingrad suscite, bien qu'il s'en défende, l'obsession du *Führer*. La ville est placée sur la charnière entre le Caucase et le reste de l'Union, elle est un nœud de communication important, un axe fluvial essentiel. Elle est la dernière grande barrière qui sépare l'hitlérisme des immenses plaines, à l'est, mais également de la jonction avec l'Iran, l'Irak, avec Rommel au loin. Prendre la ville revient à priver l'URSS de son potentiel énergétique. Prendre la ville revient à la couper en deux. Prendre la ville revient à gagner une position de force inestimable, à se doter d'une base de départ pour prendre également Moscou à revers.

Mais Stalingrad est plus que ça, elle est aussi un symbole. La ville, auparavant Tsaritsyne, est entrée dans l'Histoire lorsque, en janvier 1920, Simon Boudienny,

Kliment Voroshilov et le jeune Joseph Staline reprennent la ville aux blancs. Cette victoire mit un coup d'arrêt aux opérations des tsaristes dans le secteur, permit de gagner Astrakan et l'embouchure, permit de consolider la jeune république soviétique. La ville hypnotise les nazis, qui y voient en coup fatal porté au prestige du gouvernement soviétique et de sa direction.

Hitler insiste pour faire de la prise de Stalingrad un bain de sang, un massacre, un holocauste. Hitler mobilise la Luftwaffe pour frapper fort. 600 bombardiers frappent la ville le 23 août 1942. Ce raid a le douteux privilège d'être le premier à déclencher une tornade de flamme. Cette tempête ravage la ville, tuant environ 40 000 citoyens soviétiques. Cependant, les monceaux de ruines n'avantageront pas les envahisseurs. Chaque mètre carré de la cité est un piège, chaque immeuble une forteresse. Ainsi, le silo à grain de Stalingrad, eut à subir un siège en règle avant de tomber. Une colline, le Kourgane de Mamai, devient un enjeu aussi important qu'un sommet himalayen.

L'Usine *Barrikady* tout comme l'usine *Octobre rouge* continuèrent à produire leurs chars T-34, les meilleurs chars du monde, jusqu'à ce que les nazis l'assiègent. Là encore, les ouvriers rejoignirent les milices au combat, compensant leur inexpérience par leur courage.

Les navires de la Volga réussirent à ravitailler les armées acculées au fleuve, en faisant preuve d'une obstination sans faille, tandis que les faucons rouges disputaient aux Stukas et aux Focke-Wulf la supériorité aérienne au-dessus de la ville. Le meilleur de l'armée allemande se heurte aux *moujiks* et aux ouvriers et ouvrières soviétiques.

La guerre est cruelle, elle est impitoyable. Les soldats allemands découvrent la terreur du combat urbain. Chaque fenêtre peut héberger un camarade de Vassili Zaitsev, le plus célèbre tireur d'élite de la RKKA. Chaque pan de mur peut cacher le soldat armé d'un pistolet-mitrailleur qui emmènera l'envahisseur au Walhalla. Chaque pas emmène sur une mine. L'armée allemande s'use, se fragilise.

Les Soviétiques, à ce moment-là, étaient en infériorité numérique. Souvent, les anticommunistes, appuyés sur les documents issus de la propagande fasciste, les représentent comme une force immense, grouillante, amorphe et atone. Souvent, l'imagerie représente l'Armée rouge comme attaquant vagues après vagues pour submerger l'ennemi sous le nombre. Cette métaphore insectoïde ne sert qu'à avilir les combattants soviétiques. Stalingrad se déroule du fort au faible, et ce n'est que par son extraordinaire force, sa mobilisation exemplaire,

que le peuple soviétique pu remonter la pente, quantitativement et qualitativement. Les prêts-bails commençaient à peine, bien qu'ils jouassent un rôle dans la capacité de résistance soviétique que seuls les dogmatiques peuvent exclure.

Tandis que la 62^e et la 64^e armée se battaient pour chaque pouce de terrain, la Stavka prépara une opération pour bousculer le cours de la guerre. C'est là une réunion qui est restée célèbre dans les mémoires de Joukov, dans lesquelles il démontre ainsi la manière dont le gouvernement soviétique dirige la guerre. La décision est collégiale, le débat est sincère, les désaccords ne débouchent pas sur des sanctions. Le haut-commandement soviétique se professionnalise, tandis que celui des nazis s'enfonce dans l'irréel.

Joukov lui-même en parle ainsi, pour répondre aux accusations de Khrouchtchev :

« Il faut dire, comme je m'en suis convaincu au cours des longues années de la guerre, que J. Staline n'était pas du tout un homme devant qui les problèmes difficiles ne pouvaient être évoqués ; avec qui on ne pouvait discuter et même défendre énergiquement son point de vue. Si certains affirment le contraire, je dirai simplement que leurs assertions sont fausses.

Aux séances du Comité d'État à la Défense qui se tenaient à n'importe quel moment de la journée, en règle générale au Kremlin ou bien dans la villa de Staline, les problèmes les plus importants étaient étudiés et résolus. Très souvent, aux séances du Comité d'État à la Défense, éclataient de vives discussions, au cours desquelles les opinions s'exprimaient de manière précise et tranchée. D'habitude, J. Staline allait et venait autour de la table, écoutant attentivement ceux qui discutaient. Lui-même était peu loquace, et n'aimait pas la prolixité des autres. Souvent, il arrêtait ceux qui parlaient par un "soyez plus brefs" ou "soyez plus clairs".

Il ouvrait les séances sans mot d'introduction. Il parlait bas, avec aisance uniquement de la question. Il était laconique et formulait clairement ses pensées. J. Staline était un homme volontaire qui, comme on dit, n'avait pas froid aux yeux.

Une seule fois, je l'ai vu assez abattu. Ce fut à l'aube du 22 juin 1941, sa conviction en la possibilité d'éviter la guerre venait d'être détruite.

Après le 22 juin 1941, et pendant la durée de la guerre, J. Staline de concert avec le Comité central du Parti et le Gouvernement soviétique, assura la

| ferme direction du Pays, de la guerre et de nos relations internationales ». ⁸

Obligés d'accentuer de jour en jour leurs efforts pour tenter de prendre la ville, les nazis s'enferment dans un piège. Persuadés d'être les maîtres, ils négligent leurs flancs et leurs protections. Ils se persuadent que l'arrivée de l'hiver sera leur victoire, car les Soviétiques devront se battre sur deux fronts : contre eux et contre la Volga impraticable, charriant des blocs de glace.

Ils croient la victoire à portée de main. Chaque jour, les journaux nazis trépignent de ne pouvoir sortir la manchette « *Stalingrad gefallen!* » Stalingrad est tombé. Hitler se justifie, disant qu'il ne veut pas d'un nouveau Verdun, qu'il faut réduire petit à petit la poche. Italiens et Roumains, alliés méprisés, gardent leurs arrières, dans le froid, la misère, les privations.

L'offensive soviétique est méticuleusement préparée par Joukov. Il visite lui-même les secteurs du front. L'idée est la suivante : encercler la VI^e armée allemande dans Stalingrad, l'écraser et foncer vers l'ouest, rejeter les hordes d'invasisseurs le plus loin possible.

8. G. Joukov, *Mémoires*, 1970.

3. LA CONTRE-OFFENSIVE

L'offensive débute le 19 novembre, dès le départ, les alliés roumains et italiens sont pulvérisés. L'armée soviétique fonce, balayant tout sur son passage, écartant toutes les difficultés par la vitesse, la manœuvre, par l'habitude de la neige et du froid. Le deuxième jour, la ligne de vie des fascistes, la ligne de chemin de fer de Kalatch, est prise. Elle signe la condamnation à mort de l'armée de Paulus.

L'armée allemande tente de se défendre, elle mord comme un animal pris au piège. Mais celui-ci est trop fort, trop puissant, trop minutieux pour lui laisser le moindre échappatoire. Les Allemands sont rejetés loin de Stalingrad. Ceux qui y sont toujours sont au mieux des prisonniers, au pire des condamnés à mort.

Göring, le maître de la Luftwaffe, l'orgueilleux et pompeux seigneur, promet de ravitailler la poche, le Kessel. 500 tonnes sont à livrer hebdomadairement pour que l'armée résiste. Il s'agit d'une tâche impossible, dans laquelle l'aviation de transport et de bombardement paye un prix immense, tandis que la DCA soviétique et les chasseurs rouges s'en donnent à cœur joie.

Dans la poche, le froid est extrême et la faim est intense. Les blessés meurent faute de soin, pendant que s'obstinent à une résistance sans objet les généraux fascistes. Pour retenir les troupes soviétiques le plus longtemps possible, ils sacrifient le sang de leurs hommes.

Les bombardements, les assauts, brisent les hommes de la VI^e armée. Elle est à bout de souffle. Elle s'éteint. Après plusieurs entrevues n'ayant pas débouché sur des possibilités de reddition, les Soviétiques écrasent finalement la poche.

Les Allemands rêvaient de traverser la Volga, ils le firent sous la forme de colonnes de prisonniers, chargés par la suite de reconstruire ce qu'ils avaient détruit. Les nazis furent furieux que leurs généraux ne se suicident pas. Friedrich Paulus déclara, rejetant cette coupe de ciguë qu'était sa nomination au grade de maréchal : « Les morts ne s'intéressent plus à l'histoire militaire. ».

Le 2 février, il y a 75 ans, une moisson de généraux se rendaient ainsi à l'Armée rouge des Ouvriers et Paysans. 5 mois d'une bataille acharnée, dans laquelle un demi-million de soldats soviétiques et 300 000 civils tombèrent, tandis que 600 000 hommes et femmes étaient blessés. Elle coûta aux nazis et à leurs alliés 400 000 hommes et 110 000 prisonniers. Ces pertes terribles, terrifiantes, furent amèrement pleurées par les Soviétiques, mais purent être

surmontées. Les Allemands, en revanche, perdaient l'élite de leurs troupes et ne s'en relevèrent pas.

En réaction, le 18 février 1943, Goebbels fit son discours du Sportpalast, devant 14 000 membres du NSDAP, dans lequel il appela à la guerre totale et à la mobilisation intégrale de l'industrie et de la population allemande. Ce discours hystérique fardé de rhétorique ne servit qu'à une chose : prolonger les souffrances des civils pris dans la guerre, pris dans l'étau d'un système criminel et despotique. Trop peu, trop tard pour vaincre. Juste à temps pour permettre les massacres, les ravages, les crimes. La fuite en avant ne servit que de sursis aux élites nazies.

Elle coûta aux fascistes la guerre. Après Stalingrad, les fascistes ne stopperont les Soviétiques qu'à deux reprises :

- à Kharkov, entre fin février et juillet, ce qui déboucha sur la plus grande bataille de chars de l'histoire, Koursk, où l'armée allemande fut pulvérisée et où sa colonne vertébrale fut brisée ;
- à Varsovie, du fait de ses trop grandes lignes de communication, et où les fascistes en profitèrent pour écraser l'insurrection de Varsovie, orchestrée par un groupe de nationalistes anticommunistes, qui voulaient profiter de l'arrivée de l'Armée rouge pour restaurer la Pologne dictatoriale et nobiliaire. Ce geste criminel coûta des milliers de vies humaines pour un résultat nul.

Stalingrad est bel et bien le tournant de la guerre.

Dans le monde entier, les peuples reprennent espoir. Les résistances comprennent qu'elles ne sont plus des combats d'arrière-garde, mais bien l'avant-garde du monde nouveau qui émergera de la victoire. Les autres fronts, vidés de leurs réserves, s'effondrent. L'Afrique est libérée de la présence allemande et italienne. En juillet 1943, les alliés peuvent ainsi débarquer en Sicile et prendre pied sur le continent.

Sans la bataille de Stalingrad, rien de cela n'aurait été possible. Ni débarquement, ni libération. Si les capitulards, les collaborateurs, les agents du compromis et de la trahison n'avaient pas connu les procès de Moscou, n'avaient pas été traqués par le NKVD, rien de cela n'aurait été possible.

L'URSS a serré les dents, serré les poings, serré les rangs pour que le monde soit libre. À ce moment, le monde entier le savait et l'honorait. Aujourd'hui,

par anticommunisme ou pour des raisons géopolitiques, certains veulent taire cette victoire des défenseurs de la liberté.

Pourtant l'épée de Stalingrad, forgée sous les ordres du roi Georges VI, demeure un symbole de la dette du monde vers ces peuples. « Aux cœurs d'aciers de Stalingrad, le roi George VI fait présent de cette épée en témoignage de la reconnaissance du peuple britannique. »

Présent à la remise de celle-ci, à Téhéran, Roosevelt nota : « lorsque Staline prit l'épée sur son coussin de velours, il eut les larmes aux yeux, je les ai vues, ensuite il rabaissa l'épée dans un mouvement de noblesse spontané ». Vorochilov, dans sa maladresse proverbiale, la fit tomber par terre à grand fracas, chose que les actualités ont pudiquement coupé.

Aujourd'hui, L'appel de la mère patrie, cette immense statue de béton de 85 mètres de haut, rappelle le sacrifice des peuples soviétiques. Ne les oublions pas. N'oublions pas non plus que certains immondes personnages tentent de les classer dans les « morts du communisme. »

L'URSS paya plus cher que cette triste liste de décès Les concessions qu'elle a dû faire envers l'armée, les ingénieurs, les cadres d'usine se payèrent chèrement. L'URSS ne fut plus jamais la même. Comme nous l'avons mentionné dans notre brochure sur le 9 mai 1945, les agents de la restauration des rapports capitalistes, les liquidateurs de l'économie planifiée, les anesthésistes de la lutte des classes reprirent des forces.

Nikita Khrouchtchev, qui fut commissaire politique à Stalingrad, illustre cela. Les liens que celui-ci tissa avec l'armée, avec les ingénieurs, le propulsèrent, avec Mikoïan et Kossyguine, comme les leviers de l'offensive de droite au sein du PC(b)US. Après la guerre, s'appuyant sur ces concessions, ces sinistres personnages vont œuvrer à liquider la ligne léniniste, ce qu'ils parviendront à faire. En 1952, au XIX^e congrès du PC(b)US, la ligne défendue par les bolcheviques est poussée à la minorité. En 1956, elle est marginalisée et remise, tandis que les masses sont épuisées par les 27 millions de sacrifiés pour la paix et la liberté.

Hélas, l'expression « les meilleurs s'en vont les premiers » n'est pas que vacuité. Les meilleurs militant bolcheviques ont fait don de leur vie, de leur chair, pour sauver le monde. L'URSS, en tant qu'État socialiste, s'est ainsi offert elle-même tout entier.

Cela aussi ne l'oublions jamais !

4. STALINGRAD INCARNE TOUT CE QUE NOUS DÉFENDONS ET TOUT CE QUE NOS ENNEMIS HAÏSSENT

Stalingrad incarne la liberté, la lutte contre l'oppression, la lutte contre la misère, contre l'asservissement et le colonialisme fasciste. Elle incarne le don de soi, l'esprit désintéressé. Elle incarne le sens du devoir et du sacrifice, pour que naisse un monde meilleur.

Stalingrad fut l'épicentre du monde, en ce mois de février 1943. Elle ne fut pas la seule ville à combattre, la seule ville à souffrir, loin de là ! Leningrad, Moscou et Stalingrad furent les trois citadelles qui continrent la contagion fasciste mondiale. Elles furent les récifs sur lesquelles s'écrasèrent les vagues de peste brunes.

Bien d'autres villes, elles aussi, furent des martyres. Kiev, Minsk, Smolensk, Sébastopol, Jitomir, Toula, Odessa, Lidice en République tchèque... En Occident, Londres, Coventry, Caen ou Oradour-sur-Glane reviennent. Mais qui, hélas, peut ignorer que les Oradour furent des milliers en URSS. Des villages éventrés, des enfants pendus, des vieillards et des vieillards fusillés, les viols, les pillages, les meurtres, les pogroms, avec la complicité des fascistes locaux.

Les fascistes et les nazis haïssent Stalingrad, car elle incarne l'écrasement de leurs thèses, leur faillite. Elle illustre la fausseté de la théorie de la supériorité raciale aryenne, de la supériorité du mercenaire fasciste, de la toute puissance de l'industrie de guerre nazie.

Nos ennemis bourgeois haïssent Stalingrad, car cette bataille est une dette que l'humanité entière a envers les soldats et les soldates soviétiques, envers les peuples de l'URSS, envers le mouvement communiste international.

La bourgeoisie n'a eu de cesse de tenter d'effacer ce symbole, de le brimer, de le salir, de le diminuer, de renvoyer dos-à-dos le nazisme et le communisme, elle n'y parvient pas. Malgré tout ce qu'elle met en œuvre pour brouiller les pistes, pour tenter d'accabler de crimes les défenseurs — et les défenseuses ! — de Stalingrad, elle échoue.

Elle se donne du mal, pourtant. Elle n'a pas hésité à sauter à pieds joints dans le mythe de la Wehrmacht propre, pour permettre de disculper une partie des soldats allemands des crimes de masses commis sur le front de l'est. Elle n'a pas hésité à encenser le moindre Allemand ayant eu des doutes sur le régime

hitlérien, pour trouver un point d'appui à la croisade anticommuniste.

Dans les manuels scolaires, Stalingrad est utilisé uniquement comme massacre à grande échelle, dans lequel Soviétiques et Allemands sont équidistants. Films, bandes dessinées, « documentaires », tracent tous le portrait d'un soldat de l'Armée rouge qui se bat contraint sous les ordres de commissaires politiques sadiques et mesquins, tout en haïssant secrètement le régime et ses dirigeants, dont au premier chef Staline.

L'absence de scrupules et de honte est sans limites pour les « historiens » bourgeois.

Les citoyens soviétiques n'étaient pas des animaux apolitiques, conduits à l'abattoir avec un fusil pour deux. Certains étaient effectivement amers de risquer leur vie pour devoir se défendre contre une agression qu'ils subissaient. Certains grognaient, certains trouvaient la situation dure. Comment les en blâmer ?

Grogner, être critique, être en colère ne signifie pas rejeter le fond du système ni le fond du régime. Mais, tant empressés qu'ils sont, les « historiens » essaient avec désespoir de trouver des alliés, des agents, des pions pour leurs basses manœuvres.

La guerre est dure, elle est brutale, elle est sale. Elle ne l'a jamais autant été que ces années de 1941 à 1942, dans l'odeur de mort des fosses communes, dans les ravins de Baby Yar, dans la puanteur de la Shoah qui se prépare, et qui fut stoppée par les Soviétiques.

Les pertes sont lourdes, le haut-commandement connaît parfois des failles, des fleuves de sang payent les erreurs d'un pays qui n'était pas préparé à la guerre. Mais cette guerre n'est pas une guerre qui se termine sur une paix blanche, sur un traité. Il s'agit d'une guerre d'anéantissement, sans pitié, sans prisonniers, sans merci.

La Stavka a joué son rôle dans des circonstances catastrophiques, sans aide, au début, sans soutien, avec les forces dont elle disposait. Elle a tenu son rôle sans en avoir à rougir, surtout sous les quolibets de stratèges de salon.

Mais malgré cela, malgré ces dires, les pseudo-historiens ne peuvent effacer Stalingrad. Ce nom, cette ville, reste le tournant de la Seconde Guerre mondiale, de la Grande Guerre patriotique, de la lutte entre le fascisme et la liberté. Ils ne peuvent effacer le fait que l'URSS, sous une direction politique ferme, juste

et révolutionnaire, a pu sauver le monde de l'hydre nazie.

Chacune de nos «libertés», nous les devons à Ivan, Piotr, Svetlana, mais aussi Bekzat, Koštya, Aigerim, venus des steppes d'Asie centrale, ou Pablo, fils de républicain espagnol. Nous les devons à toutes et tous, venus ici écraser le monstre le plus terrifiant, né du capitalisme pourrissant.

D'autres Stalingrad naissent. L'offensive du Têt, dont nous fêtons les 50 ans cette année, est la défaite de la plus puissante machine de guerre que le monde ait connue, en face de la résolution d'un peuple uni pour gagner sa liberté.

Plus proche de nous, Kobané fut le Stalingrad de l'organisation obscurantiste-fasciste Daech. Là aussi, les fascistes ont été écrasés dans les rues d'une ville symbole. Là aussi, les forces populaires ont triomphé.

Là aussi, le drapeau rouge était présent.

Le symbole du marteau et la faucille sur le magasin *Univermag*, ultime refuge des fascistes dans la cité qu'ils ont éventrée, restera toujours le symbole de la victoire sur le fascisme.

Stalingrad est l'un des symboles de l'histoire populaire, de l'histoire de l'Humanité. Il le restera jusqu'à la fin des temps, jusqu'au Stalingrad final, tombeau de la bourgeoisie, du capitalisme, de l'impérialisme.

Vive l'Armée rouge! Vive la lutte antifasciste internationale! Vive le communisme!

IV. LA LIBÉRATION DES CAMPS

*Publié le 24 janvier 2020, à l'occasion
du 75^e anniversaire de la libération des camps
de la mort nazis par l'Armée rouge*

Il y a 75 ans, les troupes soviétiques pénétraient en Allemagne. Elles découvraient l'univers exterminatoire nazi. Si le système concentrationnaire était connu depuis sa création en 1933, celui-ci était placé sous le sceau du secret. Seuls ses bourreaux et quelques survivants, échappés ou libérés, avaient pu en parler. Ils n'avaient pas été crus. Ceux qui portaient dans les convois portaient vers le néant, vers la nuit et le brouillard.

Près de 4 millions de personnes ont pris ce chemin. À cela s'ajoute celles et ceux tués par les balles, par la faim, par la maladie, par la guerre elle-même. Une poignée, un nombre minuscule en sont revenus. Nos pensées vont vers ces victimes, vers leurs proches, leurs descendants et leurs descendantes. Pour que leur voix soit entendue, pour qu'elle soit écoutée, il a fallu des années de lutte.

Révélé à la face du monde, le crime nazi est, 75 ans après, un marqueur de l'horreur absolue. Les survivants et survivantes ont dépeint un univers invraisemblable. Un univers de règles absurdes, infâmes, où les châtements, l'arbitraire et la mort sont omniprésents. Une société parallèle, dans laquelle toutes les normes et les convenances qui caractérisent la civilisation sont abolies. Un monde mu par un objectif : rentabiliser et industrialiser la mort des êtres humains.

Les nazis ont accordé une priorité immense à ce projet. Cette priorité était si grande qu'elle justifiait la priorité des convois vers les camps d'extermination. En 1944/1945 alors que le réseau ferré était disloqué, que le combustible était rationné et que les locomotives étaient attaquées sans répit par l'aviation, les convois roulaient toujours.

Les nazis ont nourri une vision millénariste⁹ et eschatologique¹⁰ de leur rôle. Un rôle d'élimination de tout ce qui pourrait « corrompre » leur race. Les études sur la mentalité des élites nazies¹¹ montrent que ces derniers s'étaient nourries d'un sentiment d'encerclement, de menace, de conspiration. Leur réponse a été le génocide.

9. Le millénarisme, ou chiliasme, est une doctrine religieuse qui soutient l'idée d'un règne terrestre du Messie, après que celui-ci aura chassé l'Antéchrist et préalablement au Jugement dernier.

10. L'eschatologie est le discours sur la fin du monde ou la fin des temps. Il relève de la théologie et de la philosophie en lien avec les derniers temps, les derniers événements de l'histoire du monde ou l'ultime destinée du genre humain, couramment appelé la « fin du monde ».

11. C. Ingrao, *Croire et détruire : Les intellectuels dans la machine de guerre SS*, 2011.

À ce projet se sont rajoutés des intérêts très matériels, qui sont ceux qui ont permis l'arrivée au pouvoir de cette clique de bandits. La lutte contre le communisme, condensé dans la nébuleuse du judéo-bolchevisme. L'expansionnisme de l'impérialisme allemand. La volonté de devenir la puissance dominante du continent européen, puis du monde. Ce qui a fourni la base matérielle à la machine génocidaire nazie, c'est le grand capital.

Au nom de la lutte contre le judéo-bolchevisme, en prétendant agir pour la survie de la race, le grand capital allemand et le gouvernement nazi ont conjointement froidement organisé une élimination systématique de tout ce qui pouvait s'opposer à son ordre. En instrumentalisant les angoisses de la société allemande, les dirigeants nazis et la grande bourgeoisie allemande ont préparé le plus grand conflit de l'histoire de l'humanité.

Les nazis n'ont pas inventé la déshumanisation des cibles et des victimes. L'impérialisme et le colonialisme l'avaient fait avant eux. Le colonialisme a justifié racialement, derrière l'argument de la civilisation ou de la supériorité génétique, la domination la plus brutale. Le nazisme est à la croisée des chemins, entre l'extermination des populations en Afrique, l'extermination mi-raciale, mi-politique des Arméniens, et l'application stricte du colonialisme en Europe de l'Est.

Cette filiation entre le nazisme et l'impérialisme avait déjà été dénoncée par Aimé Césaire :

« Il faudrait d'abord étudier comment la colonisation travaille à déciviliser le colonisateur, à l'abrutir au sens propre du mot, à le dégrader, à le réveiller aux instincts enfouis, à la convoitise, à la violence, à la haine raciale, au relativisme moral.

[...] c'est du nazisme, oui, mais qu'avant d'en être la victime, on en a été le complice ; que ce nazisme-là, on l'a supporté avant de le subir, on l'a absous, on a fermé l'œil là-dessus, on l'a légitimé, parce que, jusque-là, il ne s'était appliqué qu'à des peuples non européens ; que ce nazisme-là, on l'a cultivé, on en est responsable.

[...]

Oui, il vaudrait la peine d'étudier, cliniquement, dans le détail, les démarches d'Hitler et de l'hitlérisme et de révéler au très distingué, très humaniste, très chrétien bourgeois du XX^e siècle qu'il porte en lui un Hitler qui s'ignore,

qu'Hitler l'habite, qu'Hitler est son démon, que s'il le vitupère, c'est par manque de logique, et qu'au fond, ce qu'il ne pardonne pas à Hitler, ce n'est pas le crime en soi, le crime contre l'homme, ce n'est pas l'humiliation de l'homme en soi, c'est le crime contre l'homme blanc, c'est l'humiliation de l'homme blanc, et d'avoir appliqué à l'Europe des procédés colonialistes dont ne relevaient jusqu'ici que les Arabes d'Algérie, les coolies de l'Inde et les nègres d'Afrique »¹²

Les SS se sont construits des fortunes personnelles sur le détournement des richesses, sur les vols, les extorsions et les spoliations. Mais ils n'ont pas été seuls. Les propriétés foncières et immobilières des Juifs ont été un enjeu de spéculation et d'enrichissement dans tous les pays occupés — France comprise !¹³

Dans chaque pays, les nazis ont pu trouver des relais pour faciliter leur travail d'extermination. L'État français, dès avant la guerre, avant la mort de la III^e République, avait ouvert des camps de concentration pour y interner les Juifs allemands, les communistes et les combattants républicains. Sous le régime de Vichy, les autorités ont non seulement offert leur aide, mais ont même dépassé les attentes des nazis. Des fortunes se sont bâties sur ces crimes, comme celle de L'Oréal, comme celle de Coco Chanel, comme celle de Louis Renault.

Aujourd'hui, certains pays tentent de taire la réalité de cette collaboration. Les antisémites polonais, en dépit du statut de victime de ce pays, n'ont pas hésité à contribuer à l'anéantissement des Juifs. La Pologne a ainsi tenté d'interdire l'évocation de cette collaboration.¹⁴

Après la guerre, à l'ouest, les fonctionnaires nazis sont restés en place, ont continué leur travail, se protégeant mutuellement. Après une rapide épuration, il faut attendre le milieu des années 1960 pour que des procès aient lieu. D'autres nazis sans emplois ont trouvé leur place dans les services secrets, à la CIA ou dans l'organisation *Gehlen*. Ils étaient trop précieux, leur savoir-faire trop important, pour ne pas l'utiliser contre l'Union soviétique. Dans bien des cas, les bourreaux n'ont été jugés que lorsqu'ils n'avaient plus d'utilité aux yeux de leurs nouveaux employeurs. De même, la condamnation de la collaboration

12. A. Césaire, *Discours sur le colonialisme*, 1950.

13. « La spoliation des juifs, une politique d'État (1940-1944) », *Mémorial de la Shoah*.

14. « L'occupation de la Pologne par les nazis : face brillante, face sombre », *France culture*, 20 février 2018.

étatique n'est arrivée qu'à un moment, 50 ans après, où elle ne risquait guère plus d'incriminer quelque fonctionnaire zélé.

Des individus sans scrupules ont essayé d'instrumentaliser l'existence du système concentrationnaire nazi. Les crypto-nazis comme Ernst Nolte, historien allemand, en ont fait une réponse à la violence bolchevique. Ils ont justifié l'existence du nazisme comme le moyen de défense de la civilisation contre l'hydre communiste. Le but ultime étant à la fois de salir le mouvement révolutionnaire, mais également de réhabiliter le national-socialisme.

Quoi qu'on puisse penser du système répressif soviétique, celui-ci n'a jamais eu comme ambition d'exterminer des parties de la population. Ceux qui ont essayé d'inventer une similarité dans les moyens et dans les buts entre les nazis et les communistes se sont heurtés au prisme de la réalité. Le système carcéral soviétique était le reflet de la lutte aiguë entre les classes sociales et de l'extraordinaire difficulté de la construction du socialisme. Surtout, même dans les moments de répression les plus violents, dont l'ampleur échappait à leurs initiateurs premiers¹⁵, le but n'a jamais été d'exterminer les individus, et ceux-ci n'étaient pas ciblés d'office en raison de leur naissance.¹⁶ Dékoulakisation ou grandes purges ont ciblé des individus en rapport à leur positionnement social ou idéologique, pas pour leur race ou leur religion.

Aujourd'hui, alors que seuls des fanatiques anticommunistes la défendent, l'assimilation entre le nazisme et le communisme est toujours influente dans la société. Elle sert souvent, par effet d'amalgame, à salir la lutte politique contre la bourgeoisie. Amalgamer l'histoire soviétique, avec ses travers et ses défaillances, et la Shoah, constitue l'un des plus épouvantables tours de passe-passe de la bourgeoisie.

Nous ne pouvons accepter que les génocides soient utilisés sans vergogne. Il est inacceptable que le souvenir du génocide juif soit un argument pour rendre imperméable à la critique la politique d'Israël. Nous n'acceptons pas non plus ceux qui font la démarche inverse, et qui utilisent l'impérialisme et le colonialisme israélien comme une justification du génocide. Les deux sont répugnants.

15. J. Arch Getty, *Origins of the Great Purges: The Soviet Communist Party Reconsidered, 1933-1938*, Cambridge University Press, 1996.

16. J. Arch Getty, G. T. Rittersporn & V. N. Zemskov, « Les victimes de la répression pénale dans l'U.R.S.S. d'avant-guerre : une première enquête à partir du témoignage des archives », *Revue des Études Slaves*, tome 65, fascicule 4, 1993, p. 631-670.

D'autres, au contraire, veulent effacer le souvenir de ces crimes pour mieux les réaliser à nouveau. Les négationnistes et les révisionnistes ont encore pignon sur rue, à l'heure actuelle.

Aujourd'hui, certains rêvent toujours de faire revivre cet univers d'extermination. Aujourd'hui, des équations tout aussi inquiétantes émergent. Le paradigme de l'islamo-gauchisme prend la place du judéo-bolchevisme, occupe la même fonction. Les nuages noirs du conspirationnisme, de l'escalade militaire, de la caporalisation de la société, s'amoncellent à nouveau. Il n'existe aucune garantie qu'un nouvel orage ne se déchaîne pas.

Commémorer, ce n'est uniquement que regarder vers le passé. C'est également prendre conscience que les conditions qui ont permis à la conférence de Wannsee d'avoir lieu sont toujours réunies. Comme le disait Alain Resnais en 1956 dans le film *Nuit et brouillard*:

« Il y a nous, qui regardons sincèrement ces ruines comme si le vieux monstre concentrationnaire était mort sous les décombres, qui feignons de reprendre espoir devant cette image qui s'éloigne, comme si on guérissait de la peste concentrationnaire, nous qui feignons de croire que tout cela est d'un seul temps et d'un seul pays, et qui ne pensons pas à regarder autour de nous, et qui n'entendons pas qu'on crie sans fin. »¹⁷

17. A. Resnais, *Nuit et brouillard*, 1956.

V. ADOLF HITLER

*Publié le 30 avril 2020, à l'occasion
du 75^e anniversaire du suicide de Adolf Hitler*

Il y a 75 ans, Adolf Hitler, chancelier et *Führer* du Reich, se suicidait dans le bunker de la chancellerie. Le soir même, le drapeau rouge, marqué du marteau et de la faucille, flottait sur Berlin. Quelques jours auparavant, Benito Mussolini, le Duce italien, périssait sous les balles des partisans italiens, avant d'être exposé publiquement avec sa maîtresse.

La Guerre mondiale en Europe touchait à sa fin. Elle avait englouti près de 40 millions d'européens, dont une très grande majorité de civils. Certains États, comme la RSS de Biélorussie, ont perdu un habitant sur 4.

Hitler, en tant qu'individu, était un fanatique. Un fanatique impérialiste, anticommuniste et antisémite. Il était également le fils d'une époque. Il n'a pas inventé sa théorie criminelle, il l'a reprise. Il a repris l'antisémitisme courant, notamment nourri par le tsarisme. Il a repris les désirs coloniaux et le mépris racial propre à ce système. Il a repris la haine du communisme, puisque celui-ci refusait la Guerre mondiale et la hiérarchie en classes.

Des individus comme Hitler, il en a existé et il en existe des milliers dans le monde. Heureusement tous n'arrivent pas au pouvoir. Et ils n'arrivent pas seuls à celui-ci.

Ce n'est ni son charisme personnel, ni ses talents, qui lui ont permis de pouvoir occuper les fonctions suprêmes du Reich. Hitler, comme Mussolini, comme l'amiral Horthy en Hongrie, ou comme Franco, ont été installés, portés au pouvoir. Ils étaient des outils. Des outils qui servaient, consciemment ou non, les intérêts politiques et géopolitiques d'acteurs puissants.

Hitler, comme les autres, était un rempart. Un rempart de la réaction contre la menace de la révolution prolétarienne. Il était l'outil des cartels industriels et bancaires pour permettre de nettoyer une Allemagne encore secouée des soubresauts de sa révolution. Derrière les arguments de la race au-dessus de tout, de la nation transcendant et abolissant les classes, derrière la « lutte du sang contre l'or » se nichaient les intérêts très solidement matérialistes de Thyssen, de Krupp, de Blohm & Voss. Éliminer les bolcheviques, éliminer toute structure sociale et culturelle qui ne soit pas inféodée aux buts criminels du régime, mobiliser l'Allemagne pour la guerre impérialiste.

Hitler et son régime de crime ont trouvé bien des gens pour l'applaudir. En France, malgré la peur du réarmement, il a été soutenu comme un moyen de contrer l'URSS. En Angleterre, surtout, tout a été mis en œuvre pour que l'Allemagne nazie soit en mesure de faire la guerre et de la remporter. Si Churchill

s'est montré un farouche anti-nazi durant la Seconde Guerre mondiale, il ne faut pas oublier que lui aussi, conjointement à Neuville Chamberlain, il l'a salué.

En investissant Hitler d'un pouvoir considérable, ni les dirigeants de cartels ni les politiciens pensaient avoir trouvé le laquais parfait. Cela amène à une considération : la grande bourgeoisie allemande a soutenu le régime jusqu'à son effondrement inéluctable. En dépit d'une certaine autonomisation de l'empire financier SS ou des *Reichswerken Hermann Göring*, l'État nazi n'a jamais été coupé de sa base de classe. Il a représenté une interface brutale, terroriste, mais chargée de la même mission que les autres États bourgeois : assurer au mieux possible les intérêts de ses commanditaires. Et si Hitler et sa clique sont arrivés et venus, dans la victoire ou défaite, les groupes industriels et leurs patrons sont restés en place.

Leur soutien n'a été retiré au *Führer* qu'au moment où la défaite était inéluctable et où il fallait négocier... avec l'Occident.

En revanche, le pion que les Anglais et Français se réjouissaient d'avoir les a mordus à la gorge. Contre toute attente, l'accord tactique entre les deux ennemis mortels a bouleversé les plans des impérialistes et des fauteurs de guerre.

La guerre est connue. Elle a été terrible. Elle a saigné le monde. Durant son règne de terreur, le régime nazi a pu entreprendre la mise en esclavage de tout un continent. Le régime a également entrepris froidement, méthodiquement, l'extermination de pans entiers de sa population sur des critères de naissance. Cette barbarie criminelle a représenté l'application suprême des thèses génocidaires nées dans le colonialisme.

Elle a également atteint partiellement les buts qu'elle s'était fixée. Elle a ravagé le camp du socialisme, mettant à bas l'immense travail accompli par les peuples d'URSS, au prix d'efforts incroyables. Il n'est pas possible d'ailleurs d'isoler cette saignée de 27 millions de personnes de la réapparition de tendances droitières, réclamant une NEP-bis.

En dépit de ses efforts, en dépit du poids immense d'une Europe réduite en esclavage, l'hitlérisme n'est pas parvenu à ses fins. Il a été miné de l'intérieur, par la résistance, y compris au sein des camps de travail. Il a été broyé par l'extérieur, face aux armées de la coalition anti-fasciste.

Dans une série de batailles, principalement contre l'Armée Rouge, l'Allemagne nazie a été battue, écrasée. À ce titre, nous trouvons injustifiable que son rôle

soit minimisé ou qu'elle puisse être renvoyée dos à dos à la Wehrmacht et la SS. Mais il est tout aussi idiot de nier le rôle vital du prêt-bail, et la solidarité, l'abnégation, des autres belligérants.

Le 30 avril 1945, au milieu des ruines, Hitler mettait donc fin à sa vie.

Mais son ordre a survécu. Il a survécu dans l'administration de la RFA, dans ses services secrets, l'organisation Gehlen. Il a survécu dans toutes les dictatures de l'après-guerre, dans lesquelles des individus comme Hans-Ulrich Rudel ou Klaus Barbie ont joué des rôles importants. Il a survécu dans la guerre froide. Dans les opérations militaires dirigées contre l'URSS jusqu'en 1956, dans les réseaux d'assassins et de terroristes, tels que la loge P2, Gladio et les *stay behind* de la CIA.

Il survit encore dans l'actualité récente avec les groupes fascistes en mèche avec l'État allemand du NSU mais aussi de la *Leaderless resistance* aux USA, ou encore du *Blood & honor* partout dans le monde.

Philosophiquement, il a survécu dans le colonialisme, le suprémacisme, le racisme et l'antisémitisme. Il est resté un monstre tapi dans l'ombre, mais bien pourtant bien réel. Un monstre qui se nourrit des peurs.

À chaque crise, à chaque moment d'incertitude, il répareit. Aujourd'hui, alors que la pandémie secoue de fond en comble la société, le discours chauvin, xénophobe, raciste et conspiratif renaît avec une ampleur nouvelle. Il cherche les bouc-émissaires des malheurs du monde, il cherche les réponses simplistes aux problèmes profonds. Il cherche la mobilisation réactionnaire pour de nouvelles guerres et de nouvelles Shoah.

Il y a 75 ans comme aujourd'hui, il est impératif de combattre avec la dernière extrémité cette création. Alors que se profile à l'horizon une ère de luttes immenses, ne laissons jamais les agents de la réaction, les valets du patronat, diviser ceux qui croulent sous les poids des mêmes chaînes : celles des exploités, des bourgeoisies, des impérialismes.

VI. LA FIN DE LA GUERRE EN EUROPE

*Publié le 9 mai 2020, à l'occasion
du 75^e anniversaire de la fin
de la 2^{de} Guerre Mondiale en Europe*

1. 75 ANS AUPARAVANT, LA SECONDE GUERRE MONDIALE PRENAIT FIN EN EUROPE

La victoire soviétique à Berlin mettait fin au « Reich millénaire » de Adolf Hitler. Les troupes de toutes les Républiques soviétiques, commandées par les maréchaux Joukov, Koniev, Rokossovski et Tchouïkov brisaient la résistance autour des lieux stratégiques du pouvoir nazi. Le Führer était mort. Mussolini était mort. Les régimes cobelligérants et collaborationnistes étaient défaits. Seul le Japon se dressait encore comme un obstacle à la paix. L'Europe découvrait la réalité du génocide juif, celle du génocide tzigane. Elle découvrait aussi l'étendue des dévastations et des crimes de guerre. Les efforts combinés de la coalition anti-fasciste ont permis de mettre un terme au projet de partage du monde de l'Axe. Ils ont également stoppé le projet d'annihilation de populations entières. 75 ans après, il ne faut pas l'oublier ou en faire une exception du passé. La victoire contre le nazisme doit être célébrée et doit être commémorée. 40 millions d'Européens et d'Européennes, de tous âges, de toutes confessions, de tous bords sont morts. À cela, il faut ajouter plus de 20 millions de victimes en Asie. La grande majorité de celles-ci sont des civils et des civiles, principalement des citoyens et des citoyennes de la Chine et de l'URSS.

Ne les laissons pas tomber dans l'oubli, ne les laissons pas non plus être le marchepied de gens cyniques. Oui, il faut célébrer la victoire contre le fascisme, le nazisme et le militarisme japonais. Mais cette célébration, pour ne pas être creuse, doit être accompagnée d'un certain recul, d'un regard critique sur la manière dont doivent être considérées tant la guerre que la victoire finale. La Seconde Guerre mondiale est une guerre d'étape. Elle s'intercale dans un court XX^e siècle (1914-1991) marqué par la Première Guerre mondiale, les révolutions, la montée des fascismes, la Seconde Guerre mondiale, puis la Guerre froide. Elle n'est pas un événement isolé. Elle est donc dans un ensemble qui ne peut être découpé artificiellement en tranches, mais qui forme, au contraire un continuum. C'est ce qui explique la nature particulière, complexe, contradictoire, et le paroxysme de violence de son événement central. La Seconde Guerre mondiale est une guerre à la croisée des chemins. Elle est à la fois une guerre « classique » de repartage des sphères d'influence entre puissances ; à la fois une guerre coloniale et à la fois s'inscrit dans une croisade anti-communiste mondiale. C'est cette conjonction qui a servi de catalyseur.

A. LA GUERRE IMPÉRIALISTE

La Seconde Guerre mondiale s'inscrit donc dans une lutte entre les puissances impérialistes. Une lutte avec un camp formé par les puissances traditionnelles, France, Usa, Angleterre, possédant des empires coloniaux ou des sphères d'influences déjà bien délimitées, anciennes. De l'autre, le camp des *outsiders*: l'Allemagne, qui avait tout perdu après le traité de Versailles, l'Italie fasciste, à la victoire mutilée, le Japon militariste, qui ne parvient pas à venir à bout de la Chine.

Dans un monde plein, partagé depuis 1885 entre les grandes puissances, le mouvement de l'un joue forcément sur les autres. Seules la Chine et l'URSS restent des espaces qui ne sont pas inclus dans ces jeux des puissances. L'une trop vaste, trop peuplée, trop chaotique pour être découpée en colonies. L'autre choisissant la voie du socialisme et de l'anti-impérialisme, s'érigeant elle-même en puissance économique et industrielle, se dotant des moyens de se défendre.

Pour les trois *outsiders*, il faut soit s'en prendre à ces espaces à conquérir, soit risquer la confrontation. Or, leurs concurrents, tout comme leurs proies, ne restent pas les bras ballants. Soit elles prennent la mesure de la menace, comme les USA avec le Japon, qui lui coupe progressivement les vivres, soit elles essaient de les exciter à la guerre pour servir leurs propres intérêts, comme l'Angleterre avec l'Allemagne. Il s'en suit une des pages les plus répugnantes de l'histoire diplomatique, dans laquelle les puissances européennes jouent un jeu dangereux, nourrissant la bête nazie avec des compromis, tout cela en ayant l'espoir qu'elle saute à la gorge de l'URSS.

B. LA CROISADE ANTISOVIÉTIQUE

Pourquoi l'URSS? Pour une raison double. D'une part, 1/6^e du monde était hors de l'emprise des investissements étrangers, hors des griffes des bandits impérialistes. Et pour eux, il s'agissait d'un terrible supplice de Tantale. Un immense espace, des perspectives d'une dimension incroyable, tout cela excitait leur appétit. Le souvenir de la perte des investissements et des prêts concédés au Tsar aiguillait également les appétits féroces.

De l'autre, il y avait l'importance primordiale de lutter contre le bastion de la Révolution, contre le bolchevisme, contre l'émergence d'un pôle libéré de la bourgeoisie et du capitalisme. Cette croisade a été le fil conducteur du XX^e siècle. Elle s'est manifestée dès les premiers jours de la République des Soviets par l'envoi de troupes pour mater les révolutionnaires. Par la construc-

tion d'un cordon sanitaire, autour de pouvoir politiques dictatoriaux. Par les menaces de guerre, les tentatives d'isolement, les coups de force. Entre 1917 et 1941, l'Union soviétique a été plus d'une fois sur le pied de guerre. Elle était encerclée par des puissances hostiles, qui voulaient sa perte. Deux d'entre elles avaient déjà battu l'Empire tsariste, le Japon entre 1904-1905, l'Allemagne entre 1914-1917. Hitler et ses sbires ont été dressés à traquer le bolchevisme. Ils ont d'ailleurs été encouragés par la politique complice de l'*appeasement* à se doter des moyens de le faire.

L'Union soviétique menait une double politique, une politique de soutien aux communistes tout comme une *realpolitik* d'État. Avec l'approche toujours plus pressante de la guerre, cette dernière prenait le pas sur la première. Il n'en demeure pas moins que l'Union soviétique était traitée comme une pestiférée par les autres puissances impérialistes. C'est ce qui explique le cynisme de leur diplomatie. Les pays impérialistes, d'ailleurs, ne parvenaient pas à trouver de consensus sur la manière de venir à bout de l'URSS. Ils étaient en concurrence les uns avec les autres. C'est pour cela qu'ils ourdissaient plans sur plans, non seulement pour bien se positionner eux-mêmes, mais pour faire tirer les marrons du feu par les autres.

D'où le rejet de la sécurité collective proposée par le gouvernement soviétique et défendue par Litvinov. À cela, ils ont répondu par le choix des jeux d'alliance. Des jeux d'alliances retors, pour faire se prendre à la gorge Allemagne et URSS. Des jeux retors qui se sont retournés, en dernière instance, contre eux, leur avidité ayant causé leur perte.

C. LA GUERRE COLONIALE ET RACISTE

Si les deux autres points sont souvent évoqués, il manque un dernier aspect, essentiel pourtant. Celui qui vient donner un caractère spécifique à la guerre. Elle est fanatiquement anticommuniste, raciste et colonialiste. D'ailleurs, il faut commencer par reconnaître une chose : les nazis n'avaient pas le monopole des régimes racistes et génocidaires.

Depuis la Guerre froide, la tendance est à une comparaison cynique entre l'URSS sous la direction stalinienne et l'Allemagne nazie. Cette comparaison mérite d'être analysée. Tout comme toute analyse, elle demande un protocole scientifique. Si on isole complètement du reste du monde les deux régimes, on retrouve sans problème des similitudes dans la forme que pouvait prendre le pouvoir, notamment si on limite le champ d'étude à la période de la « Grande Terreur » ou à des épisodes dans lesquels la répression a été employée de manière

parfois démesurée, comme dans la collectivisation forcée.

Mais ce comparatisme isolé nous prive de regarder ce qui se passait ailleurs au même moment. Si nous comparons l'Allemagne nazie avec la France et l'Angleterre « démocratique », effectivement la répression telle qu'elle est employée en Allemagne ne trouvera pas un répondant aussi fort dans ces pays. Et ce même si la III^e République avait ses camps de concentration et n'avait pas forcément d'hésitation à faire tirer sur la foule. Pour les USA, on retrouve par contre les lynchages de noirs, l'inégalité juridique consacrée, le suprémacisme raciste exalté.

Allons plus loin. Qu'est-ce qui constitue la France et l'Angleterre à cette époque ? La métropole, malgré ses grandes zones de misère, n'en est pas moins alimentée, sous perfusion, par le système colonial. C'est ce système colonial qu'on ôte de toute logique comparative, hypocritement. Or, il est le fondement de la puissance des deux pays libéraux, il est d'ailleurs ce qui lui permet d'être libéral. Un regard même simpliste, même superficiel, vers les colonies permet de replacer les choses à leur juste place. C'est dans le système colonial, la déshumanisation, le racisme exacerbé, justifié, que se trouvent les racines du nazisme, que se trouvent les fondements qui ont permis de pousser jusqu'à l'extermination de peuples.

Le but premier de l'Allemagne n'était pas tant la conquête du monde dans son ensemble, que l'établissement d'une zone coloniale sur le continent européen. L'Empire colonial allemand de la fin du XIX^e, construit tardivement dans des zones éloignées, a été isolé en un tour de main par les puissantes flottes anglaises, françaises et japonaises.

Pour ne pas revivre la même situation, le blocus, la vulnérabilité, la faim, l'Allemagne nazie a repris le *Drang nach Osten* (La Marche vers l'est). Elle s'est définie comme objectif de construire cet empire sur les espaces occupés par les peuples slaves.

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, le nazisme a appliqué sur ces régions les mêmes méthodes et les mêmes moyens que l'Europe démocratique et civilisée avait employés en Afrique ou en Asie, ou que le Japon employait en Chine. Ses soudards, enivrés de leurs droits seigneuriaux, conférés par leur prétendue supériorité raciale, se sont comportés avec la même morgue et le même mépris de la vie humaine que les Occidentaux quelques années auparavant.

D. QUAND TOCQUEVILLE ANTICIPE LE NAZISME

Rappelons les écrits de Tocqueville en 1841 :

«Je crois que le droit de la guerre nous autorise à ravager le pays et que nous devons le faire soit en détruisant les moissons à l'époque de la récolte, soit dans tous les temps en faisant de ces incursions rapides qu'on nomme razzias et qui ont pour objet de s'emparer des hommes ou des troupeaux. [...] Je dirai aussi que les grandes expéditions me paraissent de loin en loin nécessaires :

1. Pour continuer à montrer aux Arabes et à nos soldats qu'il n'y a pas dans le pays d'obstacles qui puissent nous arrêter ;
2. Pour détruire tout ce qui ressemble à une agrégation permanente de population, ou en d'autres termes à une ville. Je crois de la plus haute importance de ne laisser subsister ou s'élever aucune ville dans les domaines d'Abd-el-Kader.»¹⁸

Tocqueville, par ailleurs, se rend bien compte de quel type d'hommes le colonialisme accouche :

«On ne peut se dissimuler que l'officier qui une fois a adopté l'Afrique, et en a fait son théâtre, n'y contracte bientôt des habitudes, des façons de penser et d'agir très dangereuses partout, mais surtout dans un pays libre. Il y prend l'usage et le goût d'un gouvernement dur, violent, arbitraire et grossier. C'est là une éducation que je ne me soucie pas de généraliser et de répandre. Sous le point de vue militaire, j'admire ces hommes ; mais je confesse qu'ils me font peur et que je me demande ce que nous ferions d'un grand nombre d'hommes semblables, s'ils rentraient parmi nous.»¹⁹

Lorsque l'Allemagne envahit la France, la Belgique, la Hollande... elle impose un ordre d'occupation criminel, appuyé sur les collaborationnistes (souvent motivés par l'anticommunisme et le racisme eux aussi.) Mais la guerre à l'est se dote d'une dimension supplémentaire : il faut éradiquer la civilisation, la culture, les élites. Il faut réduire en esclavage l'intégralité de la population. Même ceux qui regardaient d'un bon œil l'arrivée des nazis ont

18. A. de Tocqueville, *Travail sur l'Algérie*, 1841.

19. *Ibid.*

déchanté. Derrière les méthodes de Tocqueville point déjà le *Kommissarbefehl* et les Einsatzgruppen. Encore que Tocqueville ne recherchait que le contrôle et la domination, pas encore l'espace vide d'hommes prêt à être colonisé par les Européens. Il est d'ailleurs difficile de ne pas souligner la continuité qui existe entre cette guerre et les suivantes. Notamment le fait que, au moment même où l'armistice est signé en Europe, la France entame le massacre des Algériens. C'est la conjugaison de ces trois facteurs, guerre impérialiste, guerre anticomuniste, guerre coloniale qui donne son contenu à la Seconde Guerre mondiale, à la Shoah, aux villes éventrées, aux millions et aux millions de morts et de mortes. À «l'ensauvagement» d'un continent.

2. LE NAZISME : LA MOBILISATION PAR LA PEUR ET LA CONSPIRATION

Qu'est-ce qui peut pousser un peuple comme les autres à se lancer dans un conflit de cette nature ? Pour beaucoup de contemporains, témoins de cette époque, il était difficile à croire que le régime nazi irait au bout de la logique évoquée dans *Mein Kampf* (1925). Au moment où Hitler arrive au pouvoir, son anticommunisme et son antisémitisme ne le démarquent pas spécialement d'autres acteurs politiques. Il est un fanatique parmi d'autres. Même arrivé au pouvoir, la plupart des Juifs pensent qu'il ne fait que passer, que sa politique est de la réclame, et que si les choses promettent d'être difficiles, elles ne seront qu'une épreuve parmi d'autres. L'antisémitisme est un fonds de commerce courant dans tous les pays. Ni la France, ni la Russie Tsariste, ni la Pologne ou les USA ne se démarquent particulièrement de l'Allemagne.

De plus, il paraît douteux que le peuple allemand, peuple de l'*Aufklärung*, de la réforme protestante, de Goethe, de Marx et de Kant, aille jusqu'à réaliser les projets du Führer. C'est ce qui explique une émigration plutôt tardive... Émigration qui aboutissait parfois dans les camps de concentration de la III^e République, dans lesquels plusieurs centaines de juifs sont morts de faim avant même la guerre. Tout au plus, certains s'imaginaient que cela était possible chez les semi-sauvages de la steppe, mais pas dans la Bavière civilisée.

Pourtant ce qui est arrivé est arrivé. Les nazis sont parvenus à mobiliser le peuple allemand, à le remodeler, à en faire des soldats fanatisés. Même ceux et celles qui pouvaient adhérer aux grands syndicats, soutenir le SPD ou le KPD ont fini par revêtir l'uniforme *feldgrau*, ou le noir de la SS. Ce « tour de force », les nazis l'ont réalisé en instrumentalisant les peurs et les espoirs.

Les fascistes possèdent une certaine maestria pour ce qui est de partir de peurs et d'inquiétudes réelles, du sentiment populaire, et de le détourner pour le mettre à profit de ceux qui causent la très grande majorité de leurs maux. Les nazis ont ainsi employé plusieurs angoisses présentes dans la société allemande de l'entre-deux-guerres et les ont transformés en mouvement de masse réactionnaire pour servir les objectifs de la grande bourgeoisie allemande.

A. LE TRAUMATISME DE 1918 ET LA RUHR

La population allemande a été traumatisée par la défaite de 1918 et par le traité de Versailles. L'Allemagne a été injustement reconnue comme étant la

seule responsable de la boucherie de 1914-1918. Une guerre, pourtant, désirée largement par la plupart des impérialistes.²⁰ La guerre dévore les hommes et les ressources. Tous les pays s'endettent. Il faut donc un butin de guerre pour le compenser. C'est l'Allemagne qui est désignée comme devant payer l'addition.

Le traité de Versailles, imposé par la France, exige des réparations de guerre sans fin. Leur paiement ruine l'Allemagne et l'empêche de se relever. Chômage, hyperinflation, misère... Un terreau favorable pour le fascisme.

D'autant que la sortie de la guerre ne s'est pas faite par une défaite militaire classique. L'Allemagne et son armée étaient épuisées, à bout de souffle. Si la Révolution russe et la paix de Brest-Litovsk soulageaient la pression sur son front est, l'entrée en guerre des Américains et l'amélioration du ravitaillement pour les Alliés ne laissent pas entrevoir d'espoir. D'immenses grèves naissent en janvier 1918. Elles décantent en une série de luttes sociales, qui ne laissent comme choix au Kaiser que celui de céder du terrain. Un régime parlementaire naît, tandis que l'armée se délite. Le 9 novembre, la République est proclamée et le 11, l'armistice est signé.

La guerre civile allemande prend le relais jusque 1919. Les futurs nazis participent à la répression des pro-soviets. Ils vouent une haine incommensurable à tous ceux et celles qui ont défendu l'idée de paix. Ils les accusent d'avoir livré l'Allemagne à ses bourreaux avides de sang et d'or. Le fait qu'une partie de ces révolutionnaires aient été juifs ou étrangers a permis aussi de construire une mythologie : celle de la conspiration judéo-bolchevique, apatride, travaillant en sous-main pour le grand capital internationalisé. Cette idée de la présence de traîtres à la patrie, d'agents de l'étranger, insaisissables, qu'il fallait extirper, a nourri la rhétorique nazie.

Le découpage des frontières qui a suivi le traité de Versailles a été un autre traumatisme. L'Allemagne se trouvait séparée par le couloir de Dantzig, couloir qui l'éloignait du cœur historique de la germanité : Königsberg et la Prusse Orientale. La ville de Kant était désormais séparée du reste de l'Allemagne. Cette séparation joue un rôle de premier plan dans le discours ultra-nationaliste, en se servant d'elle comme illustration d'une volonté d'anéantissement philosophique et culturel de la germanité. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si, parmi les intellectuels du régime nazi, on retrouvait un nombre important de

20. Jean-Luc Mélenchon parlait encore, pour le centenaire de 1918, de boucherie déclenchée par le Kaiser.

docteurs dans ce domaine.²¹

L'occupation de la Ruhr par l'armée française a été le dernier point phare. La France, la Belgique et l'Angleterre envahissent en janvier 1923 cette partie de l'Allemagne. Elle prend fin en 1925, mais la France maintient ses positions jusqu'en 1930. L'occupation, pendant 7 ans, d'une grande partie du territoire allemand, a mis au contact les populations du pays et la troupe française. Celle-ci a parfois noué des relations avec la population allemande, ou parfois s'est comportée de manière exécrationnelle avec elle. Notamment, comme dans toutes les occupations militaires, nous retrouvons des viols et des violences. Les nazis les ont utilisées, en particulier lorsqu'elles impliquaient des soldats coloniaux, pour dessiner un plan d'extermination génétique, cette fois, de la population. La « honte noire », liée à la naissance de 24 000 métis, est devenue un sujet récurrent.

B. CONSTRUIRE LE NAZI

Tandis que les militants et militantes du KPD mettaient en avant la lutte des classes, se devaient d'expliquer la complexité de la situation internationale et économique, les nazis ont joué la carte de l'approche brutale. En tout premier lieu, ils ne se sont jamais privés de recourir au mensonge politique. Hitler s'en vantait d'ailleurs dans *Mein Kampf* (1925). À partir du moment où la vérité et la cohérence n'encombraient plus les discours, tout est permis. Ne cherchant pas à expliquer, mais à mobiliser, il leur était possible d'appuyer les pires penchants individualistes et populistes dans la société. En utilisant une « ligne de masse » perverse, ils ont permis aux pires aspects de la société de s'exprimer.

Ils ont placé la race et sa protection au-dessus de tout, transcendant les divisions de classe. Ils ont limité l'exploitation à l'action de quelques profiteurs, ou à celui du capital étranger, avide d'or. Le climat de panique, le sentiment d'encerclement, les campagnes de terreur menées par les nazis, ont permis de générer un état d'esprit propice pour une guerre. Ils n'ont pu le faire qu'en réussissant, aussi, à s'appuyer sur une masse de chômeurs, de déclassés, de la petite bourgeoisie terrifiée par le fait de tout perdre. Ils se sont appuyés sur ceux qui étaient individualisés, atomisés, et qui étaient pris dans l'étau.

Les nazis les ont poussés à se haïr, à traquer l'ennemi racial, le souilleur, le communiste... Ils ont également nourri une certaine mentalité chez la population allemande. Une *Rassenseele*, une âme de race. Cette âme de race est fondamentale

21. Sur ce sujet, *Croire et détruire* (2011) de Christian Ingrao fait référence.

dans la construction du futur SS. Elle est un mélange du mépris typique du colonialiste, qui estime que c'est sa supériorité (génétique, culturelle...) qui lui donne le droit à dominer le monde. Elle est facile à inculquer et ne demande aucun effort. Au lieu d'être basée sur la culture, elle en est la négation. Comme cette âme était présente « par essence » chez les Allemands, chaque expression, chaque pulsion, chaque acte viscéral en était une émanation qu'il ne fallait pas combattre, mais exalter.

De ce point de vue là, les nazis ont bel et bien intégré l'idée nietzschéenne du surhomme : celui qui agit au-delà du bien et du mal. Pour canaliser cet encouragement à la brutalité et la violence, les nazis ont construit un régime de caserne, en s'appuyant sur le militarisme prussien. Ils ont aussi inventé une langue brutale, militaire, faite d'abréviations et de sonorité martiales : la *Lingua Tertii Imperii*, la langue du III^e Reich. Elle s'enrichit d'emprunts étrangers nombreux, mais également d'un vocabulaire ayant pour but de modeler la vision du monde. La *Weltanschauung*, compréhension du monde par l'intuition, application de la grille de lecture raciale au monde, permettait ainsi aux *Rassengenossen*, aux camarades de race, de repérer ce qui était *volksfremd*, étranger au peuple. Il leur était alors possible, en s'appuyant sur le *Führerprinzip*, le principe de commandement, de monter des *Strafexpedition*, expéditions punitives, pour frapper ceux qui n'étaient pas *völkisch*, c'est-à-dire « germaniques ». Une mentalité de race de seigneur, vouée à dominer le monde et à écraser les autres. Mais pas si différente de celle des colonisateurs, ailleurs.²²

Cette violence exaltée s'est adressée surtout à celles et ceux qui étaient les plus réceptifs. Ce qui n'avait pas une conscience de classe développée par le travail en commun. Cette ligne politique séduit tant les plus miséreux, qui rêvaient d'un Socialisme-National, mais également de rassurer ceux et celles qui vont leur permettre de fonctionner et d'atteindre leur but : les bourgeois.

Les nazis, et Hitler en leur sein, seraient restés une clique d'agitateurs s'ils n'avaient pas obtenu leur soutien. La grande bourgeoisie n'a pas misé exclusivement sur le NSDAP, mais elle en a fait un de ses pions. Il formait un moyen de contrer efficacement l'action du KPD et des syndicats. De plus, il avait un avantage : l'absence totale de rejet de l'action terroriste et de l'action répressive. En employant les défauts constitutionnels de la République de Weimar, les

22. Les mots-valise sont une spécialité de l'extrême-droite, qui fonctionne par inéssillation et par amalgame. Ils permettent de faire passer un message sans le justifier. Ainsi, l'utilisation de termes comme les *banksters* ou les *merdias*, est souvent employée par les conspirationnistes ou par les populistes. Elle évite la question de la classe sociale.

nazis ont provoqué incidents sur incidents jusqu'à ce qu'une crise de régime naisse. Cette crise de régime leur a permis de placer leur porte-lance au pouvoir.

Jamais d'ailleurs la grande bourgeoisie ne s'est retournée contre Hitler. Tout au plus a-t-elle convenu qu'il faudrait mieux négocier avec les Anglo-américains plutôt que de laisser les Soviétiques avancer plus loin. Seuls quelques-uns eurent à souffrir du régime nazi, comme Hugo Junkers, qui fut dépossédé de ses usines. D'autres joueront un rôle de protecteur, comme le céléberrime Oskar Schindler. Mais dans l'ensemble, l'appât du gain, les immenses commandes publiques, la possibilité d'expérimenter sur des cobayes humains et l'esclavage ne les ont pas heurtés.

C. LA GUERRE

La suite est connue. Arrivé au pouvoir Hitler liquide les parties les plus « populaires » de son Parti, les SA. C'est la nuit des longs couteaux. Il profite de l'incendie du Reichstag pour mettre en place la *Gleichschaltung*, la « synchronisation » du pays, avec l'appui des autres partis de droite. Une fois maître du pays, il se positionne internationalement comme un pangermaniste qui agit au nom du droit des peuples, mais aussi comme le rempart contre l'Union soviétique et le communisme. Non seulement il reçoit un soutien moral de la part des autres bourgeoisies, aux prises avec le mouvement ouvrier, mais également une aide de la part des gouvernements des pays capitalistes.

Grâce à la politique d'apaisement, il peut constituer progressivement le III^e Reich en englobant progressivement de plus en plus de territoires. Cela avec la complicité active de l'Angleterre (qui d'ailleurs autorise le réarmement naval en 1935) et passive de la France (qui se méfie un peu plus, mais suit le mouvement). Cela va jusqu'à l'humiliation du traité de Munich, en 1938, démembrant la Tchécoslovaquie au profit de l'Allemagne, de la Pologne et de la Hongrie. L'Union soviétique, qui a été la seule à mobiliser pour défendre les Tchécoslovaques, se retrouve prise au piège. Aurait-elle pu intervenir ? Probablement oui, mais en se heurtant immédiatement à une coalition occidentale et japonaise.

Les premières propositions faites pour un front anti-fasciste mondial n'ont lieu qu'à partir de mars 1939. Elles sont faites avec des atermoiements tels qu'ils enveniment la situation encore davantage. Staline indique qu'il ne fera pas le sale travail pour les autres. De son côté, le régime nazi propose une position simple : pas de guerre. Contre les espoirs occidentaux, l'URSS parvient à se tenir en dehors de la guerre en trouvant un modus vivendi avec l'Allemagne.

Cet accord, signé le 23 août 1939, continue de faire couler beaucoup d'encre. Pourtant il n'était pas différent, dans sa nature, des accords que possédaient les Polonais avec les Allemands, ou avec les démocraties libérales. La seule différence était sa conclusion : elle prenait à leur propre piège ceux qui voulaient lâcher l'Allemagne à la gorge de l'URSS.

Les victoires de l'Axe lui ont permis de régner sur un espace immense, de piller intégralement la population, la livrant à la famine, aux mauvais traitements et à la terreur. Malgré ce pillage constant, l'Axe s'est retrouvé dépassé. Dépassée et sapé de l'intérieur par de puissants mouvements de résistance, y compris au sein des camps de concentration.

La guerre culmine dans l'horreur dès ses premières heures. Tandis qu'à l'ouest, la Gestapo surveille les populations, à l'est, c'est la politique du vide. D'abord par la Shoah par balles, puis par les camps. Dès janvier 1942 est mis en place le principe de la Solution finale, lequel vise à exterminer intégralement la population juive ainsi que les Tziganes. Après les victoires décisives de Midway, de Stalingrad et de El-Alamein, mais également après la victoire de la bataille de l'Atlantique, l'Axe est sur la défensive. Mais même sous les bombes, même sous les attaques de chasseurs bombardiers, malgré le délitement des voies de communication et le manque de combustible, les convois de la mort roulent. Jusque dans la défaite, les nazis n'ont jamais renoncé à ce projet.

3. ALLIANCES ET COMPROMIS

A. LES COMPROMIS

Pour l'unité des Alliés, des compromis sont trouvés. Winston Churchill, colonialiste, anticommuniste viscéral, parvient à faire alliance avec son opposé complet. Pour Churchill comme pour Roosevelt, malgré les offensives immenses des Japonais, il est fondamental de sauver l'URSS. Par amour ? Non. Par réalisme géopolitique.

Le *Hitler first* partait d'un constat géopolitique simple : même si le Japon prenait toutes les îles entre Iwo Jima et la Californie, elles seraient toujours possibles à reprendre une fois que les chantiers américains tourneraient à plein régime. En revanche, une victoire hitlérienne sur l'URSS ne pourrait signifier qu'une chose : un ennemi invulnérable, appuyé sur l'immensité des ressources de l'Europe et de la Sibérie. Un ennemi contre lequel il ne serait pas possible de fomenter un débarquement. Un ennemi qui réaliserait le cauchemar des puissances maritimes : un bloc continental invincible.

De l'autre côté, en URSS, a lieu une temporisation dans la lutte des classes aiguë d'avant-guerre. Des transformations importantes se produisent. Pour faire bloc, le PC(b)US prend le visage du parti du peuple tout entier, allant jusqu'à laisser à nouveau une place pour l'armée, pour les officiers, pour le patriotisme, y compris celui de l'ancien régime. Une paix est trouvée avec l'Église. Dans le même temps, l'économie de guerre met à bas la planification et le développement choisis dans la période précédente. Le « tout pour le front » désorganise profondément la manière dont fonctionne l'URSS. Une autorité plus grande est donnée aux ingénieurs en chef, aux directeurs d'usine, de camp de travail, aux officiers. Ceux qui étaient la cible des suspicions durant la *iejovchina*, la « Grande Terreur », prennent une place plus grande. Devant l'exigence des alliés, la direction soviétique dissout le Komintern, pour le remplacer par la conférence des Partis communistes.

Si ces changements paraissent des compromissions immenses, qui seront d'ailleurs très chèrement payées, était-il possible de faire un autre choix ? Difficile à dire. Mais les 27 millions de morts de l'URSS montrent que l'enjeu était plus profond, plus anxiogène, qu'un simple débat de salon. Le contrôle politique extrêmement étroit du début de la guerre s'est montré contre-productif. En dépit des efforts de l'URSS, « le rouge » ne primait pas « l'expert ». Le besoin de compétences était tel qu'il obligeait à reculer dans la lutte des classes.

Cela amène d'ailleurs à une conséquence de long terme. La guerre a soudé la population autour du *Parti communiste d'Union soviétique*. C'est un fait indéniable. Mais il a également transformé le Parti. Les communistes ont subi des pertes terribles, particulièrement les plus activistes d'entre eux. Recrutant largement, sa base s'est orientée davantage vers l'armée, tandis que le niveau idéologique (qui était déjà un problème souligné dans les années 1930) a baissé.

L'économie soviétique est repartie dix ans en arrière. Ce qui avait été réalisé en termes de dé-monétarisation de l'économie, grâce à la collectivisation et à la planification, a dû être repris. Les industries lourdes nouvelles ont été partiellement épargnées par la politique de développement économique décentralisée, mais les campagnes étaient ravagées. Ce recul a exposé l'URSS à une famine meurtrière, chose qui n'était pas arrivée depuis 15 ans (celle de 1936 a été circonscrite grâce à la prévoyance du gouvernement). Elle a également obligé à une réforme monétaire qui a baissé le niveau de vie. Cette nouvelle épreuve, entre un besoin de reculer dans la structure du pays, et un affaiblissement du Parti, explique la vie politique tendue de l'après-guerre.

À cela s'adjoint la pression continue de la part de l'Occident. Elle continue de maintenir une atmosphère d'état de siège jusqu'à l'explosion de la première bombe atomique, en 1949. Elle va également obliger à l'intégration économique des démocraties populaires. Or, ces économies non socialistes vont engendrer des soucis sans fin, notamment avec l'apparition sur les frontières, de formations économiques à caractère capitaliste. Ce sont celles-ci qui étendent peu à peu leurs racines, avec la contrebande, et qui contribuent à miner progressivement l'URSS.

Avec de nouveaux défis à relever, avec un Parti qui n'est plus le même, la ligne de lutte des classes aiguë, défendue par Staline, Molotov, Jdanov... devient de plus en plus minoritaire. Le pays veut souffler. C'est logique, cohérent, que les tendances les plus droitières soient alors les plus fortes. Au final, la guerre n'a pas tué l'URSS, mais elle a détruit la possibilité de continuer la construction du socialisme. Dix ans plus tard, en 1957, l'exclusion du « groupe anti-parti », formé par l'aile gauche de celui-ci, fait basculer la direction de l'État soviétique dans le révisionnisme. : Nikita Khrouchtchev impose une coexistence pacifique qui met fin au soutien aux luttes de libération et aux luttes anticoloniales. Il met progressivement au pas, économiquement parlant, le bloc de l'Est. En 1962, le XXII^e congrès du PCUS confirme ces nouvelles orientations. En 1964, la réforme Libermann remonétarise profondément l'économie, mettant fin à l'avancée vers le socialisme.

B. UNE GÉOPOLITIQUE COMPLEXE

L'Armée rouge joue un rôle de premier plan dans la victoire. C'est un fait indéniable. La guerre d'usure a épuisé l'outil militaire nazi. Les sièges (Leningrad, Sébastopol) ont ralenti l'avance. Finalement les batailles d'anéantissement successives, Stalingrad, Koursk, opération *Bagration*... ont brisé la colonne vertébrale de l'armée allemande. Les partisans, hommes et femmes, ont fait régner un climat d'insécurité et d'absence de ligne de front claire. Dans certaines zones, tels les marais du Pripet, des Républiques soviétiques du bois ont pu même se mettre en place.

Il existe une tendance à minimiser constamment le rôle de l'URSS dans la guerre. À oublier et faire oublier que 75 % des pertes allemandes ont eu lieu sur le front de l'est. À faire oublier également que les victoires occidentales sont des conséquences de l'aspiration des forces par la fournaise soviétique. La résistance héroïque de Malte, les victoires contre l'Afrikakorps, la supériorité aérienne au dessus de l'Atlantique, les victoires en Italie et le Débarquement ont été rendues possibles par cela. Les soldats soviétiques, contrairement à une image tenace, n'ont pas été livrés en sacrifice à l'ennemi. Ils ont fait ce qui était rendu nécessaire par la situation militaire catastrophique du début des hostilités. La guerre à l'est ne connaît pas d'équivalent à l'ouest en termes d'intensité et de brutalité. Le haut-commandement soviétique a dû apprendre la guerre en la faisant. En commettant des erreurs terribles, aussi. Mais le lien entre les soldats, majoritairement des paysans, et le gouvernement s'est toujours raffermi. Il faut le dire, sans l'abnégation, l'esprit de sacrifice et l'héroïsme des hommes et des femmes qui ont donné leur vie, pas de victoire possible. Mais faut-il occulter le soutien occidental ? C'est ce qu'on retrouve dans les publications marquées « rouges ».

Faut-il tordre le bâton dans l'autre sens ? Cela serait être injuste. Sans la loi prêt-bail, l'URSS aurait peut-être tenu, mais à un prix plus élevé encore. Sans les raids occidentaux — malgré le fait, nous le détaillerons à la fin, qu'ils puissent constituer un crime de guerre en soi — la pression aurait été plus forte. À Kasserine, à Anzio, au-dessus de Schweinfürt, de Nuremberg, sur les plages du débarquement et dans le bocage normand, les Alliés ont subi également des combats essentiels et meurtriers. Ils ont payé la « livre de chair ».

Dans les usines, la classe ouvrière s'est mobilisée avec force pour produire toujours plus contre le fascisme. Faut-il les remiser aux oubliettes ? Sans la résistance dans les pays d'Occident, l'Allemagne aurait pu concentrer davantage de moyens militaires à l'ouest. Nier l'un ne met pas en exergue l'autre. Il ne

lui rend pas hommage. Il contribue à faire vivre les mythes et les mensonges. Or, nous n'en voulons pas. La vérité suffit à justifier la révolution. En noircissant le tableau, on fausse le jugement. On se prive de comprendre pourquoi la coalition, et pourquoi elle a tenu. Et on reste dans une approche morte, mécanique, et non dialectique. Hitler, d'ailleurs, avait tablé sur le fait que le front uni s'effondrerait avant sa propre défaite, et qu'il serait sauvé car étant le « rempart de l'Occident ». Il avait partiellement raison. Dès 1944 et l'assurance de la défaite, une géopolitique classique se remet doucement en branle. Chaque camp prépare son après-guerre.

- La France veut reprendre le contrôle de ses colonies et participer à l'occupation de l'Allemagne. C'est la préoccupation première.
- Les USA mènent une politique anticoloniale, application de leur politique de la porte ouverte, et, dans ce cadre, trouvent une communauté d'intérêt avec l'URSS plus encore qu'avec les Anglais.
- Ceux-ci veulent éviter une Europe unifiée sous une tutelle ou une autre. Ils veulent faire échec à toute expansion de l'influence soviétique et communiste. Churchill tente donc de faire en sorte de couper la voie de Berlin aux Soviétiques et d'empêcher leur descente dans les Balkans. Comme les USA n'appuient pas cette politique, de dépit Churchill, en 1944, propose un « partage des aires d'influences » à l'URSS. Partage accepté par Staline, réaliste sur les possibilités d'une URSS affaiblie.
- L'URSS, quant à elle, désire une protection avec un glacis, la fin du cordon sanitaire, et des « gouvernements amis » autour d'elle. Il n'est, à ce moment-là, pas question de mettre en place des régimes affiliés à elle, mais uniquement d'éviter des dictatures fascistes.

Cette géopolitique classique se passe de Hitler, mais pas de l'Allemagne. C'est là l'erreur d'un Führer qui s'y identifie étroitement. L'Allemagne survit, mais pas le régime. La bourgeoisie allemande ne bouge pas d'un iota. C'est l'essentiel pour elle. En revanche cette « géopolitique classique » débouche sur des conflits de plus en plus intenses entre les forces alliées : en Grèce, les Anglais exterminent la résistance. Devant l'Armée rouge, ils font surgir un coup anticommuniste à Varsovie. Ils essaient de le faire reconnaître par l'URSS et comptent sur le sacrifice de l'Armée rouge pour se maintenir. L'absence de soutien de celle-ci éclabousse l'image de l'Union soviétique, laquelle, depuis 1939, refuse désormais de « tirer les marrons du feu » pour quiconque, mais ne peut pas non plus se heurter frontalement aux armées occidentales.

C'est un paradoxe assez curieux d'ailleurs, de ceux qui reprochent à la fois l'interventionnisme soviétique dans un cas, et son absence dans l'autre. Les négociations internationales sont connues, Yalta et Potsdam. L'une et l'autre consacrent l'URSS comme une puissance d'ampleur. Elles ne font que formaliser les rapports de force, et ne sont pas un découpage de l'Europe, comme la conférence de Berlin avait pu l'être pour l'Afrique. D'ailleurs, contrairement à une idée reçue, Staline (et Béria après sa mort) était hostile à la formation d'une République démocratique allemande. L'hypothèse était (comme pour la Corée), une réunification avec un gouvernement d'union antifasciste. C'est d'ailleurs ce qui explique l'impulsion de la fusion entre SPD et KPD, en Allemagne, dans les régions occupées par les Soviétiques : l'idée que la priorité est une politique de front populaire. L'URSS se sait vulnérable et affaiblie. Staline, surtout, mise sur la sécurité avant tout, bien au-delà de l'expansionnisme qu'on lui attribue.

Le changement de ligne des USA avec l'arrivée de Truman au pouvoir, la peur des Alliés occidentaux, l'assurance que la bombe atomique donnait d'écraser le Japon... ces éléments rendent la conférence de Potsdam nettement plus conflictuelle que Yalta. Elle suscite l'inquiétude. Ces fissures se propagent très rapidement, d'autant que, dès la fin de la guerre, l'Occident colonial récupère ses positions et se barricade. En réaction, l'URSS, elle aussi, révisé progressivement son attitude. Ces éléments déclencheurs de la Guerre froide sont ceux qui expliquent le durcissement de l'attitude soviétique à partir de 1947. Non un plan préétabli ou une conspiration. Même la « doctrine Jdanov » ne fait que mettre au premier plan cette question du front et l'importance de ne conserver que les forces authentiquement démocratiques. Plus qu'un « coup de génie » manœuvrier, il s'agit plus d'une réédition de ce qui s'est passé en 1917 : peu à peu, les autres forces politiques se mettent d'elles-mêmes hors jeu. Ainsi, les conservateurs, puis les libéraux, puis les sociaux-démocrates sont peu à peu exclus.

Le développement de la guerre froide est rapide. Si le discours de Churchill sur le rideau de fer est connu, la réponse l'est moins. En soulignant le fait que, après avoir combattu le nazisme et le fascisme, la hâte des Occidentaux est de reconstituer leurs empires coloniaux, cette réponse pointe du doigt une des contradictions les plus criantes du capitalisme. Elle souligne aussi la négation des objectifs tels que la paix et la liberté. De plus, la dénazification et l'élimination des collaborationnistes, malgré les procès, demeurent superficielles. Elle cesse complètement entre 1949 et 1963, pendant la direction du chancelier Adenauer. Lequel protège les nazis de la justice. Pourquoi ? D'une part, les *Experten* sont requis, soit pour faire tourner le pays, soit pour leur savoir-faire technique. Mais aussi pour leur capacité à agir comme chasseurs de rouges.

4. LES NAZIS APRÈS 1945

A. LE NAZISME APRÈS LE NAZISME

L'Allemagne nazie s'effondre rapidement. L'illusion de la victoire basée sur la supériorité raciale tombe en pièce. Malgré les désirs de Himmler et de Hitler, il n'y a pas de *Werwölf*, ce fantasme de réseaux de combattants souterrains, qui se forme massivement et qui puisse être équivalente à la résistance dans les pays occupés. Si en 1945 les Allemands soutiennent massivement le régime, il semble qu'en 1946, tout soit effacé. Ce n'est pourtant pas si simple.

L'atrocité particulière de la guerre, la découverte des chambres à gaz, l'anéantissement par les balles, par les gaz, par la faim, pousse à une réponse judiciaire. Ce sont les procès de Nuremberg et de Tokyo. Ils font passer en jugement les responsables politiques (Göring, Ribbentrop, Hess...), et ceux de l'armée (Tojo, Dönitz...)... À l'est, une nouvelle administration naît sur la base de l'antifascisme, intégrant d'ailleurs les généraux capturés à Stalingrad. Le Stasi, par exemple, en dépit de sa sinistre réputation actuelle, était presque exclusivement constituée par ceux qui étaient les plus à gauche. Elle a d'ailleurs eu systématiquement une action plus progressiste que le gouvernement est-allemand dans les questions internationales. La NVA, Nationale Volksarmee, Armée populaire nationale, élimine le personnel compromis et les références réactionnaires, elles les remplacent par celles de la lutte anti-Napoléon : Scharnhörst, Gneiseneau, Clausewitz... En revanche, elle autorise les généraux à rester organisés dans un parti : Le *Parti national démocratique*. Par rapport à la population, l'effet est plus contrasté. Les Allemands de l'Est ne sont pas spécialement culpabilisés. Les Soviétiques et le SED (*Parti socialiste unifié*, qui naît de la fusion entre SPD et KPD) leur disent qu'ils et elles ont été abusés par les nazis, trompés, manipulés. Et que, maintenant, ils sont dans « le bon camp ». Paradoxalement, cette posture explique partiellement le succès des nazis à l'Est aujourd'hui. La question de la Shoah leur paraît nettement moins fondamentale que l'Ouest.

B. A L'OUEST, RIEN DE NOUVEAU

À l'Ouest, si un sentiment de culpabilité est apparu, il est tardif. À la sortie de la guerre, en dehors des procès, l'épuration s'arrête là. La sanction s'abat sur les dirigeants, point final. L'« État profond », qui a organisé les choses, reste. Dans certaines poches, comme la Police, la Bundeswehr, la Justice et les Services secrets, le personnel s'est maintenu presque intégralement, ainsi que ses traditions. Cela marque encore l'Allemagne et ses rapports avec les groupes

fascistes, qui sont au mieux de la tolérance, au pire de la collusion. Ce n'est qu'à partir de 1963 que les premiers procès ont pu avoir lieu pour évoquer le cas des anciens de la SS *Totenkopf*, qui assuraient la garde des camps de la mort. Et encore, ceux-ci sont faits d'une telle manière qu'ils limitent leur action à éliminer les « monstres ». Les rouages internes de l'État sont restés inchangés jusqu'au départ en retraite de ceux qui occupaient ces postes. Pourquoi ? Dans l'Allemagne occupée par l'Occident, la situation est chaotique. L'Occident court deux lièvres stratégiques en même temps : d'une part rechercher et condamner les responsables des atrocités commises contre leurs ressortissants, de l'autre préparer la nouvelle géopolitique. C'est ce qui explique une politique double, qui bascule considérablement après 1947.

Les services de renseignement sont souvent marqués par un amateurisme terrible²³, et par une méfiance redoutable les uns envers les autres. Par exemple les Américains refusent de collaborer avec le 2^e Bureau français, car il le pense noyauté par le PCF. Cela crée une dépendance par rapport aux agents ex-nazis capturés, lesquels se mettent tout volontiers à travailler pour d'autres. Klaus Barbie, par exemple, devient indicateur, « balance », chargé de retrouver certains SS. Mais ces agents mènent aussi leur propre politique d'influence, ce qui leur permet de se protéger, de protéger les autres, et de les rendre indispensables. Ils vont pousser leur propre agenda : faire en sorte que le danger communiste soit très largement surestimé. La très large majorité des anciens nazis confirment la même histoire : un coup de force rouge se prépare. Ils jouent ainsi un rôle considérable dans le durcissement de la politique occidentale et dans la préparation de la construction de la RFA.

Cette surestimation est leur bouée de sauvetage. À partir de 1947, ce sont les communistes qui deviennent les cibles prioritaires. Les Occidentaux acceptent que soit constitué un service, nommé Organisation Gehlen, qui coordonne à la fois l'activité anticommuniste, mais également le transfert d'armes dans les régions qui se battent toujours contre l'URSS. Ils vont également appuyer très largement la tentative de coup de Budapest, en 1956.

Quant à ceux qui ne sont pas directement impliqués dans les atrocités, ils vont néanmoins poursuivre aussi cette lutte. Ainsi, ils vont collaborer à la construction d'une histoire officielle de la guerre, comme l'ancien chef d'État-major de Hitler, Franz Halder. Celui-ci, qui travaille pour la division d'histoire de l'US-Army,

23. À lire à ce titre, la biographie de Klaus Barbie par Peter Hammerschmidt : *Klaus Barbie, nom de code Adler* (2016).

va présenter une historiographique qui exonère de tout crime la Wehrmacht et justifier l'agression contre l'URSS sous la forme d'une mesure d'auto-défense. Ces écrits, qui vont être très largement diffusés, jouent un rôle important dans la manière dont les opinions publiques ont été modelées.

C. LA FUIITE

Ceux qui, malgré tout, sont trop compromis pour être protégés, vont choisir la fuite. Par une ironie terrible de l'Histoire, les émigrés nazis passent parfois par les mêmes filières et les mêmes réseaux que les Juifs fuyant l'Europe. On cite l'exemple d'un hôtel à la frontière italo-autrichienne, dans lequel un étage était occupé par les rescapés de la Shoah, l'autre par leurs ex-bourreaux. C'est notamment par ce type d'endroit que Barbie va transiter. La Croix-Rouge et le Vatican les aident. Ils sont vus comme les combattants comme l'athéisme bolchevique. La plupart partent en Amérique du Sud. Là-bas, ils ont formé des relais pour le trafic d'armes (allemand puis américain), mais aussi des points d'appui pour l'installation des dictatures anticomunistes. Il n'est pas étonnant que la Colonie Dignidad, au Chili, qui sert de camp de « rééducation » pendant la dictature de Pinochet, soit dirigée par un ancien nazi, Paul Schäfer.²⁴

Ces hommes ont fait, le plus souvent, une brillante carrière comme torionnaires et conseillers. Certains ont pu revenir même en Allemagne. Ce n'est qu'avec la fin de la guerre froide qu'ils sont « lâchés » par leurs maîtres. À partir de ce moment là, personnages inutiles et gênants, ils sont livrés à la vindicte populaire. Le fait que le procès de Barbie ait eu lieu en 1987 est illustratif. Mais la question des procès Touvier ou Papon est la même. Ce sont des vieillards qui ont épuisé leur potentiel.

Aujourd'hui encore, les attentats qui ont eu lieu en Allemagne portent la marque de cette complicité. Le scandale de la NSU (*Nationalsozialistischer Untergrund*, National-socialisme souterrain) l'illustre. Après une série de meurtres entre 2001 et 2006, lesquels ciblent des immigrés turcs et kurdes, deux des membres de ce groupe se suicident. Une autre se rend aux autorités. Commence alors un procès qui finit par mettre en cause le BfV (*Bundesamt für Verfassungsschutz*, Office de protection de la Constitution, service secret allemand) pour sa complicité. Les meurtres, qui avaient été ostensiblement reliés au trafic de drogue, en excluant tout motif raciste, s'orientent désormais vers

24. Le film *Colonia* (2015), bien qu'un peu romancé, montre bien les liens avec le gouvernement « démocratique » de la RFA.

les opérations clandestines. Les cibles seraient désignées par les services secrets allemands et turcs. En remontant le fil, la contre-enquête se rend compte d'une destruction sans précédent de preuves et de documents qui auraient permis l'arrestation des suspects, de plus au moins un membre du BfV était présent au moment d'un des crimes. Finalement, après plusieurs démissions, l'affaire se tasse, mais elle continue d'illustrer la collusion dans l'Allemagne. Et ailleurs ?

D. LA PERPÉTUATION DU RACISME

La victoire contre le nazisme n'a pas signé la fin des régimes racistes, xénophobes, ségrégationnistes. Le 8 mai 1945 des colonisés n'est pas le même que celui des colons. Dès cette date, la France massacre. Elle extermine par les armes, par la torture, par la faim près d'un million de personnes jusqu'à la guerre d'Algérie. Elle continue les opérations secrètes encore à l'heure actuelle, pour maintenir sa place. L'Angleterre fait face à des insurrections communistes, en Grèce, en Malaisie, en Indonésie. Elle fait intervenir l'armée, y compris les bombardiers lourds.

Pour la reconquête de leurs paradis perdus, les Occidentaux ne reculent devant rien. La guerre du Vietnam mobilise des moyens considérables pour permettre au régime réactionnaire de tenir. Le Cambodge perd 750 000 civils sous les bombardements les plus intenses de l'histoire. Les campagnes sont ravagées, stérilisées. Les malformations et les cancers, liés à l'exposition aux produits défoliants, font encore des ravages.

Les USA, qui s'étaient montrés anticolonialistes à la base, dans l'application de leur politique de la porte ouverte, se reconvertissent. Mieux vaut une dictature coloniale qu'un régime qui s'alignerait sur Moscou. Après la guerre, le colonialisme, la ségrégation, les régimes racistes ont donc survécu. Mais la politique intérieure s'est elle aussi durcie. Le racisme institutionnel est devenu une garantie contre les revendications populaires. Ainsi, aux USA, la ségrégation raciale est restée plus de 20 ans en place après la guerre.

L'Australie a poursuivi une politique nommée « Australie Blanche » jusqu'en 1970. interdisant l'immigration non-blanche. Elle est toujours un pays extrêmement marqué par l'inégalité raciale, avec une attitude discriminante envers les Aborigènes, lesquels possèdent des droits politiques limités. La Rhodésie conserve une même politique jusqu'en 1979. L'Afrique du Sud, avec le soutien d'Israël et de la France, peut conserver l'Apartheid même après la chute du mur. Aujourd'hui, le Bhoutan, le Bahreïn, Israël, la Birmanie... maintiennent juridiquement des discriminations sociales.

Mais l'effondrement de ces régimes ou les réformes qui permettent une égalité formelle ne signifient pas la fin de la division raciste de la société. En France, les discriminations policières sont constantes. Celle à l'emploi, à l'accès aux lieux de loisir, à la location, sont toujours en place.

Aux USA, encore aujourd'hui il existe des conventions discrètes, comme le *redlining* qui consiste à ne pas accorder de prêts aux noirs dans les quartiers blancs. Et, de fait, la stratification sociale-raciale se maintient toujours. L'accumulation des richesses permise par la colonisation, par l'esclavage, empêche tout décollage du niveau de vie.

Quant à la propagande raciste, en ces temps de crise, elle est constante, autour de Zemmour, de Morano, de Ménard... La machine à créer du racisme et à générer des pogroms est en place. Malgré cela, l'équivalent qui vient à l'esprit, quand on pense à la Seconde Guerre mondiale, est celle entre l'URSS et le III^e Reich, plus qu'entre ce dernier et les « démocraties occidentales. »

5. LE GRAND BLUFF : L'ÉQUIVALENCE NAZISME-COMMUNISME

Le plus grand tour de force du vingtième siècle est certainement là. Avoir réussi à construire une équation étrange, bancal, dans laquelle URSS et III^e Reich portent l'intégralité de la responsabilité des morts de la Seconde Guerre mondiale, dans laquelle ils sont moralement équivalents. Elle utilise comme prisme d'explication une soi-disant « affinité sélective » entre Hitler et Staline, par delà des projets politiques et géopolitiques diamétralement opposés.

Cette narration est un abyme d'hypocrisie. D'une part car elle escamote toute la trajectoire qui amène à la guerre. Elle fait oublier le jeu complice entre les « démocraties libérales » et le III^e Reich, les pactes constants, les projets d'encerclement ou d'intervention commune. Mais derrière cela, elle est aussi hypocrite car elle possède une morale à géométrie variable.

- Elle divise le monde de manière manichéenne entre « les démocraties libérales » et les « États autoritaires ». Cela se traduit par des schémas simplistes, en particulier dans les manuels scolaires. L'incontournable carte d'Europe en 1938, avec ses régimes politiques, est déjà grossière. Elle devient ridicule lorsqu'on apprend que l'Algérie, la Tunisie et le Maroc sont aussi des démocraties libérales.
- Elle crée une dissonance cognitive. La nature du régime métropolitain est mise en avant comme une vertu, tandis que sont remises de côté et écarté toutes les attitudes criminelles issues de la colonisation. Quand la guerre est évoquée, par exemple, il n'est jamais fait mention des camps de concentration français de la III^e République, ni de la déportation des Japonais, encore moins de la famine organisée du Bengale. Tous ces événements sont occultés pour donner une narration simple : « nous sommes le camp du bien, nous avons du faire un compromis avec le camp du moindre mal (l'URSS, mais uniquement dans le sens où elle n'avait pas fait la Shoah), contre le camp du mal absolu ». Tout crime est un accident, un fait anecdotique, mais jamais une conséquence de l'organisation économique de la société et de ses conséquences politiques ou géopolitiques.
- En revanche, quand on s'intéresse à l'URSS, la narration devient différente. Le gouvernement possède un pouvoir absolu et l'intégralité de ce qui se déroule sur son territoire est de sa responsabilité directe et volontaire. Chaque mort, y compris celles causées par l'invasion allemande, est imputée à la

responsabilité totale et exclusive de la direction politique.

Deux exemples à 10 ans d'intervalle :

- En 1932-1933, une famine terrible frappe l'URSS. Les travaux actuels²⁵ tendent à lui trouver plusieurs explications : météo, épidémie de maladie frappant les champs, baisse des moyens de labour, exode rural du fait de l'industrialisation. Il se surajoute à cela des troubles issus de la collectivisation, terminée peu avant. L'explication finale de cette famine « absolue », c'est à dire où la nourriture n'existe pas car elle n'a pas été produite, est qu'il s'agit d'une volonté du gouvernement. Peu importe si des aides ont été mises en place et si les exportations ont été réduites au minimum.
- À l'inverse, la famine du Bengale, en 1943, est une famine relative. La récolte, dans cette colonie anglaise, est bonne. Mais elle est réquisitionnée par les Anglais pour leur approvisionnement exclusif. Il en ressort que les prix des denrées alimentaires flambent. 3 millions de personnes meurent de faim devant des magasins remplis. La réaction de Churchill, apprenant la situation, est la suivante : « Je hais les Indiens. C'est un peuple bestial, avec une religion bestiale. » ; « Famine ou pas famine, les Indiens se reproduisent comme des lapins »²⁶
- Ce double traitement permet de faire tenir l'équation invraisemblable : faire une équivalence entre nazisme et communisme. Pourtant, à regarder la structure économique, la structure politique, les buts et les moyens de la répression, URSS et III^e Reich s'éloignent. Ce qui se rapproche, dans cette grille de lecture, ce n'est d'ailleurs pas démocraties libérales et socialisme, mais libéralisme et nazisme. L'un étant la continuité de l'autre en cas de crise de régime.

Cette équation pitoyable n'est pas tombée de nulle part. Elle a été construite. Hannah Arendt, qui s'est déshonorée en y contribuant d'une manière fort médiocre, a joué un rôle. Trotsky l'avait déjà anticipé, parlant d'étoiles jumelles pour Staline et Hitler. Mais, dans l'opinion publique, notamment en France, les deux étaient nettement séparés.

25. Il est conseillé de lire la production de Mark Tauger sur cette question, notamment *Famine et transformation agricole en URSS* (2017).

26. M. Mukerjee, *Le Crime du Bengale. La part d'ombre de Winston Churchill*, 2015.

À partir des années 1980, il y a eu une offensive idéologique d'ampleur. Cette offensive a pris naissance en Allemagne. En 1986, un historien allemand ouvre une boîte de Pandore : Jürgen Habermas, par une tribune dans *Die Zeit*, dénonce les tendances des historiens allemands à se montrer extrêmement conciliants avec la période nazie et à chercher à exonérer les Allemands de leur responsabilité dans la Shoah. Le débat se creuse entre intentionnalistes, pour qui la Shoah était le projet de départ du nazisme, et fonctionnalistes, qui le présentent comme une réaction de défense. Léon Poliakov, spécialiste du nazisme, présente cette dernière thèse ainsi : « Le seul motif pour lequel Hitler et les nazis auraient commis un crime asiatique ne serait-il pas qu'ils se considéraient, eux-mêmes et tous les leurs, comme des victimes réelles ou potentielles d'un crime "asiatique" ».

Jürgen Habermas répondait aussi à Ernst Nolte, un historien réactionnaire. Ce dernier présentait une équation dangereuse typique des fonctionnalistes : « Le nazisme et ses crimes sont une réponse à l'effroi causé par les crimes bolcheviques. »

« Auschwitz [...] était avant tout une réaction engendrée par les événements destructeurs de la révolution russe [...] la soi-disant extermination des juifs sous le Troisième Reich fut une réaction ou une copie déformée et pas l'acte premier ou un original. » ; « L'archipel du Goulag n'est-il pas plus originel qu'Auschwitz ? L'assassinat pour raison de classe perpétré par les bolcheviques n'est-il pas le précédent logique et factuel de l'assassinat pour raison de race perpétré par les nazis ? »²⁷

S'il est vrai que la naissance du nazisme est liée à la peur de la bourgeoisie pour sa domination, les conséquences de cette équation sont néanmoins répugnantes. Derrière cela, Nolte rejetait ne cherchait pas uniquement à créer une stricte équivalence entre les deux. Il rejetait la responsabilité de la Shoah sur l'action soviétique et révolutionnaire. Implicitement, il posait également un dilemme : si on accepte le communisme, il faut accepter le nazisme. En dernière instance, les idées de ces derniers n'avaient pas besoin de cette légalité pour se perpétuer. Elles ont simplement trouvé une autre forme.

La thèse fonctionnaliste a trouvé des alliés. Elle était appuyée par l'appareil

27. E. Nolte, « Un passé qui ne veut pas passer », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 1986.

idéologique de Reagan. Le 18 avril 1985, celui-ci avait déclenché « la controverse de Bitburg ». En présentant des SS morts comme des victimes du communisme, il ouvrait la voie à une mise en équivalence des deux, puis à une réhabilitation sournoise du nazisme. Les mouvements réactionnaires ont ainsi demandé la possibilité d'honorer les combattants de la Waffen-SS et de la Wehrmacht comme des « combattants de la liberté ». Nolte faisait partie d'eux.

B. EN FRANCE, ENSEIGNER LE TOTALITARISME

De nombreux autres réactionnaires anticommunistes, sans oser aller jusqu'au bout de cette logique, se sont néanmoins emparés de l'équation. En France, ce sont des personnes comme François Furet ou Pierre Rigoulot, mais également le renégat Stéphane Courtois. Ils ont contribué, à la fin de la guerre froide et au début des années 1990, à s'engouffrer dans la brèche. Il en ressort alors des monuments de bêtises, comme *Le livre noir du communisme* (1997), ou *Le passé d'une illusion* (1995). *L'historiquement*, ce mélange d'histoire et d'amusement, a produit des documentaires grand public, comme *Staline, le tyran rouge* (2007), ou *Apocalypse Staline* (2015). L'ouverture des archives a poussé tous les pornographes de la terreur à se jeter sur tout ce qu'ils pouvaient trouver, mettant en exergue les détails les plus sordides.

Cela serait resté l'apanage des tabloïds si l'Éducation nationale n'avait pas été une des cibles de la réaction. La parenthèse de l'histoire critique, ouverte dans les années 1980, se ferme. Les années 1990 sont marquées par le retour à une histoire notionnelle et morale. Le programme d'histoire est notamment réécrit par Science Po. Serge Berstein, qui préside la commission chargée de la révision des programmes, pousse son agenda : désormais les régimes totalitaires sont enseignés ensemble, dans un comparatisme total. L'histoire fasciste, nazie et stalinienne sont prise comme des illustrations de la notion de totalitarisme. Toute dissonance est désormais tue. Berstein s'appuie sur tout ce qui nourrit sa thèse, notamment de très nombreux extraits de Trotsky, pour faire triompher une idée centrale : le communisme a été trahi et il est équivalent au nazisme.

Paradoxalement, la recherche scientifique et universitaire est dans un divorce total. L'ouverture des archives fait s'effondrer la spéculation sur les morts et sur les massacres. L'analyse des structures du régime tend à infirmer l'idée d'une intention totalitaire. Les spécialistes du stalinisme, comme Getty, Fitzpatrick, Blum... ceux du nazisme comme Ian Kershaw, ceux du totalitarisme, tel Enzo Traverso ont dénoncé cette équation. Mais pourtant, depuis 35 ans, elle est toujours utilisée. Diaboliser l'URSS, diaboliser le communisme, en faire un nazisme rouge.

Pourtant il existe une part de vrai dans l'idée qu'il faut comparer la Shoah et les crimes les uns aux autres. La Seconde Guerre mondiale en Europe, avec son unité de temps, de lieu, et d'action, est le décor d'une tragédie grecque.

Elle donne un canevas qui facilite le comparatisme.

6. COMPARER L'INCOMPARABLE ?

Vouloir entamer une approche comparative ne signifie pas diminuer l'horreur d'un crime ou d'un autre. La Shoah et l'extermination des Tziganes possèdent un caractère spécifique dans la guerre. Même les massacres massifs de citoyens et de citoyennes d'URSS, de Yougoslavie ou de Pologne n'ont pas cette portée. Si les massacres à l'est avaient voulu mettre en esclavage les peuples colonisés, en éliminant les élites et en imposant la terreur, les génocides avaient un but plus profond. Ils avaient vocation à exterminer complètement des peuples uniquement parce que leur existence était vue comme une menace. Les Allemands, leurs alliés, et leurs laquais ont mis en place une machine rationnelle, administrativement rodée, industrielle et rentable de la mort.

Ce n'est pas la première tentative d'extermination d'un peuple. Le Canada avait mis en place une « solution finale indienne »²⁸ ; les Turcs celle des Arméniens ; les Allemands celle des Hereros et des Namas... Mais aucun n'avait mis en œuvre un système aussi performant et « universel ». Il avait défini juridiquement la catégorie à abattre et traquer — avec l'aide des collaborationnistes, y compris des pays de « sous-hommes » — toutes les cibles. Cette traque et cette élimination, qui demandait des moyens logistiques énormes, ont détourné de précieuses ressources humaines et matérielles du front. Il y a matière à penser que, aux yeux de la direction de l'État allemand, ce génocide était tout aussi important qu'une bataille d'anéantissement sur le front de l'est.

Ce caractère demeure unique. Mais il n'est pas le seul crime de la Seconde Guerre mondiale, et pas le seul crime contre l'humanité. Ceux de l'Axe sont bien connus. Le système concentrationnaire allemand, au-delà de l'extermination, est bien connu et bien documenté. Il est régulièrement comparé à son homologue soviétique, le goulag. Cela demande une brève explication.

A. GOULAG VS KZ

Le système concentrationnaire soviétique fait régulièrement la une. Il est un bon sujet, qui fait frémir d'horreur les lecteurs de magazines d'histoire sensationnalistes. Il est un sujet de fantasmes récurrents. Mais il est aussi également un des points d'orgue du comparatisme.

28. R. A. Plumelle-Urbe, *La férocité blanche : des non-Blancs aux non-Aryens, ces génocides occultés de 1492 à nos jours*, 2001.

Si les romans de Soljenitsyne, les souvenirs de Guinzbourg, ou d'autres témoignages poignants dépeignent une réalité terrible, celle-ci mérite d'être détaillée. Lorsqu'un individu était pris dans les rouages de la Gestapo, son destin devenait immédiatement kafkaïen. Non seulement il était impossible de connaître les raisons de son arrestation, mais une simple irritation pouvait suffire. Eugen Kogon, dans l'État SS, parle ainsi d'un ancien du SPD venu chercher une certification de non-opposition au régime auprès de la Gestapo. Et qui, trop insistant, s'est fait emprisonner. Les détenus sont quasiment tous (excepté les droits communs) sous un régime de détention de sécurité. Ils n'ont pas été jugés. N'ont pas de durée de peine. En réalité, ils ne sortent jamais, ou « par la cheminée ». Le système n'a aucun but réhabilitant. Il est avant tout une ressource de main-d'œuvre pour l'empire économique SS, mais également pour les cartels industriels nazis. Le taux de mortalité, avant et pendant la guerre, est effarant : 20 % par an. Cela n'empêche pas certains de traverser ces épreuves. Des militants du KPD vont ainsi passer toute la durée du III^e Reich en détention.

Le système carcéral soviétique, quant à lui, est construit d'une manière différente. Il n'est pas exempt de tragédies individuelles, de répression, de souffrance. Il est possible de consulter l'ouvrage de Anne Applebaum Goulag : une histoire, sur la vie dans ce système. En dépit du parti pris néo-conservateur de l'auteure, ce qu'elle raconte n'est en rien comparable. Le Goulag est un système dans lequel il existe une porte d'entrée, mais également une sortie. La très grande majorité des peines prononcées, au cours d'un jugement — parfois sommaire, mais qui fournit une base légale — est relativement courte. J. Arch Getty, dans ses travaux sur la répression, mentionne que 96 % font moins de 5 ans. La très grande majorité des peines prononcées sont des interdictions de séjour dans une ville ou des exils administratifs dans une région. Les peines de « camp » en tant que tel, sont relativement rares et plutôt courtes.

Le but principal, tel que défini par Anton Makarenko, est de réhabiliter les individus. Ils sont nommés « camarades » par les gardiens, jusqu'en 1937. Cette date marque un tournant dans la perception des détenus, avec l'arrivée de la dénomination d'« ennemi du peuple » pour certaines catégories de détenus. Ils sont alors nommés citoyens. Les relégués et ceux dans les colonies fermées peuvent avoir une vie de famille et touchent un salaire (la création de « monnaies de camp » joue d'ailleurs un rôle dans la régénération de rapports capitalistes)... Surtout les ex-détenus peuvent reprendre une vie normale après leur peine. La mortalité, si elle fait un spectaculaire bond pendant la première année de guerre, n'atteint jamais les pourcentages des camps allemands, ou même des bagnes de l'Occident. À la même période, dans les camps de concentration de la III^e République, avant même la guerre, les juifs allemands réfugiés meurent

de faim. Hannah Arendt est ainsi internée dans le camp de Gurs.²⁹

B. LES AUTRES

L'Italie est souvent une oubliée des crimes de guerre. Le régime fasciste passe parfois même pour un modéré. Si l'Ovra (*Organisation de vigilance et de répression de l'antifascisme*) n'a pas la réputation de cruauté de la Gestapo, ni les mêmes moyens, les troupes italiennes s'en donnent parfois à cœur joie dans les massacres. Lors de la conquête de l'Éthiopie, peu s'étaient émus de l'utilisation du gaz moutarde par les bombardiers. Bien peu, non plus, connaissent également les massacres en Slovénie, en Yougoslavie, en Albanie et en Grèce.

Ceux du Japon sont mieux documentés. Entre 1931 et 1945, les troupes du Mikado se sont illustrées par leur répression féroce de la résistance chinoise. Le sac de Nankin, en 1937, est le lieu d'un massacre immense, au sabre, de la population civile, uniquement dans un but punitif. Les Japonais, en Corée, en Chine et dans le Pacifique, pratiquèrent des enlèvements de femmes dans l'objectif d'alimenter les bordels de campagne. Dans les camps de prisonniers, les mauvais traitements et les expérimentations sur des cobayes chinois, soviétiques ou américains ont été légion. S'il y eut des procès, comme ceux de Tokyo, l'expertise japonaise dans la traque aux communistes et aux partisans a été rapidement mise à profit par les Occidentaux. Ce deal entre une protection judiciaire contre un emploi est un des points qui explique l'amnésie japonaise à ce sujet. Le négationnisme demeure encore aujourd'hui un point de discorde important.

Il reste aussi le cas des cobelligérants. La Hongrie a ainsi livré la quasi-intégralité de ses Juifs aux nazis, en faisant sa petite Shoah maison. Les fonctionnaires de l'Amiral Horty, qui dirigeait le pays et un nombre important d'acteurs de cette période ont retrouvé une place dans le gouvernement à la suite de 1956. C'est là le compromis qui a été trouvé. Ils ont entretenu une tradition de la négation qui se poursuit encore avec Orban. Celui-ci, comme les Polonais, veut faire interdire toute évocation de la collaboration, donc tout regard sur les pratiques du pouvoir à l'époque.

C. LES CRIMES DES ALLIÉS

Dire que l'Axe a commis des crimes revient à enfoncer une porte ouverte.

29. United States Holocaust Memorial Museum, « Gurs », *Holocaust encyclopedia*.

Nul besoin de diaboliser les participants à la guerre, ils l'ont fait eux-mêmes. En revanche, il faut être juste : chez les Alliés également, des questions se posent.

Une nouvelle fois, ceux des Soviétiques sont tout aussi montés en exergue que ceux des nazis, surtout depuis la querelle des historiens. Elles existent. Elles sont injustifiables en tant que telles, mais elles sont également compréhensibles au regard du contexte dans lequel elles ont eu lieu. L'historiographie actuelle, basée sur la victimisation, tend à mettre sur un plan strictement équivalent les victimes de violence et les victimes des victimes de la violence. Cette écriture permet, par exemple, de rejeter dos à dos le colonisateur et le *Front de libération nationale* (FLN), le policier qui défend l'État et le « casseur », mais aussi le nazi et le soldat, ou la soldate, de l'Armée rouge.

Il existe des crimes en soi, qui sont indéniables, comme le massacre de Katyn. Il est toujours nié par certains historiens, mais les preuves dans les archives tendent à attester de son existence. Katyn, comme la « Grande Terreur », sont, en très grande partie des phénomènes de névrose de l'encerclement. Ce massacre s'est déroulé dans le cadre d'une avancée à pas de géant en direction d'une guerre dont il était possible de savoir à l'avance qu'elle serait impitoyable et sans merci. Il a à être compris pour ce qu'il est : non une élimination de l'intelligentsia polonaise (qui n'a pas été touchée), mais une destruction du potentiel combattif. Étant donné l'histoire récente, les Soviétiques étaient persuadés que la Pologne nobiliaire prendrait parti pour l'Allemagne contre l'URSS, même occupée. Roosevelt, en acquiesçant l'idée de fusiller 100 000 officiers allemands et en voulant faire de l'Allemagne un pays pastoral, dont les hommes auraient été castrés, allait bien plus loin.

Les déplacements des populations « coupables », les Tatars de Crimée, les Allemands de la Volga, les Tchétchènes, dépendent également de cette grille de lecture. Les Soviétiques sous-estimaient, plus qu'ils ne surestimaient, leur influence dans la société. À leurs yeux, les élites traditionnelles et réactionnaires, qui étaient sous une chape de plomb jusqu'alors, n'attendaient qu'une chose : se réveiller et combattre. Les Occidentaux n'ont d'ailleurs pas réagi autrement, voire bien plus durement quand on songe à la répression des mouvements nationalistes indien ou irakien, mais aussi à la déportation systématique des citoyens américains d'origine japonaise. Encore que les USA avaient l'infranchie barrière des océans pour se tenir à l'écart de la guerre terrestre.

En revanche, contrairement à une idée reçue, laquelle surfe souvent sur ce comparatisme raciste entre l'Armée rouge et les hordes de Genghis Khan, le gouvernement soviétique a fait condamner les violences contre les civils allemands.

À plusieurs reprises, les troupes du NKVD ont eu à se heurter aux soldats (et aux soldates également) qui se livraient à des viols. C'est paradoxalement ce qui permet d'avoir une idée de l'étendue du problème. Les procès-verbaux et les rapports réalisés par la police politique, en répression de ces actes, ont été employés pour en faire un argument antisoviétique.

La soif de vengeance soviétique avait été nourrie par les argumentaires et la propagande. Elle ne manquait pas de matière. Chaque village, chaque ville reprise par les troupes soviétiques était dans un état de ravage complet. Il faut rappeler que 25 % de la population de la RSS du Belarus avait été tuée. Les Soviétiques découvrent d'ailleurs les camps de la mort et ouvrent des camps de prisonniers dans lesquels ils retrouvent les cadavres de leurs compatriotes. Les auteurs, les journalistes, les poètes... ont travaillé à produire des écrits stimulant la combativité.

Pourtant, ce qui frappe est le revirement extrêmement brusque de la ligne politique du gouvernement, et ce, dès l'entrée en Prusse-Orientale. En dépit de la haine et des crimes subis, le gouvernement soviétique stoppe la « ligne Ehrenbourgh », du nom d'un des écrivains les plus influents de la période. Celui-ci réclame la mise à mort de l'Allemagne et des Allemands.

Dès l'entrée en Prusse-Orientale, la nouvelle ligne est celle de considérer que le peuple allemand a été abusé et trompé par les nazis, et qu'il faut se montrer compréhensif. Ce revirement part du principe que les Soviétiques font la guerre à l'impérialisme allemand, non à un peuple. Également, il se pose la question de l'après-guerre et des futures relations entre la Nouvelle Allemagne et l'URSS. Cette ligne rencontre une inertie phénoménale et de très nombreuses exactions ont lieu. Les pertes extraordinairement élevées entretiennent également un climat nihiliste : comment penser à l'après-guerre lorsque demain est incertain ? En dépit de cela, il n'est pas possible de dire que l'État soviétique ait encouragé les exactions. Sa politique est d'ailleurs à l'opposé de celle de Roosevelt.

D. L'OCCIDENT

Ceux de l'Occident sont moins connus. Il y a eu des crimes de guerre partout. Des Américains en France, des Français en Italie, des Anglais en Allemagne... Des soldats exécutés à la sauvette, des prisonniers maltraités et mutilés, etc. Une constante est notable : l'emploi du racisme.

En Italie, les troupes françaises commettent des viols et des pillages. Les Marocains sont les seuls condamnés. En France, les troupes américaines font

de même, et seuls les Noirs sont accusés. Lorsque les Néo-Zélandais exécutent des prisonniers de guerre allemands, le général Clifton, capturé par Rommel, accuse les Maoris.

Loin du Front, les troupes d'occupation ont eu également un comportement déplorable, en particulier quand se sont entremêlées l'impunité des soldats et l'exacerbation par le racisme. En Iran, ils transforment le pays en casino et en maison de repos pour les soldats. En Corée, à Okinawa, au Japon, en Iran, les soldats Alliés se sont taillés une réputation terrible. Mais l'un des plus grands débats concerne la question des bombardements stratégiques. Sont-ils un génocide venu du ciel ?

7. UN GÉNOCIDE VENU DU CIEL ?

Ultime étape, la question des bombardements sur les populations civiles. Ils ont parfois été qualifiés de « génocide venu du ciel ». Ainsi, le militant trotskiste Jörg Friedrich publie, en 2002 *L'Incendie. L'Allemagne sous les bombes, 1940-1945* (*Der Brand. Deutschland im Bombenkrieg 1940-1945*), lequel ciblait les bombardements anglais et américains sur l'Allemagne. Si l'auteur parlait d'une analyse intéressante sur les buts et les moyens de cette guerre. Il allait jusqu'à mettre sur le même plan Alliés et nazis. Ainsi, il a décrit les raids comme une Shoah venue du ciel. Le choix des parallèles a d'ailleurs choqué les Allemands comme les Anglo-saxons. Les pilotes sont nommés Einsatzgruppen, les abris en feu des fours crématoires, les victimes gazées, les bibliothèques brûlées des autodafés de livres, tandis que l'auteur allait jusqu'à mettre en parallèle la déshumanisation des Allemands et la « déshumanisation des Juifs par les nazis ». Le fait que Friedrich ne rappelle pas que la guerre avait été commencée par l'invasion allemande a eu tendance à faire écho aux « ils se valent » des militants trotskistes lambertiistes en juin 1944.

Mais si certaines expressions sont douteuses, le cœur du sujet mérite d'être abordé. Au regard des intentions de la part des Anglo-américains, rien ne permet d'indiquer une volonté exterminatrice en tant que telle. Ni les Anglais, ni les Américains n'ont montré une volonté claire et définie de mettre fin à l'existence du peuple allemand.

Cependant, il est indéniable qu'un choix a été fait pour hausser considérablement le nombre de victimes civiles, en particulier chez les ouvriers et ouvrières. Il faut cependant être juste. Les raids de terreur sont récurrents dans les années 30. Les aviations françaises, anglaises, italiennes, vont s'en donner à cœur joie. Un homme s'est d'ailleurs illustré dans leur usage : l'anglais Arthur Travers « Bomber » Harris. Nous y reviendrons. Mais le fait de franchir la ligne rouge, d'oser l'employer contre les Européens, revient aux Allemands. D'abord à Guernica, pendant la guerre civile espagnole, puis contre Varsovie et Rotterdam. C'est un *casus belli* qui permet de s'affranchir de limites morales.

A. DU CÔTÉ DE L'ONCLE SAM

En Europe, les Américains ont misé, à l'origine, sur un illusoire « bombardement de précision » qui ciblait les usines militaires. Ces bombardements de précision n'ont pas eu le succès escompté, et ont causé de nombreuses victimes civiles. L'intention demeure louable. Il est par contre invraisemblable de faire ce

qui est visible dans Memphis Belle, croire qu'un bombardier ne larguera pas ses bombes sur une usine, s'il pense qu'il peut tuer les enfants d'une école attenante. D'ailleurs, dans les faits, devant l'imprécision des raids, le *carpet bombing* a été mis en place : le bombardier maître de la formation vise, et tout le monde lâche ses bombes en même temps. Cette méthode est non seulement peu efficace, mais meurtrière pour les civils. En l'employant sur la France, notamment Rouen ou Boulogne-Billancourt, ces méthodes vont même réussir à gêner les Anglais.

Cette tendance au durcissement s'est accrue tout au long de la guerre. Ainsi, il a été ordonné, durant la dernière phase de la guerre, de faire mitrailler toute personne en zone de front par les chasseurs bombardiers. Chuck Yeager, l'homme qui franchit le mur du son, écrivait :

« Des atrocités furent commises par les deux camps. [...] Une zone de cinquante miles sur cinquante à l'intérieur de l'Allemagne fut assignée à nos soixante-quinze Mustangs et ils reçurent l'ordre de mitrailler tout ce qui bougeait. Le but était de démoraliser la population allemande. [...] Si quelqu'un avait refusé de participer (et, autant que je me souvienne, personne ne refusa), il aurait probablement été entraîné en cour martiale. »³⁰

Dans le Pacifique, par contre, les bombardements ont été sur d'autres cibles. Il est certain que la distanciation raciale, en plus des conséquences de Pearl Harbor, jouent. Curtiss LeMay, qui s'occupait des opérations aériennes, a choisi de désigner les quartiers résidentiels en grande priorité plus que les usines. Les Américains se sont rendu compte de la vulnérabilité immense des villes japonaises, souvent faites de bois. Les détruire était aisé.

Les bombardements de Tokyo, qui ont fait plus de 130 000 morts, s'inscrivent dans cette logique de tuer le maximum de civils. Dans l'ensemble, la très grande majorité des agglomérations d'importance vont recevoir la visite nocturne des B-29. Dans les dernières phases de la guerre, la marine et les chasseurs bombardiers vont également être de la partie.

L'usage de l'arme nucléaire est l'aboutissement ultime. Hiroshima et Nagasaki étaient des cibles sans grand intérêt. Le Japon est aux abois. Il a laissé entendre qu'il était prêt à négocier, en employant l'URSS comme intermédiaire. Dans les discussions, les diplomates sentent les Soviétiques indisposés. Ils ont prévu d'entrer en guerre le 15 août, à la demande des Alliés. Cependant, entre temps,

30. C. Yeager et L. Janus, *Yeager: an autobiography*, 1985.

l'annonce du succès du projet Manhattan rend cette intervention inutile à Truman, voire même gênante.

L'anéantissement par le feu nucléaire a nourri un grand nombre de spéculations. Il permet d'économiser un débarquement coûteux. Il permet de donner un prétexte à l'Empereur pour capituler. Il est un avertissement à l'URSS. Il est aussi un moyen de gagner du temps et d'éviter d'avoir à faire des concessions plus tard. La pondération de ces raisons peut laisser une place à l'interprétation, leur conséquence, en revanche, est parfaitement connue. Plusieurs hauts gradés sont pour larguer la bombe sur le mont Fuji. Mais finalement, la « solution » retenue est de frapper les civils. Les 6 et 9 août 1945, deux villes sont réduites en poussière. Les Japonais eux-mêmes mettent plusieurs jours à comprendre ce qu'il s'est passé. On ne peut pas ne pas parler du bien malchanceux Tsutomu Yamaguchi, en voyage d'affaires à Hiroshima le 6. Blessé. Mais rentré chez lui le lendemain... à Nagasaki. Il est la seule personne à avoir survécu à deux bombardements nucléaires.

Cet emploi du feu nucléaire a d'ailleurs eu un effet paradoxal. Une grande partie de l'équipe de conception était formée de très grands génies de la science, mais qui n'étaient pas particulièrement des bellicistes. La vision de la dévastation les convaincus, dans leur quasi-intégralité, qu'il fallait à tout prix éviter qu'un seul pays possède le monopole de l'arme atomique. Un nombre important vont collaborer avec le NKVD pour transmettre à l'URSS les secrets de l'arme. Si Julius et Ethel Rosenberg sont arrêtés et exécutés, ils étaient des agents subalternes. Enrico Fermi, Robert Oppenheimer, Niels Bohr... ont tous plus ou moins collaboré.³¹

B. CHEZ LES ANGLAIS

Si les Américains ont fait un « deux poids, deux mesures » en fonction des cibles (et, probablement des ethnies aussi), les Anglais se sont démarqués par leur constance. Harris, qui dirigeait le Bomber Command, avait porté immédiatement le choix vers des « bombardements de zone », visant la population. Son but était de briser le moral et le soutien au régime par la terreur, mais également explicitement d'anéantir la main-d'œuvre. Le choix des armes, avec des bombes favorisant les incendies bien plus que la destruction des machines-outils, a illustré cela. Ce n'était pas dénué de raison. Les bombardiers anglais étaient de véritables camions à bombes. Ils n'avaient pas la « précision »

31. À lire à ce sujet, les mémoires de Soudoplatov, qui a géré ces réseaux.

de leurs homologues américains. Vulnérables, ils volaient de nuit. Mais les Anglais ont démontré, avec le développement de la guerre électronique, qu'ils pouvaient être d'une précision redoutable sur des cibles précises. Les DH-98 Mosquito étaient capables de pouvoir frapper avec efficacité des lieux stratégiques. Cependant, malgré leur efficacité, le choix est demeuré axé sur les lourds bombardiers quadrimoteurs. Il existait un lobby des bombes, un lobby des bombardiers lourds... la Vickers-Armstrong company appuyait de tout son poids le maintien de cette politique. Elle avait également le soutien le plus total des politiciens, Churchill en tête.

Ainsi, Hambourg, Cologne, ont connu les tempêtes de feu causées par les bombes incendiaires. (Coventry et Stalingrad aussi, en toute équité.) Ces visites ont culminé avec Dresde. Dresde, en 1945, est une ville à proximité du front. Elle est remplie de réfugiés. Elle est un nœud ferroviaire et la 7^e ville industrielle d'Allemagne. Elle subit raids après raids, USAAF et RAF se relayant nuit et jour. Cet acharnement et le très grand nombre de victimes (entre 30 000 et 140 000) ont soulevé un grand nombre de questions. Ville destinée à être occupée par l'URSS, est-elle alors jugée « à annihiler » ? Est-ce une démonstration de force ? Difficile à dire. Toujours est-il que le sujet est pris en main par les néo-nazis et par les négationnistes. L'influence de David Irving, négationniste anglais, est particulièrement forte sur cette question. Un grand nombre de mythes sont issus de sa plume.

C. DES MORTS JUSTIFIÉS ?

600 000 Allemands et Allemandes sont mortes sous les bombes. Environ 350 000 Japonais et Japonaises. Aussi, à souligner, 60 000 Français et Françaises sous les bombardements Alliés. Ceux-ci perdent plus de 200 000 aviateurs dans ces raids. Ces morts ont-ils permis d'écourter la guerre ? Ces bombardements ont bien moins nui à la capacité de production de l'Allemagne qu'annoncé initialement. La production d'avions et de chars atteint un sommet en fin 1944. De ce point de vue, c'est un échec en tant que moyen de mettre à genoux l'Allemagne. En termes d'efficacité pure, les raids sur les raffineries et le soutien tactique aux forces aux sols ont été bien plus efficaces, et moins meurtriers pour la population. L'opération *Tidal wave*, par exemple, qui a frappé les centres pétroliers de Ploesti, avait, dès août 1943, montré la très grande vulnérabilité de ces centres. Pourtant ils ne sont devenus prioritaires qu'en septembre 1944. En dépit de l'efficacité importante de ces raids, ils sont restés l'apanage de l'USAAF.

Sur les villes ou sur les sites industriels, ils ont détourné, en revanche, un grand nombre de ressources et de mains-d'œuvre. Ils ont obligé à limiter la

couverture aérienne à l'est, tout comme à immobiliser plus de deux millions de personnes pour une défense antiaérienne incapable d'arrêter les vagues de bombardiers. On estime qu'il faut, en 1942, 4 057 obus par avion détruit. En 1944, il en faut 33 000³², ce qui fait que la DCA absorbe près d'un million d'obus par mois, soit 20 % de la production, et 30 % de tous les canons produits.

Aspect essentiel, l'usure de la Luftwaffe. L'absence de tout sanctuaire pour le Reich usait les avions, obligeait à une consommation immense de carburant. Elle usait surtout les pilotes, lesquels n'avaient jamais de repos, et ne pouvaient non plus trouver le temps de former une génération capable de prendre la relève. Ainsi, lors du débarquement en Normandie, il est matériellement impossible à l'aviation allemande de protéger à la fois l'est, le Reich, et de frapper les plages du débarquement.

Avant cette date, un point non négligeable : ils sont le moyen principal de pouvoir agir pour les alliés. Psychologiquement, cela a joué un rôle d'ampleur.

Mais l'efficacité, même dans cette guerre atroce, remet-elle en cause le fait que ces raids aient pu être des crimes en soi ? Même lorsque ceux-ci ont pu être faits, pour citer le titre de l'ouvrage de Vassili Grossman, *Pour une juste cause* (1952) ? La question n'en finit pas d'être débattue. Elle n'a probablement pas de réponse précise.

Toujours est-il qu'ils tendent à montrer que la guerre ne se marie pas avec les conventions, avec la propreté. Elle pousse logiquement, comme tout phénomène d'entropie, à plus de brutalité et de violence.

32. Les obus de DCA Allemands ne possédaient pas de fusée de proximité qui leur permettaient d'être efficace en passant à proximité de la cible. A titre de comparaison, avec l'adoption de ce système et de calculateurs analogiques, la DCA alliée s'est montrée autrement plus redoutable.

8. RENDRE HOMMAGE

Nous avons voulu, dans ce texte, aborder la question de l'hommage d'une manière critique pour une raison fondamentale. Si nous replaçons la guerre impérialiste, la guerre raciste et la guerre coloniale dans une autre dimension, si nous la traitons comme le paroxysme de la folie, nous nous rendons vulnérables. Nous nous rendons vulnérables au fait de comprendre comment, depuis un monde qui n'est pas différent de celui d'aujourd'hui, des hommes et des femmes pas si différentes de nous, ont pu être pris dans un maelström de violence. Ni le nazisme, ni le fascisme, ni le militarisme ne sont des maladies d'autre temps et d'autres lieux. L'histoire n'est pas terminée et s'écrit toujours, toujours avec des lettres de sang. 75 ans après, nous pensons qu'il est plus que jamais important de rendre hommage à celles et ceux qui ont combattu, de quelque manière que ce soit, le nazisme, le fascisme et le militarisme. Il est d'autant plus important de le faire que les conditions pour une nouvelle crise meurtrière sont réunies.

En dépit du « plus jamais ça », non seulement le nazisme, dans son fond, n'a pas été éradiqué, mais ses ramifications tentaculaires sont toujours actives. Tant qu'il existe l'impérialisme, le capitalisme, la réaction, il existera une place dans l'écosystème politique pour un nazisme-bis. Parce qu'il est un moyen éhonté pour les exploiters, pour les exploiteuses, pour perpétuer, défendre et étendre leur ordre. Il reste une arme de crise. Si nous remettons le nazisme, le fascisme, le militarisme au rang des accidents de l'histoire, si nous le plaçons dans une dimension intégralement distincte de la démocratie libérale, nous nous privons des moyens d'en déceler les prémices.

La pandémie de COVID-19, qui nous prive des célébrations de ce 8/9 mai, nous montre que, contrairement aux thèses de Fukuyama et de la fin de l'histoire, nous sommes replongés dans la crise économique, sociale et politique d'une profondeur importante. Dans une crise qui prend des accents sinistres. À nouveau, les tensions crispent les États. L'hypothèse d'un affrontement entre la Chine et les USA, l'hypothèse d'un effondrement rapide de l'Europe. L'hypothèse de l'émergence de nouveaux régimes fascistes, racistes et prêts aux pogroms.

Dans les discours qui mentionnent l'islamo-gauchisme, ce sont les mêmes éléments fondamentaux que ceux qui ont donné naissance au judéo-bolchevisme. Ces discours de haine, ces discours de division doivent être combattus.

C'est comme cela que nous rendons hommage aux victimes et aux combattants et combattantes de la Liberté. Au soldat mort en Normandie, à la

partisane yougoslave, au franc tireur partisan — main-d'œuvre immigrée, à la pilote de l'aviation soviétique, au combattant coréen qui libérait son pays, au Tommy tombé à Villers-Bocage, à la résistante allemande qui a dit « non »... Mais aussi à ceux et celles qui ont, dans les champs, dans les trains, dans les usines, porté ces fronts.

Et à ceux qui n'avaient rien demandé. Qui ont subi cette guerre. Qui, parce que nés juifs, nés Tziganes, se sont retrouvés un matin dans un train vers la nuit et le brouillard. Ceux et celles qui se sont trouvés dans le viseur Norden d'un bombardier. Ceux et celles qui ont reçu un VI ou un V2. Ceux et celles qui ont été empoisonnés, torturés, violés par des soldats d'un pays qu'ils ou elles ne connaissaient pas.

Rendons leur hommage en détruisant les causes de toutes les guerres.

En luttant contre le capitalisme et l'impérialisme.

En luttant contre le colonialisme et le néo-colonialisme.

En luttant contre le fascisme et son influence dans les masses.

En luttant pour la révolution socialiste et pour la paix.

En menant jusqu'au bout la lutte des classes pour éradiquer l'exploitation et l'oppression.

En faisant en sorte que demain ne soit pas avant-hier.

VII. LES BOMBARDEMENTS ATOMIQUES

*Publié le 7 août 2020,
à l'occasion du 75^e anniversaire des bombardements
atomiques sur Hiroshima et Nagasaki*

1. LES 6 ET 9 AOÛT 1945, LES USA ONT FAIT USAGE DE L'ARME ATOMIQUE

Les villes japonaises d'Hiroshima et de Nagasaki, épargnées par les bombardements jusqu'à présent, ont été rasées en un éclair. Depuis leurs B-29, les équipages des « Enola Gay » et « Bockscar » viennent de faire entrer l'humanité dans l'âge atomique. Le 6 août à 8 h 16 et 2 secondes, au sol, la vie de 75 000 Japonais et Japonaises s'arrête instantanément. Au total, ce sont entre 95 000 et 166 000 morts et mortes. Les autorités japonaises ont mis plusieurs jours avant de comprendre ce qui s'était déroulé tant l'événement paraît incompréhensible.

Le 9 août, dans la ville de Nagasaki, ce sont de 60 000 à 80 000 morts qui sont comptés. Le même jour, l'Union soviétique franchissait le fleuve Amour et déferlait sur les positions japonaises.

Le 14 août, après avoir maté une mutinerie de militaires ultras, l'Empereur du Japon prenait la parole pour annoncer la reddition de son pays. Trois jours après, une nouvelle annonce aux soldats et aux marins leur demandait de cesser les hostilités au Mandchoukouo.

Usages exclusifs de l'arme nucléaire, ces bombardements atomiques ont été et sont toujours l'objet d'un grand nombre de débats. Pourquoi ont-ils eu lieu ? Sont-ils des crimes contre l'humanité ? Quelle attitude avoir vis-à-vis de l'arme nucléaire ?

Un grand nombre de raisons ont justifié, aux yeux des Américains, l'emploi répété de l'arme atomique. Ces considérations sont à la fois militaires, politiques et géopolitiques.

2. LES RAISONS DU FEU NUCLÉAIRE

À la décharge des Américains, il apparaissait nettement plus rationnel de frapper avec une dureté sans précédent dans l'histoire que de courir le risque d'un débarquement au Japon. En dépit de la situation militaire absolument désespérée, de la famine, les Japonais sont résolus à lutter. La fraction militaire au pouvoir part de la logique suivante : « Nous sommes 100 millions, les Américains ne peuvent tous nous tuer, donc ils négocieront ». L'expérience des débarquements à Iwo Jima et à Okinawa a également été des traumatismes pour les soldats, tout comme les frappes de Kamikazes. Les USA estiment le prix à payer à un million de soldats hors de combat. Ce n'est donc pas un acte intégralement « gratuit ».

Indépendamment de cette question, la prévision d'un débarquement (l'opération *Downfall*), impliquerait les Anglais et ferait se poursuivre la guerre jusqu'en fin 1946. C'est déjà, pour les USA, un point dérangeant. Le colonialisme anglais se marie mal avec la politique de la « porte ouverte » des USA, qui veulent mettre fin aux « prés carrés coloniaux » (nécessité faisant loi, cette perception des choses changea avec la guerre froide.) Surtout, le temps joue contre les Occidentaux. Ils ont réclamé l'aide de l'URSS pour mettre fin à la présence japonaise en Mandchourie. Or, cette intervention, avec l'effondrement des capacités militaires japonaises, n'est plus souhaitée. Elle est même indésirable. Un débarquement au Japon prendrait du temps et obligerait également à revoir la participation de l'URSS à une éventuelle occupation du Japon. Dans ce cadre-là, l'arme nucléaire est une manière de solder le problème rapidement. D'autant que les Américains sentent bien que d'autres factions que celle au pouvoir sont en mesure d'arracher la reddition à l'empereur. Le seul véritable point qui est non négociable dans l'ultimatum américain est la question du pouvoir impérial. Elle est la raison pour laquelle les Japonais ont « ignoré » celui-ci. Une « ignorance » qui valait « demande d'éclaircissement ». Le Japon s'était déjà adressé à l'URSS pour formuler ses conditions acceptables de capitulation. Les Américains les connaissaient.

En outre, elle constitue également un avertissement lancé au reste du monde, et particulièrement au potentiel futur ennemi soviétique. L'usage de l'arme nucléaire sur le Japon est un test grandeur nature d'un nouveau matériel, une démonstration de puissance. Il sert à marquer également la limite à ne pas franchir. Désormais, toutes les relations internationales entre grandes puissances furent sous l'épée de Damoclès du feu nucléaire. Il s'agit du fil rouge des relations diplomatiques entre grands jusqu'à ce qu'une contre-mesure se développe.

3. LES BOMBARDEMENTS AÉRIENS SUR LES POPULATIONS CIVILES ONT ÉTÉ UN CRIME CONTRE L'HUMANITÉ

L'armée japonaise n'a rien à envier, en termes de cruauté, aux divisions SS. Elle a traité les populations civiles avec un mépris souverain, n'hésitant pas à exercer les pires châtiments en cas de résistance, même la plus symbolique. Elle a traité les prisonniers de guerre comme des animaux de trait, multipliant les travaux forcés et les mauvais traitements. Cependant, le caractère inhumain de cette guerre n'enlève en rien le fait que ces bombardements constituent des crimes en soi.

Le choix des cibles civiles, plutôt que militaires, ne peut pas être moralement défendu dans le contexte dans lequel cela a été fait. Le Japon se contentait de rendre les coups. Il n'avait plus de marine efficace. Il n'avait plus d'aviation à long rayon d'action. Il avait replié ses forces pour préparer la bataille défensive finale. Il n'y avait plus de zone de contact réellement dangereuse entre les forces Alliées et les Japonais (excepté en Chine, mais cela ne menaçaient guère les soldats occidentaux.) C'est donc froidement que la question a été tranchée, non dans la fureur du combat.

Cela n'a pas été sans débats. Edward Teller, physicien par exemple, avait proposé de faire exploser la bombe dans la rade de Tokyo, pour faire une démonstration de force. L'historien Raymond Cartier cite la proposition du mont Fuji, sans confirmation. Henry L. Stimson proposait un avertissement et le fait de prévenir des zones frappées. En outre il écarta Kyoto. Hormis cet amendement, toutes les autres mesures visant à atténuer le sort des civils ont été écartées. Il fallait que la frappe soit la plus terrifiante possible. Hiroshima, ville sans grande valeur militaire, a été ainsi couvée, protégée, pour être dans l'état optimal pour servir de test. Quant à Nagasaki, ville portuaire importante, c'est uniquement la mauvaise météo au-dessus de Kokura qui l'a fait choisir, le jour même.

Ce choix de se livrer à un bombardement de terreur, et de terreur absolue, est à mettre en perspective avec la relative retenue des Américains en Europe. En dépit du fait que la DCA japonaise et que sa chasse était absolument misérable comparativement à la Flak et à la Luftwaffe allemande, l'USAAF a fait le choix d'abandonner les raids de précision. Il semble qu'il y ait eu, derrière ce choix de faire brûler les villes japonaises, une certaine considération raciste. Il

eut été par ailleurs douteux que les USA eussent employé les armes nucléaires en Europe. Mais la vie des Japonais ayant une valeur jugée moindre que celle d'autres membres des pays de l'Axe (et ayant moins de relais parmi les descendants d'immigrés aux USA), le coût politique de l'opération n'était pas le même.

La première frappe a été faite par surprise. La deuxième frappe a été précipitée volontairement, sans attendre le résultat du nouvel ultimatum, sans attendre les effets des tracts lancés sur la population. En somme, les USA, pour gagner du temps, non pour des motifs humanitaires, ont fait le choix de frapper à nouveau.

4. LE CHEMIN DE CROIX DES *HIBAKUSHAS*

Le vocabulaire s'est enrichi d'un nouveau mot : *hibakusha*. Les victimes des bombardements atomiques. Brûlées, irradiées, broyées. Les survivants et survivantes découvrent les effets à long terme des radiations et des retombées atomiques. 650 000 personnes ont été reconnues *hibakusha* au Japon. C'est plus que l'ensemble des pertes américaines pendant la guerre. Leur statut de victimes n'a pu être reconnu publiquement qu'après 1952. Auparavant, la censure américaine a été chargée d'« éliminer toute critique flagrante des pouvoirs alliés » à l'exception de l'URSS. Il n'est pas inutile de mentionner que l'occupation américaine du Japon s'est déroulée avec de nombreux drames et des comportements criminels. L'Atomic Bomb Casualty Commission, jusqu'en 1975, a d'ailleurs pratiqué des études sans consentement sur les survivants, tout comme des vols de cadavres ou de parties de ceux-ci aux familles.

Les frappes atomiques constituent une source toujours vive de ressentiment de la part des Japonais envers les Américains. Aujourd'hui, les associations de survivants et de survivantes mènent toujours des campagnes contre l'armement nucléaire et pour le pacifisme. Dans la littérature, dans la culture, dans le cinéma japonais, la question de l'atome est toujours extrêmement présente. Elle forme d'ailleurs un frein important au développement du nationalisme agressif au Japon.

5. LES SCIENTIFIQUES ONT-ILS SAUVÉ LE MONDE ?

Il faut souligner un point essentiel dans cet événement. Une grande partie des scientifiques qui ont travaillé sur ce projet l'ont fait car ils pensaient qu'il servirait à mettre fin au nazisme et au militarisme japonais. La grande majorité l'ont fait par idéalisme. Cependant, devant la destruction de Hiroshima et de Nagasaki, ils ont vu l'horreur de l'ère nucléaire se profiler. Et surtout la crainte de savoir cette arme entre les mains d'une unique puissance.

À la fois pour conjurer cette menace, mais également par profonde sympathie pour les espoirs de paix qu'incarnait l'URSS, la grande majorité des sommités scientifiques se sont rapprochées du NKVD. Les procès de Julius et Ethel Rosenberg ont été de ceux qui ont marqué la période du maccarthysme. Mais ils n'étaient que des éléments subalternes dans le réseau d'espionnage soviétique, dirigé par le maître-espion Soudoplatov. Il faut cependant leur rendre hommage, tout comme il faut également le faire pour Oppenheimer, Fermi, Bohr... qui ont, en prenant des risques énormes, de manière désintéressée, pour faire en sorte que le camp socialiste soit à parité avec les USA.

Imaginer un monde dans lequel les USA auraient le monopole de l'arme atomique est glaçant. Sans risques de représailles, il ne fait aucun doute que nombre de situations géopolitiquement complexes auraient été soldées par la même force brute que celle qui s'est abattue sur la rivière Ôta, un beau matin de 1945.

6. LA GÉOPOLITIQUE ACTUELLE : L'IMPOSSIBLE DÉSARMEMENT NUCLÉAIRE

C'est là un des problèmes épineux de la géopolitique actuelle. L'existence de l'arme nucléaire est un problème gênant. Un désarmement nucléaire des grandes puissances militaires est, dans le fond, impossible sans qu'il soit général. Aucune ne peut accepter de prendre le risque de pouvoir subir des frappes stratégiques sans possibilité de riposte. Mais pour les puissances moyennes ou faibles qui possèdent ou posséderaient l'arme nucléaire, comme la Corée du Nord, un désarmement est même inenvisageable, car il est ce qui garantit la sanctuarisation de son territoire. Soit, comme sa sœur du Sud, elle se met sous la protection du parapluie nucléaire d'une autre puissance, soit elle court le risque d'être envahie.

Tant qu'il existe des risques de guerre, il paraît improbable que l'arme nucléaire disparaisse des arsenaux, même si sa doctrine d'emploi la limite à des cas dramatiques. La Russie la réserve ainsi en cas de menace sur l'existence de l'État. Cela signifie qu'elle accepterait un affrontement limité avec d'autres forces, voire la perte d'une partie de son territoire, sans avoir recours à l'arme ultime.

Cependant, Mao écrivait que l'arme nucléaire n'est qu'un tigre de papier. C'est une vérité paradoxale. Si l'arme nucléaire prémunit contre les invasions et contre les dangers qui pèsent sur les États impérialistes, elle n'empêche en rien les luttes internes, les révolutions, les changements de régime. Les USA n'ont pas pu l'employer contre la République populaire de Chine, ni contre Cuba. Ils ne peuvent pas l'employer contre les mouvements de lutte interne à leur pays. L'arme nucléaire ne stabilisera pas et ne sauvera pas le monde capitaliste de sa déchéance.

Ce jour est le jour contre la guerre pour nos camarades d'Asie. Aujourd'hui, commémorons les *hibakushas*. Clamons notre détestation des guerres impérialistes et du militarisme. Nous militons pour un monde dans lequel ces images, ces événements, ne puissent plus être considérés que comme des manifestations de barbarie, d'un passé révolu. Que plus jamais l'arme nucléaire n'ait à servir. Que plus jamais une ville ne soit, en un instant, rayée de la carte.

Vive la paix mondiale ! Plus de guerre entre peuples ! Paix et socialisme !

VIII. LA GUERRE NE S'EST PAS ARRÊTÉE EN 1945

*Publié le 8 mai 2018,
à l'occasion du 73^e anniversaire de la fin
de la 2^{de} Guerre mondiale en Europe*

Le 8 mai 1945 est à la fois une date splendide et une date trompeuse. Le jour de commémoration, en Occident, de la victoire des forces coalisées contre celles de l’Axe en Europe est paradoxal.

La victoire contre le nazisme est une victoire qu’il convient de célébrer. Elle est importante et ne doit pas tomber dans l’oubli. Le nazisme a massacré une quantité invraisemblable d’êtres humains.

Massacré sous des prétextes racistes, sous des prétextes antisémites et sous des prétextes anticomunistes : 26,9 millions de citoyens et de citoyennes soviétiques, 5,8 millions de Polonais et de Polonaises, 1 million de Yougoslaves, 5950400 Juifs et Juives.

Tous assassinés dans un crime froid et innommable, commis au nom de la pureté de la race et de la croisade antibolchevique. Croisade à laquelle les collaborateurs de l’Europe entière ont participé, à laquelle les États croupions ont prêté main-forte. Et, rappelons-le, tous n’étaient pas d’extrême-droite. La guerre d’anéantissement a entraîné dans son sillage des tenants de la gauche : renégats de la *Section française de l’Internationale ouvrière* (SFIO) et renégats antisoviétiques.

Se souvenir de Baby Yar, de Lidice, de Sobibor ou de Oradour est une chose importante. Importante car l’ogre génocidaire renaît sans cesse, dès que les tensions sociales, dès que les tensions inter-impérialistes se durcissent. Il est important de sans cesse se souvenir que certains, que certaines, parmi les plus vils et les plus avides des exploiters et des oppresseurs, sont toujours prêts à faire sortir de l’ombre des escadrons de la mort, dans le but de conserver ou d’accroître leur pouvoir — et leurs profits.

Mais se souvenir, aussi, de Stalingrad, des Glières, des marais du Pripet, tout comme des cioux de l’Allemagne et des plages de Normandie, c’est se rappeler qu’il n’est pas si aisé d’enfermer les masses, de les écraser. Se rappeler de la résistance au sein même du camp de Buchenwald, c’est se souvenir du fait que, même dans l’abîme, les hommes et les femmes épris et éprises de liberté et de justice, ne se laissent pas passer sans mot dire dans le broyeur à os fasciste.

Voilà pourquoi nous célébrons cette date comme un événement nécessaire.

Mais cela doit-il occulter son caractère fondamentalement paradoxal ?

1. LES BASTIONS DE L'ANTICOMMUNISME RÉINSTALLÉS

Paradoxal dans le sens où, avant même que les braises du fascisme soient consumées, des projets fébriles se sont mis en branle pour préparer les guerres suivantes.

Les gouvernements occidentaux, qui, avant-guerre, avaient regardé d'un bon œil la montée de l'extrême-droite en Europe, n'avaient pas oublié le problème posé par l'existence de l'État prolétarien, par l'État soviétique.

Ce qui différencie Neville Chamberlain — grand « apaiseur » des années 30, admirateur secret des fascistes et des nazis — et Churchill — présenté comme son contraire — n'est pas une muraille de Chine. La seule différence est que Churchill était moins aveuglé par son anticommunisme et était plus à même de comprendre que la bête féroce, la bête hitlérienne, pourrait bien se retourner contre ceux qui l'avaient auparavant nourrie, pensant l'amadouer. Churchill, partisan de la méfiance, était prêt à faire bloc y compris avec sa bête noire de toujours pour protéger les intérêts de la couronne britannique et de sa bourgeoisie.

Cependant, il n'a eu de cesse, causant par ailleurs une immense irritation chez ses alliés américains, de pousser à ce que les opérations militaires visant à l'ouverture d'un second front aient lieu le plus possible là où les intérêts anglais résidaient : dans les Balkans. Le haut-commandement anglais, en effet, n'avait rien de plus pressé en tête, une fois que le sort des armes paraissait acquis, que de court-circuiter la progression de l'Armée rouge, que de lui couper l'herbe sous le pied, que de tenter de réinstaller des gouvernements réactionnaires.

Il fit deux tentatives. L'une fit long feu, en Pologne, où les Anglais envoyèrent des agents au service du gouvernement nobiliaire et réactionnaire, dans le but d'occuper le pouvoir avant l'arrivée de la RKKA. Les caciques de l'anticommunisme en ont fait un prétendu exemple de la perfidie de l'Armée rouge et de son haut commandement, en prétendant que l'URSS avait laissé l'insurrection de Varsovie, entre août et octobre 1944, se faire balayer.

Il ne fait pas de doute que les Soviétiques ne portaient pas dans leur cœur les agents de Bor. Cependant, ces derniers pensaient l'armée allemande en déroute, et avaient sous-estimé les capacités de celle-ci à écraser les oppositions. L'Armée rouge elle-même paya, devant Varsovie, un prix terriblement fort, à la suite de l'effort qui lui fut demandé pour aider le débarquement en Normandie.

Faire un nouvel et colossal effort, avec des lignes de communication distendues, sans supériorité aérienne, pour soutenir des agents anticomunistes, voilà qui était trop demander.

La seconde, elle, fonctionna. Elle eut lieu en Grèce. Cet État était une obsession pour l'Angleterre et pour son gouvernement. Elle essaya, chaque fois que des débats avaient lieu sur la stratégie à suivre dans les campagnes alliées, d'imposer les Balkans comme théâtre d'opérations. La logique sous-jacente était celle de pouvoir contrôler l'accès aux détroits, d'empêcher les futures Républiques populaires d'avoir accès à l'Adriatique et l'Égée. Elle débarqua donc le 14 octobre 1944, entrant dans un pays quasiment vidé de ses occupants, trop pressés d'échapper à la tenaille formée par l'Armée rouge et les partisans albanais et yougoslaves.

Pour faire cela, il lui fallait remettre en place un gouvernement réactionnaire, à l'image de celui de Metaxas, avant-guerre, qu'on ne peut qualifier autrement que de fascisant. Seulement la résistance était majoritairement communiste, et l'ELAS était la force hégémonique. Seule, sans appui américain, l'Angleterre débarqua donc en Grèce pour y ramener le roi Georges II. Chemin faisant, les soldats britanniques entreprirent méthodiquement d'écraser, en pleine guerre, les forces communistes.

Déjà, la Guerre froide se préparait, déjà certains esprits bellicistes entreprenaient des démarches pour qu'elle s'inscrive dans la continuité de la Seconde Guerre mondiale.

2. UNE APRÈS GUERRE CONFLICTUELLE

Le nazisme s'est construit, comme pensée politique, autour d'une vision apocalyptique du monde. Les nationaux-socialistes concevaient leur lutte comme un combat sans merci pour la « survie de la race » et pour la « pureté du sang ». Leur imaginaire se mariait parfaitement avec une idée de légion des damnés, de *Ragnarök* ou de crépuscule des dieux.

La défaite a certainement causé un terrible choc, pourtant, à des Allemands endoctrinés à croire dans les promesses du Führer ou dans leur prétendue supériorité naturelle sur les autres races. Cependant, les 1 200 000 SS, les millions de membres du NSDAP, n'ont pas tous été passés par les armes ou jugés, loin de là. Leur acceptation de la victoire alliée et soviétique paraît invraisemblable. Il paraît fou que les *Werwölf*, ces unités de sabotage, n'aient pas opéré sur les arrières des troupes alliées, qu'il n'y ait pas eu d'assassinats, d'attentats, de combats, dans les années qui suivirent la défaite. Pourtant, l'historiographie bourgeoise le clame. Le nazisme est présenté comme un cauchemar éveillé, donc les Allemands et Allemandes se réveillent dès le 9 mai 1945.

Le passage du nazisme à la future République démocratique allemande ne s'est pas fait sans heurts. La dénazification fut poussée le plus possible, chose permise par l'existence de cadres formés en exil en URSS, prêts à assumer la réalité du pouvoir et de la direction de l'État. La Nationale Volksarmee est gérée par des anciens du comité *Freies Deutschland*, le comité des officiers anti-nazis, tandis que les membres survivants du KPD et du SPD forment le SED, parti central de la vie politique. Le discours vers les Allemands et Allemandes de l'est a été celui d'une réconciliation. En somme, les autorités d'occupation ont déclaré aux Allemands qu'ils avaient été trompés par le nazisme, que celui-ci avait commis des horreurs, mais que désormais ils étaient, en quelque sorte, absous de leurs fautes, pour participer à la construction du socialisme.

Ce discours explique paradoxalement la montée de l'extrémisme de droite, aujourd'hui, dans les *Landern* de l'ex-RDA. N'ayant pas été confrontées à un devoir de mémoire, se sentant déliées de toute responsabilité du génocide et de la guerre, les jeunes générations voient moins l'adhésion au néo-nazisme comme un tabou que leurs homologues de l'ouest.

À l'ouest, la dénazification se produit faiblement. La question de la future Guerre froide balaie toutes les appréhensions. Progressivement l'OSS, Office of Strategic Services, l'ancêtre de la CIA, recrute tous ceux qui peuvent lui

fournir des informations. Au début, celles-ci concernent le fait de retrouver certains dignitaires nazis, certains membres haut placés de l'appareil d'État. Par la suite, la question de la présence des réseaux communistes se fait plus pressante, et les profils recherchés changent.

Spécialistes de l'URSS, spécialistes de la lutte contre les partisans, enquêteurs... l'Ouest veut faire barrage aux communistes en racolant toutes les vermines génocidaires disponibles. C'est à cette époque que Klaus Barbie devient agent américain, travaillant sans relâche à constituer des réseaux d'officiers fiables — terme qui, en 1945, ne peut que glacer le sang.

Reinhard Gehlen, officier de renseignement allemand, spécialisé sur l'URSS, est en charge d'une mission importante : constituer les services de renseignement de la future RFA. Gehlen est un officier atypique. À sa décharge, il fut proche des officiers anti-nazis, notamment de Henning von Tresckow, un des chefs de la conspiration du 20 juillet 1944. Dans les faits, cela n'enlève rien à son nationalisme forcené et son anticommunisme viscéral. Ce n'est pas non plus un démocrate ou un libéral.

Il est intéressant de noter qu'il fut un proche de Franz Halder. Halder avait été le chef d'État-major adjoint de la Heer, l'armée de terre entre 1938 et 1942, avant d'être éjecté de ce poste par Hitler. Après la guerre, Halder a travaillé pour le compte du service d'Histoire de l'Armée américaine. Avec d'autres généraux « propres », il met au point une historiographie, qui, pour une fois, est celle des vaincus. Elle met en avant l'idée d'une Wehrmacht « propre », découplée de la SS et des crimes de guerre. Cela permet, dans les études historiques, de renvoyer dos à dos la RKKa et l'armée allemande et d'ouvrir une brèche permettant de mettre sur le même plan l'URSS et l'Allemagne nazie, tout en célébrant des « héros » militaires, tels que Stauffenberg. La thèse de la gemellité des totalitarismes, longtemps combattue par les historiens un tant soit peu sérieux est une thèse désormais enseignée dans le système scolaire français. Fin de parenthèse.

En Allemagne, dès 1947, Gehlen joue la carte de l'alarmisme le plus total, en prétendant que l'URSS — sur laquelle il est la source principale de renseignement — prépare une guerre éclair. Il parvient ainsi à obtenir plus de 200 millions de dollars de subvention par l'OSS et la CIA. Cet argent, Gehlen va l'utiliser pour aider les nazis ukrainiens, fournissant des armes et des équipements à ces derniers.

Là réside un fait tout bonnement hallucinant. La très large majorité du public ignore donc que la guerre s'est poursuivie jusqu'en 1956 dans certaines régions

d'Europe orientale. Les Banderistes, ces ultra-nationalistes Ukrainiens, ont continué ainsi le combat, avec l'appui de l'organisation Gehlen, puis du BND. Des agents étaient infiltrés pour commettre des assassinats, des sabotages, pour semer le chaos et organiser des groupes terroristes. Ce n'est que par un travail d'infiltration opéré par le KBG que ces réseaux clandestins ont pu être décapités et que le fasciste Stepan Bandera put être liquidé, en 1959.

Dans d'autres États, notamment dans les Démocraties populaires, les groupes d'extrême-droite issus de la période fasciste ont opéré de la même manière. Profitant du moment de flottement lié à la déstalinisation, ces réseaux ont tenté de frapper en Hongrie, en 1956, entraînant l'intervention de l'Armée soviétique. Les courageux et héroïques insurgés de Budapest étaient, pour une grande partie des cadres, des individus qui avaient marché au pas de l'oie quelques années plus tôt, et qui n'avaient jamais renié cet engagement.

Fondamentalement, les enjeux de l'après-guerre sont tels que les États capitalistes, qui perdent pied un peu partout dans le monde, ont fait feu de tout bois. Nombre d'agents formés par les nazis, ou de nazis eux-mêmes, ont ainsi servi d'experts pour aider à la formation de services secrets terrifiants, pour faire passer des armes, pour entraîner des groupes paramilitaires ou terroristes. Dans l'esprit des ex-SS, il s'agit de la poursuite de leur lutte première : lutter contre le bolchevisme. Malgré la mort du Führer, il n'existe fondamentalement, dans leur esprit, pas de rupture entre leur travail pendant la guerre et celui mené après. Les réseaux *stay behind* de la CIA représentaient la poursuite du *Werwolf*. Ce n'est nullement un hasard si des criminels notoires ne sont jugés qu'après le plus dur de la Guerre froide passée. Ils sont désormais inutiles, bons à jeter.

Dans une lettre écrite à son ami, le pilote nazi Hans-Ulrich Rudel, Klaus Barbie décrit le drapeau à croix gammée flottant, à la suite du coup d'État de Banzer, en Bolivie. Pour lui, cela formait l'accomplissement de sa carrière. Il écrit également qu'ils vieillissent, certes, mais qu'ils avaient chacun semé une petite graine qui donnera des fruits. Fruits criminels, fruits empoisonnés. Fruits qu'ont servis, dès la fin de la guerre, les puissances coloniales à ceux et celles qui voulaient se soustraire à leur ordre injuste.

3. LE 1945 DES COLONISÉS

De l'autre côté de la mer Méditerranée, la fin de la guerre est célébrée. Les contingents « indigènes » ont fait leur part du feu et rentrent dans leurs foyers. Des manifestations spontanées ont lieu, avec la bénédiction des autorités. Les nationalistes algériens profitent de celles-ci pour rappeler leur existence, rappeler leurs revendications, pointer du doigt la contradiction entre fêter la mort de la bête immonde et maintenir un régime colonial basé sur la surexploitation, la privation de droits et le travail forcé.

L'apparition du drapeau national algérien met le feu aux poudres. La police et les colons ouvrent le feu sur les manifestants à Sétif. Bouzid Sâal, un jeune scout, est tué par la police à Sétif. À Guelma, la scène est similaire, et un jeune manifestant meurt des suites de ses blessures, tandis que le quartier colonial se couvre de mitrailleuses. Des suspects sont interpellés et torturés. À Kherrata, un massacre est organisé en toute discrétion par les Français, lesquelles, reprenant les mêmes méthodes que les Einsatzgruppen à Baby Yar, abattent et précipitent dans les ravins plusieurs centaines de suspects.

Des émeutes éclatent alors en riposte. Des combats sporadiques ont lieu, ainsi que des vengeances, parfois d'une rage aveugle, puis l'armée intervient brutalement. Si des meurtres ont été commis des deux côtés, leur disproportion illustre la manière dont « l'ordre » a été rétabli.

102 Européens ont été tués, plus par rage, par vengeance, que dans une opération calculée de représailles. Le 11 mai 1945, le général de Gaulle ordonne à l'armée d'assurer « le maintien de l'ordre », en confiant au général Duval la conduite des opérations. Ces opérations sont des massacres et des exécutions sauvages, aveugles et terroristes. La France commet de nouveaux Oradour-sur-Glane. Pendant dix jours, le four crématoire de Lavie a tourné, sa flamme claire tranchant dans la nuit. Lorsque le 22 mai, la répression s'arrête officiellement, on décompte 900 morts le jour même, sous les balles de la police. Entre 20 000 et 45 000 sous le prétexte de liquider « des éléments troubles, d'inspiration hitlérienne, [qui] se sont livrés à Sétif à une agression armée contre la population qui fêtait la capitulation de l'Allemagne nazie. La police, aidée de l'armée, maintient l'ordre et les autorités prennent toutes décisions utiles pour assurer la sécurité et réprimer les tentatives de désordre. ».

La France saute à pieds joints dans la reprise de son Empire.

À l'autre bout de la Terre, un scénario similaire se déroule. Si l'histoire de l'Algérie est relativement connue, la situation de l'Indochine mérite qu'on s'y attarde. La « perle de l'Empire », l'Indochine, sa colonie la plus rentable, avec ses minerais, son hévéa, ses bois précieux, était, durant la guerre, dans une situation étrange. À la suite de la défaite française de 1940, le Japon lorgne avidement sur cette position stratégique de premier ordre. D'une part car le Japon a besoin de ces produits, de l'autre car cela permettrait de couper une des voies de ravitaillement de la Chine.

Le Japon fait donc pression, de manière forte, sur le gouverneur de l'Indochine, l'amiral Decoux. Dès juillet 1940, la primauté japonaise est reconnue. Mais la situation ne convient pas aux forces japonaises, lesquelles menacent d'envahir purement et simplement l'Indochine. Entre le 22 et le 26 septembre 1940, après quelques combats sporadiques, les Japonais prennent le contrôle de l'Indochine, tout en laissant l'administration de Vichy fonctionner et gérer la société. Cet événement, en soi, pourrait rester une anecdote. Mais cette opération a poussé les USA à geler l'approvisionnement en pétrole du Japon, et donc, l'a amené à se résoudre à la guerre.

Il s'ensuit une période paradoxale de collaboration franco-japonaise. La France n'est pas traitée en ennemi, mais pas totalement en allié. Le 10 janvier 1941, la Thaïlande, un des rares alliés du Japon, attaque le Laos et le Cambodge, voulant, par cette opération, étendre son territoire. Quelques jours après, la marine de guerre française réplique, coulant une grande partie de la flotte thaïlandaise. Cependant le Japon arbitre en faveur des Thaïlandais, humiliant les Français.

À cette époque, la résistance anti-japonaise est le fait, principalement, des groupes communistes, ancêtres du Vietminh. Les Français, eux, restent dans leur grande majorité dans une logique attentiste, à part quelques déserteurs, dont l'un finit par combattre chez les Soviétiques, dans le régiment Normandie-Niemen. L'OSS et les services secrets soutiennent les combattants vietnamiens, leur fournissant par ailleurs des canons sans recul et des lance-roquettes, qui jouèrent, en 1954, un rôle de premier plan dans l'écrasement des forces françaises à Dien Ben Phu

En 1945, les Japonais sont en déroute. Étant donné l'effondrement du régime de Vichy et le ralliement progressif des cadres coloniaux à De Gaulle, ils n'ont plus confiance dans ces derniers. Pour tenter de sauvegarder leur situation, les forces du Mikado renversent la vapeur : ils opèrent un coup de force contre l'administration française. Coup de force qui se traduit, entre le 9 mars et le 15 mai 1945, par une série d'opérations militaires qui mettent les Français en

déroute. 4 500 morts et 37 000 prisonniers sont faits, contre un millier de tués chez les Japonais.

Si les forces françaises sont battues à plate couture, le Vietminh, lui, mène une guérilla d'ampleur, alimentée par le fait que les Japonais ont vidé le pays de son riz et ont affamé la population. Après l'annonce des bombardements atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki, le 13 août, Hô Chi Minh lance une insurrection généralisée. Cette insurrection a pour but d'assurer le contrôle du territoire par des forces patriotiques avant que les dispositions prises à Potsdam ne soient rendues effectives. Celles-ci prévoient l'occupation du nord par les troupes de Chang Kai-Shek (Ji ng Jièshí dans la nouvelle nomenclature), et le sud par les forces britanniques venues de Birmanie. C'est la Révolution d'août, révolution étranglée par l'irruption des troupes étrangères.

À la suite de la capitulation japonaise, la situation est extrêmement confuse. L'empereur Bao Dai accepte d'abdiquer et de former un gouvernement d'unité nationale avec les communistes. Le Vietminh contrôle une partie de l'administration mais ne parvient pas à exercer la réalité du pouvoir. L'armée chinoise pille allègrement le nord du pays, et Chang semble vouloir mener une politique d'annexion. Au sud, les Britanniques utilisent une partie des soldats japonais « oubliés » pour le maintien de l'ordre, tandis que certains de ces derniers rejoignent les troupes vietnamiennes. Les Français, quant à eux, sont interdits d'entrer au nord par la Chine nationaliste, qui veut prendre la place du colonisateur, et au sud par les Anglais qui contrôlent l'armée. Ce n'est qu'en octobre que Leclerc arrive à Saïgon.

Le 2 septembre 1945, dans une atmosphère tendue, Hô Chi Minh proclame l'indépendance du Vietnam. Celle-ci ne peut cependant être réalisée que par le départ des Français et des troupes d'occupation. La France, par ailleurs, négocie laborieusement pour que la Chine se replie, en échange d'un renoncement à toute prétention française sur celle-ci. Le général Leclerc, qui remonte de Saïgon, opte pour une ligne de conduite modérée, de négociation, avec les forces patriotiques.

« J'ai recommandé au gouvernement la reconnaissance de l'État du Vietnam, il n'y avait pas d'autre solution. Il ne pouvait être question de reconquérir le Nord par les armes, nous n'en avons pas, et nous n'en aurions jamais les moyens. Rappelez-vous le Sud. Ici l'insuccès est certain... Il faut garder le Vietnam dans l'Union française, voilà le but, même s'il faut parler d'indépendance. À Fontainebleau doit être trouvée une solution garantissant à la France au moins le maintien de ses intérêts économiques et culturels... étant

entendu que Hô Chi Minh persistera à vouloir se débarrasser de nous... Pour cela, tendez la corde, tirez dessus... mais surtout qu'elle ne casse jamais!... Il nous faut la paix! »³³

Le remplacement des Chinois par les Français n'est pas entravé par les troupes d'Hô Chi Minh. Hanoï, la capitale du nord, est occupée sans un coup de fusil. Le PCI cherche alors une solution de compromis. Mais, dans le camp des Français, l'idée d'accepter de perdre cette partie de l'empire apparaît envisageable. Contre le diagnostic de Leclerc, la France se prépare à la guerre. Elle ne se sent plus si faible, appuyée par le revirement géopolitique américain, qui élabore progressivement sa doctrine du *containment*, et qui s'intéresse de plus en plus au maintien des bastions coloniaux comme bastions anticommunistes.

L'anticommunisme et le colonialisme se mêlent et débouchent sur une conclusion partagée par la quasi-intégralité des partis politiques de la métropole, à l'exception du PCF : il ne faut pas céder. Le 23 novembre 1946, l'armée française choisit donc la voie de la guerre, en bombardant, par artillerie, le port de Haiphong, ouvrant ainsi le premier acte d'une guerre qui ne s'est terminée qu'en 1975. La France choisit, pour conserver son empire, le napalm, les massacres et la torture, plutôt que la paix.

Si ces opérations militaires sont connues et enseignées dans les programmes scolaires, d'autres, encore, sont tus et passées sous silence, tachant de sang, encore un peu plus, le drapeau tricolore.

33. Cité in J.-C. Notin, *Leclerc*, 2010.

4. L'«ORADOUR MALGACHE»

La colonie de Madagascar — laquelle demeure toujours une de ces abominables néo-colonies — a été intégrée de force dans l'Empire français à la suite d'une « expédition de pacification » dirigée par le général Gallieni entre 1896 et 1905. Auparavant, l'île commençait une industrialisation basique et disposait d'une politique de scolarisation et d'écoles de médecine.

Le colonialisme a ravagé tout cela. La mission de Gallieni cause la mort de 100 000 personnes environ. À l'issue de celle-ci, un système proche du code de l'indigénat est mis en place, ainsi qu'une politique de division juridique des habitants en fonction de leur « race ». Les écoles perdent leur public, et l'industrialisation se mue en « mise en valeur », à savoir une exploitation sauvage, forcenée, de l'Île. Ainsi, les Malgaches doivent 30 jours de travail gratuit par an, sous la forme de corvée, pour développer les infrastructures utilisées par les colons. De plus, soumis au code de l'indigénat depuis 1904, les colonisés peuvent être mis à l'amende et emprisonnés sans jugement.

Dès 1913, des mouvements de résistance apparaissent, dont *Uy Vato Sakelika* (fer, pierre, ramification) fondée par des étudiants en médecine. Mais la répression frappe avec une intensité terrible. Malgré le soutien de l'Internationale communiste, le mouvement est écrasé au cours d'affrontements dans les années 30.

Pendant la guerre, les colonisateurs sont des fidèles de Vichy. Les Anglais prennent le contrôle de l'île en 1942, après une bataille de 7 mois, au cours de laquelle — fait assez exceptionnel — le Japon vient au secours de Vichy. Cette bataille est néanmoins d'une intensité faible, avec 107 tués côté alliés et 150 côté français.

Si la « France Libre » prend le contrôle des affaires en 1943, la situation des colonisés ne s'améliore guère. Le *Mouvement démocratique de la rénovation malgache*, parti indépendantiste « communistant » sans être communiste, gagne les élections dans le Territoire d'outre-mer en 1946. Bien que légaliste et souhaitant simplement une indépendance dans le cadre de l'Union française, le MDRM est néanmoins combattu par l'administration coloniale. Marcel de Coppet, membre de la SFIO, fut nommé Haut-Commissaire de la République à Madagascar. Il appliqua une politique du diviser pour mieux régner en jouant sur la division entre les côtiers et l'intérieur des terres, soutenant ainsi le parti collaborationniste Padesm, ou *Parti des déshérités de Madagascar*.

Repoussant les référendums sur l'indépendance, souhaités par le MDRM, Coppet prit des mesures visant à « limiter les menées anti-françaises », autrement dit, une forme d'état d'urgence. Il prend des dispositions pour contrer les succès électoraux du MDMR. Les manœuvres successives de l'administration coloniale mettent le feu aux poudres.

Bien que le bureau du MDMR ait appelé au calme, la base militante prend la décision d'une insurrection le 29 mars 1947. Les Français le savent également et sont sur le qui-vive. L'insurrection commence par l'attaque d'une caserne à Moramanga, attaque repoussée par les troupes présentes. L'île s'embrase.

Dès le début du mois d'avril, 18 000 militaires français débarquent. Ils sont plus de 30 000 par la suite. La méthode de répression est classique : torture, meurtres, razzias, viols... Elle se double d'une terreur psychologique dans les méthodes d'exécution : captifs jetés vivants depuis des avions. Malgré une longue guérilla organisée par les colonisés, qui connaissent le terrain, l'écrasement est rapide. En effet, les insurgés n'ont que des sagaies et des couteaux, face à des bombardiers A-26, des chars, des lance-flammes.

89 000 morts côté insurgés. 1 900 côté forces coloniales, ainsi que 850 Européens dont 350 militaires. Voilà le bilan de l'opération de « pacification à la française ». Des procès sommaires et des exécutions de suspects eurent lieu tout au long de l'année 1948 contre les militaires malgaches accusés de nationalisme.

Pour la France seule, la « patrie des droits de l'homme », le bilan est illustratif. Pourtant il ne prend pas en compte les crimes en Afrique sub-saharienne, ni les petits « à côtés » du système colonial. Anglais et Américains firent de même, en Corée comme en Malaisie, égorgeant ceux qui brandissaient le drapeau de la liberté, de l'espoir, de l'indépendance.

Voilà pourtant ceux et celles qui jouent la carte de l'amnésie sur leurs crimes, mais rappellent à l'envi la moindre faute, la moindre faille, le moindre conflit au sein du camp socialiste. Pourtant, les meurtriers de Sétif, de Madagascar, d'Indochine, tout comme ceux de Treblinka ou d'Auschwitz, n'ont pas d'océan qui les sépare. Les uns comme les autres étaient les machines à tuer de l'exploitation et de l'aliénation des masses, les chiens de garde de l'ordre ancien.

Décidément, non, la guerre ne s'est pas arrêtée en 1945, lors de la signature de la capitulation à Reims. L'antagonisme entre l'Axe et les Alliés a simplement pris une dimension différente. D'autres contradictions sont devenues principales, celles entre le socialisme et le capitalisme, celle entre la libération

nationale et l'oppression coloniale. Les ex-fascistes ont trouvé à être employés sous un autre uniforme, tout en poursuivant leur croisade contre le bolchevisme et contre la Liberté.

Tant que l'impérialisme existera, les guerres seront inévitables. Tant que la lutte des classes sera le moteur de l'Histoire, tant qu'elle ne sera pas éteinte par la résolution des contradictions entre exploités et exploités, les conflits perdureront. Tant que la bourgeoisie existera en tant que classe sociale, tant qu'elle ne sera pas liquidée, les massacres, les crimes, les génocides ponctueront l'Histoire, formant toute autant de jalons abominables.

La bourgeoisie dresse cyniquement les masses populaires d'un État contre celle des autres, elle dresse des opprimés contre d'autres, et mène campagne, au travers de sa propagande tout comme l'enseignement scolaire, pour justifier la pratique des guerres d'agression. Les communistes ont la tâche de lutter pied à pied contre chaque manœuvre de la bourgeoisie de leur État ou de l'impérialisme qui étrangle leur nation. Il n'existe aucun espoir de paix et de prospérité tant que le capitalisme existe, tant qu'il est le régime dominant sur Terre. Ni dans un équilibre multipolaire avec le prétendu espoir des « BRICS », ni dans la domination et l'exploitation « pacifique » d'un hypothétique « super-impérialisme » à la Kautsky ou à la Trotsky.

Seule la révolution socialiste, seules les révolutions devrions-nous dire, peuvent mettre à bas le système d'oppression et d'exploitation organisé par les bourgeoisies et les impérialismes. Seule la construction du socialisme peut mettre fin à l'existence des classes sociales, aux contradictions de développement à l'échelle de la planète tout comme dans les États eux-mêmes. La réalisation du communisme à l'échelle mondiale — chemin parcouru d'étapes, d'embûches — mettre fin, de manière définitive, aux guerres sur notre planète.

CONCLUSION – VIVE LE 8 MAI!

*Publié le 8 mai 2019,
à l'occasion du 74^e anniversaire de la fin
de la 2^{de} Guerre mondiale en Europe*

La célébration de la fin de la Seconde Guerre mondiale en Europe est une date importante.

Elle marque l'écrasement des puissances de l'Axe dans cette région du monde. Aux yeux de millions de personnes, cette journée — ces journées en réalité — symbolisent la victoire de la Liberté, de l'Égalité, des droits humains contre la machinerie exterminatrice nazie.

Il s'agissait également d'une étape fondamentale dans la mise à genoux du Japon militariste, lequel, depuis 1931, en Chine, avait mené une guerre d'une brutalité et d'une violence d'une ampleur jamais connue alors. L'absence de statistiques fiables, à l'époque, empêche de tirer un bilan humain complet.

27 millions de citoyens et de citoyennes soviétiques, au minimum entre 20 et 25 millions de Chinois et de Chinoises, pour ne citer que les États les plus touchés, sont morts. Morts pour quoi ? Morts pour un repartage du monde voulu par des puissances montantes, qu'étaient alors le Japon et l'Allemagne, avec, dans une moindre mesure, l'Italie fasciste et les autres puissances engagées dans le camp des agresseurs.

Cette date est à célébrer, pour que ne soient jamais oubliés les sacrifices immenses des forces combattantes, des civils, des résistants et résistantes. Nous n'oublions pas, et nous l'avions mentionné à plusieurs reprises dans certains articles, l'importance de l'URSS et de la Chine dans la guerre menée contre les tentatives d'asservissement par l'Axe.

Nous ne voulons pas non plus oublier celles des Alliés dans leur ensemble, indépendamment des choix, dans l'après-guerre, politiques et géopolitiques des États pour lesquels ils se sont battus. Si certains sont prompts à occulter le rôle immense de l'Armée rouge et des militants et militantes communistes, nous ne voulons pas tordre le bâton dans l'autre sens et occulter le poids des autres. Nous ne pouvons pas nier l'importance de la loi prêt-bail, de la solidarité populaire, ni les souffrances des combattants et combattantes, qui, par exemple, sur le front normand, ont connu des pertes dignes du Front de l'est.

Cette victoire est une victoire qui a été rendue possible par la coopération internationale contre l'hitlérisme et le militarisme *Shōwa*. Saluons ceux et celles qui l'ont rendue possible.

Cette date est aussi importante que paradoxale.

Le paradoxe saute aux yeux dès le jour même de la défaite nazie. Nous avons écrit, l'an passé, la brochure *La guerre ne s'est pas terminée en 1945* (2018). Elle revient sur les paradoxes de cette date.

Dès le crépuscule de la guerre, alors que la victoire est une certitude, les jeux géopolitiques reviennent sur le devant de la scène. Les ambitions des vieilles puissances coloniales, de retrouver leurs empires, les ambitions anticomunistes, pour maintenir le cercle d'acier autour de l'URSS — cercle d'acier qui avait justifié tous les « apaisements » envers les fascistes.

La résistance communiste en Grèce a été poignardée dans le dos dès 1944 par l'Angleterre. Dès 1945, la France est revenue imposer l'ordre par la terreur dans ses anciennes colonies. Les services secrets occidentaux, principalement allemands, ont continué à alimenter les ex-miliciens fascistes et nazis dans les États baltes et en Ukraine jusqu'en 1956. Dès la fin du conflit, les intrigues se sont nouées pour empêcher l'indépendance réelle de la Corée, de l'Indochine, de Madagascar... Non, la guerre ne s'est pas arrêtée dès 1945.

Ces ambitions méritent d'être dénoncées. Mérite, aussi, d'être dénoncé le fait que le patronat français, notamment, s'était très bien accommodé de la présence nazie. La collaboration économique entre les industries des deux pays était nettement plus avantageuse que le fait d'avoir à tolérer les syndicats et les partis ouvriers.

Surtout, restait l'empire et ses immenses subsides, qui étaient la principale source de préoccupation de la haute bourgeoisie française. En vérité, la question de l'empire colonial et de la flotte qui devait servir à le protéger, étaient les deux seuls *casus belli* de la grande bourgeoisie française. L'occupation allemande, l'heure allemande, le nazisme, elle s'en est accommodée.

L'épuration a été faible, surtout dans les hautes sphères de l'État ou de l'industrie. Il fallait certes des exemples, comme Louis Renault, dont les usines ont été nationalisées. Mais cela n'a été qu'une éclipse dans leurs carrières.

La vaste majorité des capitalistes ont préféré « Hitler au Front populaire. » Demain, si besoin est, la bourgeoisie en détresse appellera de ses vœux un autre Hitler pour balayer d'autres fronts populaires.

Aujourd'hui qu'en est-il ? Le monde est-il vraiment passé à autre chose ? Le « plus jamais ça » est-il valable ?

Il existe une tendance bien humaine à croire que les crimes contre l'humanité commis lors de la Seconde Guerre mondiale et par les régimes nazis et militaristes sont d'une seule époque, d'un seul lieu, voir, même, pour certains, d'un seul peuple.

Nous ne pouvons oublier le fait que, dans la communauté juive d'Allemagne, à l'orée de la prise du pouvoir par Hitler, de nombreux individus croyaient que les discours nazis resteraient des discours. Beaucoup croyaient que l'antisémitisme n'irait pas plus loin que celui, endémique, déjà pratiqué avant par de nombreuses forces politiques. Les pogroms, pensaient-ils, étaient une affaire de « pays sauvages », de la Pologne, de la Russie Tsariste, mais pas de l'Allemagne de Goethe, de l'*Aufklärung*, une Allemagne civilisée.

Aujourd'hui, face aux vieux démons concentrationnaires, c'est souvent le même regard qui est porté. Le même jugement. Cela n'est plus possible, ou, en tout cas, pas ici. Pourtant, rien ne garantit qu'en Europe, qu'en Allemagne, qu'en France, cela ne se reproduise pas à nouveau. La logique criminelle qui sous-tendait les camps d'extermination ne s'est pas évaporée.

Elle préexistait avant le nazisme. Elle existe toujours, tapie dans l'ombre, attendant son heure. Elle se niche dans les discours du « grand remplacement », lequel sous-entend, implicitement, une « grande élimination » en réponse aux migrations.

La guerre, elle, est plus proche encore.

Ici, en Europe occidentale, en particulier sous le « parapluie de la dissuasion nucléaire », elle nous paraît lointaine, improbable, impossible. Et pourtant. Il n'existe aucune muraille que le spectre de la guerre ne peut franchir. Tant qu'il existera des rapacités entre les grandes puissances, tant qu'il existera des terres à se partager, tant qu'il existera un jeu à rebattre entre les bourgeoisies, la guerre demeurera une épée de Damoclès au-dessus des peuples. Elle demeure, comme la qualifiait Clausewitz, la continuité de la politique par d'autres moyens.

Les guerres entre puissances, par l'intermédiaire de marionnettes, d'agents, d'alliés, se poursuivent. Côte d'Ivoire, Soudan, Sri Lanka, Syrie, Libye, Venezuela, Ukraine... Derrière chaque conflit, il y a la main des grandes puissances. Entre elles même, le ton monte et l'on se montre les muscles. Chacun intimide l'autre. Chacun essaie de neutraliser les armes stratégiques de l'autre, pour bouleverser l'équilibre de la terre.

Les interventions directes, indirectes, ainsi que les sanctions économiques ne servent qu'une cause : accroître l'emprise d'une puissance sur le monde, mais aussi bloquer et neutraliser les autres. Ces guerres n'ont pas d'autres ambitions que de générer un nouveau partage des régions dominées par l'impérialisme. Entre les vieilles puissances colonisatrices et impérialistes et celles qui montent, Russie et Chine, la situation ne peut que devenir conflictuelle à plus ou moins long terme.

Tant que l'impérialisme existe, tant que le capitalisme existe, les guerres sont inévitables. Tant que la bourgeoisie existera en tant que classe au pouvoir, il existera des systèmes politiques réactionnaires, militaristes, bellicistes ou fascistes prêts à sacrifier des millions de vies pour une hausse du taux de profit, pour des marchés, pour des ressources.

Face à cette tendance aux conflits, il n'existe que deux issues. La première est la mobilisation des masses populaires, en particulier des pays impérialistes, pour entraver les volontés guerrières, pour lutter contre la propagande militariste, pour s'opposer aux projets réactionnaires.

La seconde est la victoire des forces révolutionnaires sur la bourgeoisie et les impérialistes. C'est uniquement la victoire définitive des exploités et exploitées, des opprimés et opprimées, qui peut liquider les menaces de guerre.

Déjà, dans certaines parties du monde, les forces révolutionnaires ont pu créer des zones libérées de la tutelle directe de l'impérialisme. Mais elles sont constamment sous le feu de leurs agents, qui ne veulent pas renoncer à leurs possessions. Les impérialistes n'acceptent pas qu'on se soustraie à leur ordre. Ils ne reculent devant rien pour tenter d'étrangler les îlots de liberté. Nous appelons à les soutenir !

L'ICOR, constitué d'organisations qui subissent la guerre, qui subissent l'impérialisme (et notamment l'impérialisme français, que sa cruauté ne démarque pas des autres), est un rappel à nos responsabilités en tant que militants et militantes communistes.

La question des risques de guerre est une question brûlante et concrète pour celles et ceux qui se retrouveront dans les régions disputées.

En tant que communistes dans des États impérialistes, nous avons une tâche primordiale dans le fait de s'opposer aux massacres que commet notre propre État. Nous avons une lourde responsabilité en cela.

Nous devons cibler notre premier bourreau, le plus proche, le plus présent. Nous considérons que la tâche de chaque communiste dans le monde est de cibler en priorité l'impérialisme qui l'opprime directement.

L'Unité communiste relaie l'appel de l'ICOR à un vaste front anti-impérialiste.

L'Unité communiste appelle à ce que la solidarité internationale ne reste pas une solidarité de papier, mais puisse être une solidarité pratique, en aidant et en appuyant les forces anti-impérialistes, les forces anti-guerre.

L'Unité communiste appuie l'idée que puissent se réunir en un front l'ensemble des forces qui luttent contre l'impérialisme français, notre premier ennemi. Que ces forces soient en métropole, dans les régions colonisées par la France ou dans les régions sous la tutelle du système néo-colonial.

Halte à la guerre!

Vive la solidarité internationale des peuples!

Vive l'ICOR et vive la révolution!

POURQUOI LA SECONDE GUERRE MONDIALE EST-ELLE SI IMPORTANTE ?

« Être communiste en France aujourd'hui, c'est devoir faire face à une multitude d'attaques sur son histoire. Dans l'industrie du divertissement, celles-ci sont omniprésentes — la Seconde Guerre mondiale est très vendeuse. Dans les institutions de l'Éducation nationale, dès le secondaire, elles sont enseignées et défendues comme des vérités scientifiques et adjointes d'une injonction au « devoir de mémoire ». Dans l'engagement militant, elles persistent et s'intensifient : ces polémiques, généralement stériles et parfois antagoniques, sont un passage obligé. Face à cet ensemble de problèmes, il peut paraître séduisant de se réfugier dans des mythes confortables, ou à l'inverse, de rejeter notre passé en bloc pour se convertir à divers anticommunismes de gauche. Pour le meilleur et pour le pire, notre histoire est un fait structurant dans le mouvement communiste présent.

Cependant, il serait réducteur de penser que notre histoire n'est qu'un objet de division identitaire et d'invective anachroniques. Certes, ces déviations sont constatables par quiconque se familiarise avec le « milieu » de la gauche radicale. La lutte pour des idées plus justes est souvent substituée par la lutte de différents récits entre eux, et les expériences du mouvement communiste ne sont alors traitées plus que comme des moyens d'entre-excommunication. Or, au-delà des querelles de chapelle, c'est bien notre histoire qui contient en elle le moyen d'atteindre une connaissance supérieure de la théorie révolutionnaire — tirer les conclusions de notre bilan. Aborder frontalement ces questions, ce n'est pas — que — ressusciter des controverses désuètes ou faire le procès de fantômes. S'il faut comprendre nos prédécesseurs et d'où nous venons, ce n'est pas pour le plaisir de la querelle vaine ou de l'ascendant rhétorique, mais pour mieux lutter, maintenant et à l'avenir.

La 2^{de} Guerre mondiale est un point nodal de la propagande réactionnaire. Les travaux que nous présentons ici constituent une première réponse à celle-ci. S'ils n'offrent pas le si attendu « bilan exhaustif et définitif des expériences socialistes du XX^e siècle », ils cherchent à défricher ce moment clé — la 2^{de} Guerre mondiale — de l'accumulation de mystifications et de calomnies qui l'obscurcissent. En tant que tels, il faut les considérer comme préparatoires. »
